

# Consultation publique de l'Arcep

6 février 2020 – 17 mars 2020

## Projet d'évolution de la régulation pour 2020-2023 dans le cadre de la préparation des analyses de marchés fixes

### Réponse d'Orange

Version publique

Les parties entre crochets [...] relèvent du secret des affaires.

Lien vers les documents en consultation :

<https://www.arcep.fr/actualites/les-consultations-publiques/p/gp/detail/projet-devolution-de-la-regulation-pour-2020-2023-dans-le-cadre-de-la-preparation-des-analyses-de-m.html>

<b>Synthèse générale .....</b>	<b>4</b>
<b>Les enjeux du nouveau cycle d'analyses des marchés.....</b>	<b>6</b>
<b>1 Le marché Entreprise.....</b>	<b>6</b>
1.1 Le marché de gros des accès activés de haute qualité doit être scindé en deux marchés, l'un sur cuivre et l'autre sur fibre, ces deux marchés devant être analysés de manière séparée ...	6
1.2 Si l'Arcep devait arbitrairement continuer à déclarer Orange puissant sur le marché de gros d'accès de haute qualité fibre, les modalités des tests de reproductibilité tarifaires doivent être revues .....	9
<b>2 Tarification du dégroupage total .....</b>	<b>16</b>
2.1 Le coût par accès dégroupé va augmenter progressivement au cours du prochain cycle d'analyse de marché.....	16
2.2 Le tarif du dégroupage doit permettre un juste recouvrement des coûts .....	19
2.3 Il est faux de considérer qu'une baisse du tarif du dégroupage inciterait Orange à accélérer la fermeture de son réseau cuivre .....	21
<b>3 Complétude en zones très denses.....</b>	<b>24</b>
3.1 L'Arcep n'est pas compétente pour imposer une telle obligation .....	24
3.2 Un tel dispositif consistant à forcer un opérateur à équiper en fibre optique un immeuble non couvert en FttH situé en poche de haute densité de ZTD viendrait remettre en cause le cadre existant, en ne concernant en pratique qu'Orange.....	25
3.3 En tout état de cause, les modalités envisagées par l'Autorité ne sont pas envisageables sur le plan opérationnel .....	26
<b>4 Fermeture du réseau cuivre .....</b>	<b>27</b>
4.1 Le critère de complétude FttH à 100 % doit être allégé, en tenant compte de la possibilité de desservir à titre exceptionnel les logements non couverts en FttH avec des technologies alternatives.....	27
4.2 Le mécanisme proposé par l'Arcep doit être simplifié, notamment au niveau des délais de prévenance avec un alignement, d'une part, entre offres Entreprise et offres généralistes et, d'autre part, entre ZTD et ZMD .....	28
4.3 Le dispositif doit être allégé s'agissant de la communication sur les zones concernées par la fermeture, de sorte à ce qu'Orange puisse conserver la maîtrise industrielle du chantier de fermeture, dans le respect du principe de non-discrimination. ....	29
<b>5 Fixation de niveaux de qualité de service sur les marchés de gros .....</b>	<b>30</b>
5.1 Orange s'oppose à l'introduction de seuils chiffrés dans le cadre des obligations de qualité de service pour ses offres de gros généraliste cuivre et Entreprise (accès cuivre et optique).....	30
5.2 Si de tels seuils devaient être fixés, Orange critique les niveaux de seuils proposés et souhaite un mécanisme d'évaluation de la qualité de service fondé sur des niveaux raisonnables, avec notamment, pour les accès généralistes, la détermination d'indicateurs composites au niveau national par domaines d'activités et pour les accès Entreprise (cuivre et optique) plusieurs évolutions souhaitées .....	31
5.3 La nécessaire mise en œuvre d'un mécanisme de réajustement pertinent pour tenir compte de la déformation du parc d'accès cuivre, fondé sur des niveaux chiffrés raisonnables.	33

5.4	Orange s'oppose à l'accroissement significatif du volume d'indicateurs à produire mensuellement et trimestriellement, sans remise en cause des indicateurs déjà produits et diffusés.....	33
<b>6</b>	<b>Pertinence du marché 3a et désignation d'un opérateur exerçant une influence significative sur le marché .....</b>	<b>35</b>
6.1	Concernant la pertinence du marché 3a pour la régulation .....	35
6.2	Concernant la puissance d'Orange sur ce marché .....	37
6.3	Concernant le niveau de remèdes envisagés par l'Arcep sur ce marché .....	37
	<b>Analyse du marché 3a de fourniture en gros d'accès local en position déterminée .....</b>	<b>39</b>
	<b>Analyse du marché 3b de fourniture en gros d'accès central en position déterminée à destination du marché de masse.....</b>	<b>51</b>
	<b>Analyse de marché 4 de fourniture en gros d'accès de haute qualité .....</b>	<b>56</b>
	<b>Analyse de marché de fourniture en gros d'accès aux infrastructures physiques de génie civil de boucle locale.....</b>	<b>59</b>
	<b>Dispositions et recommandations envisagées par l'Arcep précisant les modalités de l'accès aux lignes de communications électroniques à très haut débit en fibre optique .....</b>	<b>70</b>
Annexe 1.	Étude [...]. .....	96
Annexe 2.	Calcul du poids en SIRET de la zone de recouvrement entre BLOD Orange et BLOD autres qu'Orange .....	97

## Synthèse générale

---

À l'occasion de la consultation publique de l'Arcep sur ses projets de décisions d'analyses de marchés et sur les dispositions envisagées relatives à la mutualisation de la fibre, Orange tient à rappeler sa position concernant les sujets qui constituent les principaux enjeux de régulation au cours des prochaines années, tant au niveau des offres généralistes qu'au niveau des offres à destination des entreprises, dans la perspective notamment de la migration du réseau cuivre vers les réseaux FttH.

Orange attend à ce titre que l'Arcep adopte une régulation mesurée et équitable, en levant les obligations asymétriques pesant sur Orange dans les zones où la concurrence s'est suffisamment développée, en redéfinissant le périmètre de certaines obligations qui s'avèrent inapplicables en pratique et en permettant un juste recouvrement par Orange de ses coûts.

**S'agissant de la régulation asymétrique des offres de gros généralistes sur réseau cuivre**, et en particulier du dégroupage de la boucle locale cuivre, Orange conteste certaines orientations qu'envisage de prendre l'Arcep dans ses projets de décisions d'analyse de marché, qui ne tiennent pas suffisamment compte de la dynamique déjà engagée au niveau de la migration des accès du cuivre vers le FttH qui va se poursuivre tout au long du cycle d'analyse et de la difficulté croissante à maintenir un même niveau de qualité de service.

Orange considère ainsi que **le tarif du dégroupage total doit augmenter progressivement au cours du prochain cycle d'analyse de marché**, afin de permettre une juste rémunération des coûts supportés par Orange compte tenu notamment de la migration du cuivre vers la fibre et de ses conséquences en matière de hausse des coûts.

Orange considère que **le mécanisme proposé par l'Arcep pour la fermeture du réseau de boucle locale cuivre est trop complexe et contraignant**, et risque d'entraver la bonne conduite de ce projet majeur pour Orange et le secteur. Orange demande à l'Arcep, d'une part, d'**alléger le critère de complétude FttH à 100 % de la zone considérée** et, d'autre part, de simplifier le dispositif au niveau des délais de prévenance et de la communication sur les zones concernées par la fermeture.

Orange fait part enfin de ses plus grandes **réserves sur le dispositif envisagé par l'Arcep, tant sur la forme que sur le fond visant à fixer en tant que tels les niveaux de qualité de service à atteindre pour les offres de gros**. S'agissant des offres généralistes cuivre, Orange demande à l'Arcep de s'en tenir au contrôle d'un indicateur composite au niveau national, par domaine d'activité, en tenant compte de réajustements en fonction de la déformation du parc d'accès.

**S'agissant de la régulation symétrique de la mutualisation des réseaux FttH**, Orange accueille favorablement la démarche de l'Arcep consistant à étendre le cadre de régulation symétrique s'appliquant à l'ensemble des opérateurs déployant ou exploitant des réseaux FttH de sorte à ce que l'accès à leurs réseaux puisse se faire dans des conditions de plus en plus homogènes sur l'ensemble du territoire.

Compte tenu de cela, Orange conteste l'analyse conduite par l'Arcep s'agissant de la pertinence du marché 3a, et de la puissance d'Orange sur ce dernier, qui conduit au maintien de la régulation asymétrique sur le réseau de fibre optique d'Orange, notamment l'offre de marque blanche et l'offre FttH adaptée au marché Entreprise.

Orange s'oppose par ailleurs aux mesures envisagées par l'Arcep au sujet de la complétude en zones très denses qui viendraient remettre en cause le cadre existant et ne concerneraient en pratique qu'Orange.

Orange accueille enfin avec beaucoup de réserves, d'une part, les dispositifs envisagés par l'Arcep pour l'encadrement de l'accès aux réseaux FttH avec adaptation (FttE), qui ne tiennent pas compte des spécificités d'une telle architecture de réseau et, d'autre part, le projet de formalisation des coûts

FttH qui va bien au-delà de l'objectif affiché de contrôle tarifaire au risque d'être inopérant en pratique voire discriminatoire puisque certains opérateurs pourraient *in fine* en être exemptés.

**S'agissant du marché Entreprise**, l'Arcep maintient un marché de gros commun des accès activés de haute qualité sur cuivre et sur fibre. L'Arcep aboutit à cette conclusion, similaire à celle retenue lors des deux derniers cycles de régulation, au motif notamment que la différence de débits possibles entre cuivre et fibre n'apparaîtrait « *pas encore suffisante pour considérer, à l'horizon de la présente analyse, que les deux produits ne sont pas substituables* ».

Orange regrette que l'Arcep n'ait pas mené l'analyse prospective prévue par le cadre européen de la situation du marché au cours du prochain cycle de régulation que ce soit la montée en débit des accès entreprises, l'influence grandissante du groupe Altice/SFR ou bien la généralisation des offres à qualité de service renforcée sur les réseaux optiques mutualisés.

De nombreux éléments attestent de la substituabilité très limitée entre les supports cuivre et fibre sur le marché de gros des accès de haute qualité. À ce titre, l'étude réalisée par le cabinet [...] permet de confirmer que **les marchés de gros des accès activés de haute qualité sur cuivre et sur fibre sont deux marchés distincts**.

**Orange demande ainsi, à titre principal, que l'Arcep scinde le marché 4 en deux marchés de gros des accès activés de haute qualité, l'un sur cuivre et l'autre sur fibre.**

Sur le marché de gros des accès activés de haute qualité sur fibre, l'analyse de la **situation du marché incluant notamment les éléments prospectifs d'évolution du marché aurait dû alors conduire l'Arcep à conclure qu'Orange n'exerce pas d'influence significative sur ce marché**.

En cas de maintien arbitraire et non justifié d'un marché de gros d'accès de haute qualité commun cuivre et fibre, la réglementation imposée par l'Autorité doit dans tous les cas être proportionnée au regard notamment de la situation concurrentielle réelle et prospective, ce qui doit conduire à ce que les obligations réglementaires sur la fibre, telles qu'envisagées dans le projet de décision de l'Autorité, soient allégées.

En premier lieu, **l'Arcep ne peut maintenir les zonages FttO actuels (ZF1 et ZF2) résultant des obligations réglementaires passées alors même que les objectifs de la régulation et la situation concurrentielle évoluent en profondeur**. En effet, la ZF2 a été définie à l'origine (dès le 4<sup>ème</sup> cycle d'analyse des marchés) dans l'objectif d'inciter les opérateurs alternatifs à y déployer des BLOD concurrentes à celles d'Orange, ce qui a eu les effets escomptés : **ces opérateurs disposent d'infrastructures BLOD sur une empreinte en termes de SIRET étendue** (entre 55 % et 100 % des SIRET couverts par la BLOD Orange en ZF2 le sont également par les BLOD concurrentes) et exercent une pression concurrentielle forte. Or l'Arcep prévoit une évolution radicale des objectifs de sa réglementation en ZF2 sur le marché de gros d'accès de haute qualité fibre en prévoyant une suppression de « *l'obligation de non éviction sur la ZF2 afin de réduire les incitations des opérateurs à investir dans le déploiement de nouvelles infrastructures BLOD* » sans en tenir compte dans la définition de la ZF2.

En second lieu, **les obligations que prévoit d'imposer l'Arcep à Orange sur le Test de Réplicabilité Tarifaire** – de par les modalités d'application du test et la définition de la ZF2 – sont iniques et, **auraient pour conséquence un dépositionnement structurel d'Orange sur le marché de détail**. De telles obligations méconnaissent les objectifs même de la régulation qui visent à assurer une concurrence sur le marché entre les différents opérateurs sur le marché de détail, et non à pénaliser artificiellement l'opérateur régulé.

Orange demande que soient revues les obligations réglementaires à travers une **révision des modalités des Tests de Reproductibilité Tarifaire (TRT)**, passant tout particulièrement par une redéfinition de la zone ZF1 intégrant l'ensemble des infrastructures fibre optiques entreprises tierces.

## Les enjeux du nouveau cycle d'analyses des marchés

---

### 1 Le marché Entreprise

---

#### 1.1 Le marché de gros des accès activés de haute qualité doit être scindé en deux marchés, l'un sur cuivre et l'autre sur fibre, ces deux marchés devant être analysés de manière séparée

---

##### 1.1.1 Le marché de gros des accès activés de haute qualité doit être scindé en deux marchés, l'un sur cuivre et l'autre sur fibre

Dans son projet de décision, l'Arcep considère que « *l'ensemble des offres de gros activées des accès de haute qualité (...) appartiennent au même marché, qu'elles soient fondées sur la boucle locale de cuivre ou optique (...) et indépendamment du débit proposé* ». L'Arcep parvient à cette conclusion, similaire à celle retenue lors des deux derniers cycles de régulation, au motif notamment que la différence de débits possibles entre cuivre et fibre n'apparaît « *pas encore suffisante pour considérer, à l'horizon de la présente analyse, que les deux produits ne sont pas substituables* ».

Orange regrette que l'Arcep n'ait mené aucune analyse prospective de la situation du marché au cours du prochain cycle de régulation que ce soit la montée en débit des accès entreprises, l'influence grandissante du groupe Altice/SFR ou bien la généralisation des offres à qualité de service renforcée sur les réseaux optiques mutualisés.

De nombreux éléments attestent en effet de la substituabilité très limitée entre les supports cuivre et fibre sur le marché de gros des accès de haute qualité sur lequel on observe des écarts de prix, à débit équivalent, qui ne se retrouvent pas sur le marché de détail :

- en termes de débits, les accès fibre et cuivre souscrits sont dans leur écrasante majorité dans des catégories de débit différentes ;
- en termes de modularité, seules les accès fibres offrent la faculté d'augmenter significativement le débit sans nécessiter un changement de support coûteux et provoquant une interruption de service ;
- en termes de qualité, la fibre diminue fortement les risques de perturbation et bénéficie d'une meilleure qualité perçue.

De plus, l'absence de point de rupture « *en termes de débit montant et descendant ou de prix entre les offres de détail* », à date, ne peut suffire à exclure que les marchés de gros puissent être segmentés, notamment dans le cadre d'une analyse prospective.

En effet, la substituabilité limitée entre les deux supports en raison des différences de débit atteignable a tendance à se renforcer et les accès fibre dont le débit est supérieur ou égal à 20 Mbit/s, non substituables au cuivre, pourraient représenter les [...] des acquisitions en 2023 si la tendance observée entre 2015 et 2019 se poursuit.

Il apparaît en outre, compte tenu du niveau des marges sur le marché de gros et du fait que les reports vers le cuivre seraient en tout état de cause limités aux débits les plus faibles, qu'un test SSNIP conduirait à la conclusion que sur le marché de gros les offres fibres constituent un marché pertinent, distinct de celui des offres cuivre.

Ainsi, Orange demande que l'Arcep scinde le marché 4 en deux marchés de gros des accès activés de haute qualité, l'un sur cuivre et l'autre sur fibre. [...]

### 1.1.2 Orange n'exerce pas d'influence significative sur le marché de gros des accès activés de haute qualité sur fibre

L'Arcep dans son projet de décision tente de fausser l'analyse de la situation concurrentielle du marché de gros des accès de haute qualité sur fibre, en essayant de distinguer les Réseaux d'Initiative Publique (ci-après RIP) des acteurs privés.

Orange démontrera d'abord que les RIP sont un segment concentré, homogène et à dimension nationale qui représentent 50 % du marché de gros. Ils ne peuvent donc être exclus de l'analyse (section 1.1.2.1).

Orange mettra en évidence ensuite que l'Autorité ne tient pas compte, dans l'analyse de la situation concurrentielle, des fortes baisses de parts de marché d'Orange constatés tant sur les marchés de gros que de détail (section 1.1.2.2).

Nous montrerons enfin que l'Autorité ne tient pas compte du déploiement actuel et à venir du FttH à qualité de service renforcée alors même que le cadre symétrique impose une disponibilité de ces offres sur tout le territoire dans les douze mois suivant l'entrée en vigueur de l'analyse de marché (section 1.1.2.3).

#### 1.1.2.1 La situation concurrentielle sur le marché de gros des accès activés de haute qualité sur fibre doit s'appréhender en intégrant les RIP, acteurs majeurs représentant 50 % de la part de marché de gros

L'Arcep tente d'exclure de son analyse de la situation concurrentielle du marché fibre les RIP sous prétexte que leurs dimensions seraient locales. Orange réfute cette qualification par l'Autorité des RIP comme des acteurs locaux sur le marché fibre alors même que ceux-ci détiennent 50 % des parts de marché de gros (cf. figure 2, page 32 du projet de décision).

Le marché de gros des accès de haute qualité sur fibre fournis par les RIP se concentre sur trois principaux opérateurs (SFR Collectivités, Covage, Axione) (cf. figure 3 page 32 du projet de décision), qui se présentent de manière homogène comme l'Arcep le reconnaît elle-même « *S'agissant des réseaux d'initiatives publiques, il est à noter que la plupart sont confiés à des délégataires qui proposent un portefeuille de produits relativement homogènes et qui peuvent regrouper jusqu'à plusieurs dizaines de RIP. Ainsi, l'opérateur d'infrastructure Covage concentre un peu plus de la moitié des accès.* ».

La dimension nationale et intégrée de ces opérateurs est corroborée par les catalogues d'offres de ces RIP, ainsi que leurs organisations qui présentent un guichet unique (indépendant de leurs différentes filiales) aux opérateurs alternatifs.

Cette concentration des acteurs de RIP pourrait se renforcer dans les tous prochains mois suite à l'acquisition annoncée de Covage par Altice, l'actionnaire de SFR : le marché de gros des accès de haute qualité sur fibre fournis par les RIP serait alors formé d'un quasi duopole entre Altice et Axione.

Orange conteste donc la volonté de l'Arcep d'exclure ces acteurs de gros majeurs sur le marché fibre de l'évaluation de l'intensité concurrentielle et tient à souligner la situation telle que résultante des données publiées dans la consultation publique à savoir qu'Altice, après acquisition de Covage, disposerait de la part de marché de gros la plus importante ([...]).

Orange démontrera que l'évolution concurrentielle, lors du cycle d'analyse des marchés en cours, ne peut conduire l'Autorité à identifier Orange en tant qu'opérateur exerçant une influence significative.



### 1.1.2.2 Les données de l'Arcep mettent en exergue la forte baisse des parts de marché d'Orange sur les marchés de gros et de détail fibre sans en tirer de conséquence dans l'évolution de la réglementation envisagée

Comme le mentionne l'Arcep page 27 « l'évolution des parts de marchés de l'entreprise et de ses concurrents sur une période de temps appropriée constitue un critère supplémentaire en vue d'établir l'influence significative d'un opérateur donné. ».

Or, au regard des données communiquées par l'Arcep dans le cadre de son projet d'analyse de marché (figures 2 et 5 du projet de décision, figure 9 de la partie 4), qui par ailleurs datent du T4 2018, les parts de marché d'Orange sur la fibre, sur les marchés de gros et de détail, ont fortement baissé durant la première partie du cycle actuel sans pour autant que l'Autorité ne tienne compte de cette tendance dans l'analyse de la puissance d'Orange et des obligations réglementaires incombant à Orange sur la fibre au cours du prochain cycle. Au contraire, l'Autorité envisage de renforcer ces obligations pour le prochain cycle.

#### Sur le marché de gros de la fibre

L'Arcep, au travers de la figure 2 du projet de décision, présente une part de marché d'Orange située entre 30 et 35 %. [...]

Cette forte baisse s'est effectuée principalement au bénéfice de SFR, dont la part de marché de gros, hors RIP, a quasi doublé sur cette période.

[...]

Figure 1 : Évolution des parts de marché de gros entre T4 2015 et T4 2018

Les parts de marché se partagent aujourd'hui entre les trois acteurs que sont les groupes Orange ([...] %), Altice ([...] %), et Covage ([...] %).

La part de marché du groupe Altice deviendra très largement supérieure à celle d'Orange après l'acquisition de Covage si celle-ci était approuvée en l'état : [...] % pour Orange vs. [...] % pour le groupe Altice (sur les données du T4 2018).

[...]

Figure 2 : Parts de marché de gros

#### Sur le marché de détail de la fibre

Orange perd également [...] points de parts de marché sur un marché en croissance de [...] %.

Au regard des données communiquées dans la consultation de l'Arcep « Bilan et Perspectives » de juillet 2019, Orange a pu calculer avec précision sa part de marché au T4 2018 à [...] % et celle de SFR à [...] % sur le marché de détail.

[...]

Figure 3 : Évolution des parts de marché de détail entre T4 2015 et T4 2018

#### Sur les marchés de gros et de détail de la fibre

En termes de part de marché d'infrastructures, le groupe Altice après l'acquisition de Covage pourrait disposer d'une part de marché supérieure à celle du groupe Orange ([...] % pour le groupe Altice ; [...] % pour le groupe Orange).



Orange obtient le résultat suivant en retenant des valeurs médianes concernant la répartition des parts de marché pour les RIP fournies par l'Arcep dans son projet de décision mis en consultation :



Figure 4 : Parts de marché d'infrastructures

#### 1.1.2.3 L'évolution concurrentielle est également à appréhender à l'aune du déploiement dans un cadre symétrique des réseaux FttH à qualité de service renforcée

L'Arcep met en avant page 32 que « *Par ailleurs, si la montée en charge progressive des offres à qualité de service renforcée sur les réseaux FttH est inéluctable et qu'il convient d'ores et déjà de l'anticiper, celle-ci n'apparaît pas susceptible, à l'horizon du cycle d'analyse de marché, de modifier de manière importante les parts de marché des acteurs sur le marché de gros des accès de haute qualité. [...]* ».

Cette affirmation apparaît surprenante et contradictoire avec l'obligation pour l'ensemble des opérateurs d'infrastructures (ci-après OI) de proposer une offre en tout point du territoire dans un délai de 12 mois (cf. « Dispositions et recommandations envisagées par l'Arcep précisant les modalités de l'accès aux lignes de communications électroniques à très haut débit en fibre optique », §4.2.4 page 37) :

*« L'opérateur établissant, ayant établi ou exploitant une ligne à très haut débit en fibre optique propose, dans un délai maximum de douze mois à compter de l'entrée en vigueur de la présente décision, une offre de qualité de service renforcée prévoyant la production et l'exploitation d'un accès point-à-point, au PM et au NRO, et, en cas d'incident d'exploitation, le rétablissement de service sur cette ligne dans un délai de 4 heures ouvrées et, en option, dans un délai de 4 heures non ouvrées. »*

Les délais imposés (« douze mois »), les exigences de couverture de l'intégralité du territoire et l'obligation de déploiement symétrique imposée à tous les OI doivent conduire l'Autorité à considérer le déploiement des offres FttH à qualité de service renforcée comme une alternative au réseau FttO impactant l'environnement concurrentiel de la fibre.

#### 1.2 Si l'Arcep devait arbitrairement continuer à déclarer Orange puissant sur le marché de gros d'accès de haute qualité fibre, les modalités des tests de reproductibilité tarifaires doivent être revues

Si contre toute évidence l'Arcep maintenait arbitrairement un marché de gros d'accès de haute qualité unique cuivre et fibre, et continuait à considérer qu'Orange exerce une influence significative sur le marché de gros des accès activés de haute qualité sur fibre, la réglementation imposée à Orange se doit d'être, en tout état de cause, proportionnée et refléter la situation concurrentielle réelle et l'influence grandissante de l'acteur Altice sur ce marché.

Or, en l'état, les obligations que prévoit d'imposer l'Arcep à Orange sont iniques en ayant pour conséquence un dépositionnement structurel d'Orange sur le marché de détail.

Orange demande ainsi un allègement des obligations réglementaires prévues dans le cadre de la consultation publique à travers une révision des modalités des Tests de Reproductibilité Tarifaire (TRT).

Les objectifs de la régulation imposent à l'Autorité de prendre des mesures permettant « *l'exercice au bénéfice des utilisateurs d'une concurrence effective et loyale entre les exploitants de réseau et les fournisseurs de services de communications électroniques ...* », ce qui ne peut conduire à imposer des mesures qui placeraient *de facto* Orange dans des conditions de concurrence structurellement plus défavorables que ses concurrents.

### 1.2.1 Orange souligne l'incohérence existante entre le maintien du zonage actuel résultant des obligations réglementaires passées et le changement de paradigme de l'Arcep quant à la réglementation du FttO

#### 1.2.1.1 La ZF2 a été définie à l'origine (4<sup>ème</sup> cycle d'analyse des marchés) dans l'objectif d'inciter les opérateurs alternatifs à y déployer des BLOD concurrentes à celles d'Orange

L'Arcep ne prévoit pas de révision des critères de la zone ZF1 alors même que les objectifs de la régulation de l'Arcep et les obligations dépendantes de ce zonage seraient radicalement revues.

Les zones ZF1 et ZF2 ont été établies pour la première fois lors du 4<sup>ème</sup> cycle d'analyse des marchés (2014-2017). Les objectifs de la ZF2 (zone considérée comme insuffisamment concurrentielle par l'Autorité) ont été définis lors de la consultation « Bilan et perspectives » de 2013, p. 202 : *« S'agissant de la zone non concurrentielle : au cours du prochain cycle d'analyse du marché 6, l'Autorité maintiendrait la proscription de non-éviction imposée à Orange, dans l'objectif d'inciter les opérateurs alternatifs à déployer des BLOD concurrentes et protéger les investissements déjà engagés. »*.

La définition des zones a ainsi été établie afin d'inciter les opérateurs à déployer des réseaux BLOD concurrents notamment dans la zone ZF2 pour laquelle l'Autorité a imposé à Orange de respecter une obligation de non éviction de ses tarifs de gros.

Les critères de définition des communes de la ZF2 ont été fixés de sorte que cette zone inclut des communes dans lesquelles des réseaux BLOD concurrents d'Orange étaient déployés ou avaient vocation à l'être :

- communes dont la densité d'établissements (sites non résidentiels) de plus de 10 salariés est inférieure à 50 établissements par km<sup>2</sup> [révisé à 20 établissements par km<sup>2</sup> lors du 5<sup>ème</sup> cycle d'analyse des marchés (2018-2020)] ;
- communes avec moins de 50 accès activés vendus sur le marché de détail ;
- communes avec moins de la moitié des accès sur BLOD recensés dans la commune construit par les opérateurs alternatifs.

La réglementation en vigueur depuis le 4<sup>ième</sup> cycle d'analyse des marchés a connu les effets escomptés en termes de déploiement des infrastructures comme en témoignent les données communiquées par l'Arcep sur ZF2 où plus de 55 % des accès BLOD vendus fin 2019 sont construits sur les réseaux des opérateurs tiers (cf. graphique ci-dessous).

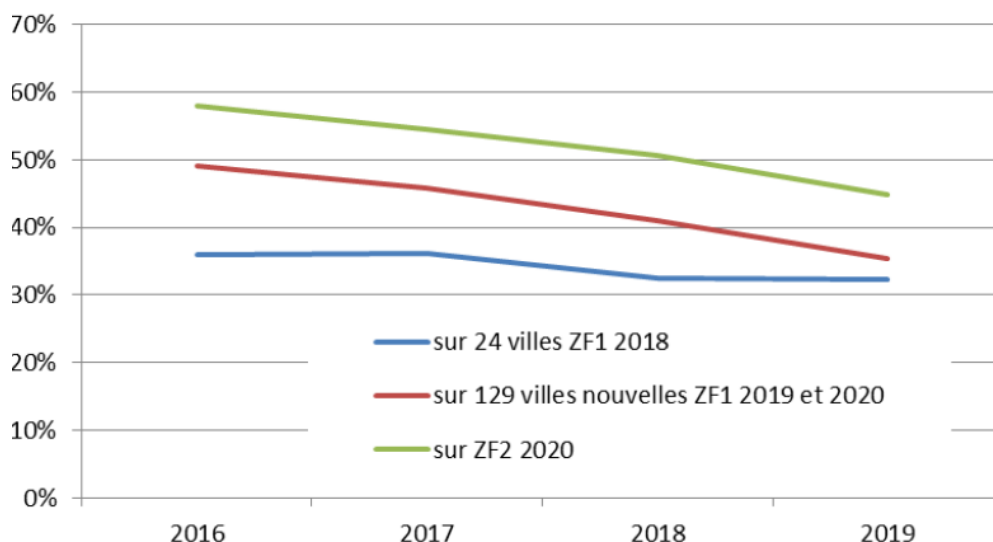


Figure 5 : Estimation de l'évolution de la part d'infrastructure d'Orange en accès BLOD sur les différentes zones sur la base (source : Arcep)

1.2.1.2 Les opérateurs tiers disposent d'infrastructures BLOD sur une empreinte en termes de SIRET étendue (entre 55 % et 100 % des SIRET couverts par la BLOD Orange le sont également par les BLOD concurrentes) et exercent une pression concurrentielle forte (entre 0 % et 45 % de part de marché infrastructure d'Orange dans cette zone de recouvrement)

L'objectif de cette partie est d'évaluer la zone de recouvrement en ZF2 entre les infrastructures BLOD Orange et tierces (voir Annexe 2 pour le détail des calculs).

Dans la suite, on note :

- ZF2\_1 : la zone dans laquelle on trouve à la fois les infrastructures BLOD d'Orange et les infrastructures BLOD des opérateurs tiers ;
- ZF2\_2 : la zone dans laquelle on trouve uniquement l'infrastructure BLOD d'Orange.

Comme indiqué en 1.2.1.1, 45 % des accès BLOD vendus en ZF2 sont construits sur l'infrastructure BLOD d'Orange, et 55 % des accès BLOD vendus en ZF2 sont construits sur les infrastructures BLOD des opérateurs tiers, ce qui être représenté par la figure ci-dessous, dans laquelle on note :

- S1 : le nombre de SIRET situés dans la zone ZF2\_1 ;
- S2 : le nombre de SIRET de la zone ZF2\_2.

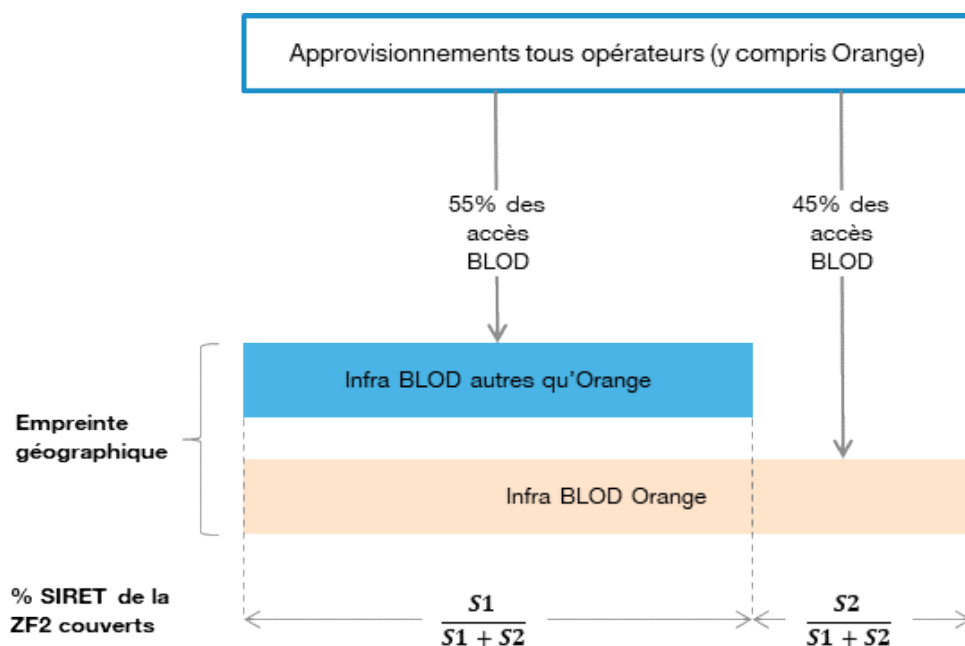


Figure 6 : approvisionnement tous opérateurs

Dans un premier temps est considéré le cas où la pénétration des accès BLOD en pourcentage des SIRET est identique dans la zone ZF2\_1 et dans la zone ZF2\_2 (i), avant dans un second temps d'évaluer l'impact de la variation de cette hypothèse (ii).

(i) Hypothèse d'une pénétration identique des accès BLOD en zone où Orange est le seul opérateur à disposer d'un réseau BLOD et en zone de recouvrement entre réseaux BLOD Orange et BLOD d'autres opérateurs

Le calcul en Annexe 2 établit :

- d'une part, que la zone ZF2\_1 correspond entre 55 % et 100 % des SIRET de la zone dans laquelle Orange dispose de son infrastructure BLOD ;
- et d'autre part, qu'il existe une corrélation entre la part de marché infrastructure en zone ZF2\_1 et le poids (en pourcentage de SIRET) de cette zone de recouvrement.

Dans l'hypothèse où la zone ZF2\_1 correspondrait au minimum de couverture – soit 55 % des SIRET de la zone où Orange dispose de son réseau propre BLOD –, Orange n'aurait **aucune part de marché infrastructure dans cette zone ZF2\_1**. Ceci démontrerait l'intensité concurrentielle extrême qu'exerceraient les infrastructures BLOD concurrentes d'Orange dans la majorité de la ZF2.

Dans l'hypothèse inverse où la zone ZF2\_1 correspondrait au maximum de couverture, soit **100 %** des SIRET de la zone dans laquelle Orange dispose de son réseau BLOD, alors il serait établi que les opérateurs tiers ont exactement la même couverture BLOD que celle d'Orange, en y exerçant une pression concurrentielle forte (55 % des accès BLOD sur cette zone commune).

La réalité se situe entre ces deux hypothèses extrêmes. Il est donc établi que la présence des infrastructures BLOD est très étendue (entre 55 % et 100 % des SIRET couverts par la BLOD Orange le sont également par les BLOD concurrentes d'Orange) et y exercent une pression concurrentielle forte (entre 55 % et 100 % de part de marché infrastructure des BLOD concurrentes dans cette zone de recouvrement).

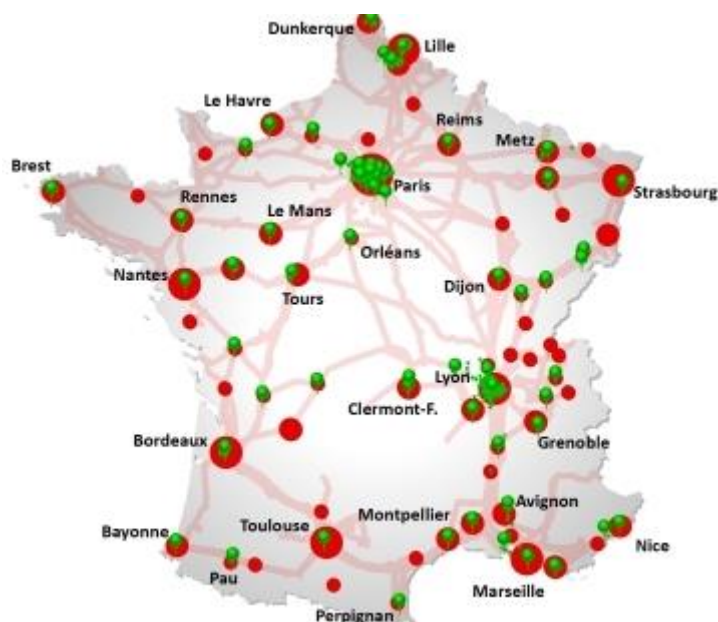
(ii) Impact de la variation de la pénétration entre la zone BLOD Orange seule et la zone de recouvrement entre BLOD Orange et BLOD autres qu'Orange

Dans le cas d'une variation forte de la pénétration des accès BLOD en pourcentage des SIRET entre la zone ZF2\_2 et la zone ZF2\_1 (par exemple  $\Delta_p = 20\%$ ), les résultats précédents restent très proches : la présence des infrastructures BLOD reste très étendue (entre 50 % et 100 % des SIRET couverts par la BLOD Orange le sont également par les BLOD concurrentes d'Orange) et y exercent une pression concurrentielle forte (entre 55 % et 100 % de part de marché infrastructure des BLOD concurrentes dans cette zone de recouvrement).

À noter que, dans cette hypothèse, l'impact concurrentiel des infrastructures concurrentes de celles d'Orange est renforcé puisque ces infrastructures concurrentes ont également pour conséquence d'augmenter le taux de pénétration des accès BLOD.

1.2.1.3 La présence massive des infrastructures tierces en ZF2 est confirmée par les cartes ou données d'éligibilité communiquées par les opérateurs

**SFR :**



Source : <http://pme.sfrbusinesssteam.fr/internet-et-reseau/internet-fixe/eligibilite-fibre.jsp>

**Axione :**

[...]

1.2.1.4 La définition de ZF2 n'est plus compatible avec les nouvelles obligations réglementaires imposées sur cette zone

L'Arcep prévoit un changement radical des objectifs de la réglementation en ZF2 sur le marché de gros d'accès de haute qualité fibre passant d'un objectif « d'inciter les opérateurs alternatifs à déployer des BLOD concurrentes » (analyses de marché 2014-2017 et 2018-2020) à une suppression de « l'obligation de non éviction sur la ZF2 afin de réduire les incitations des opérateurs à investir dans le déploiement de nouvelles infrastructures BLOD » (présente analyse de marché page 75).

Or, alors même que l'Autorité prévoit cette évolution profonde de la réglementation en ZF2, elle n'en tient pas compte dans la définition de la ZF2 dans laquelle elle impose dorénavant un test de reproductibilité tarifaire à Orange ce qui est incohérent.

La définition des zones dans le cadre de l'évolution souhaitée par l'Arcep ne peut donc que refléter les conditions effectives de reproductibilité des offres de détail d'Orange par les opérateurs tiers.

En effet, sans révision du zonage, dans la mesure où le premier test stipule qu'aucun tarif de détail d'Orange ne doit être inférieur au tarif d'offre de gros activée à interface alternative, cela imposerait à Orange de respecter une condition extrême ne reflétant pas les conditions de reproductibilité effective des offres sur ZF2. Il en résulterait qu'Orange serait structurellement dépositionné par rapport aux opérateurs tiers sur la ZF2. Une telle contrainte serait d'autant plus injustifiée et disproportionnée qu'Orange n'exerce pas d'influence significative sur ce marché, comme démontré plus haut.

Orange demande à l'Autorité que soit prise en compte cette situation et que les critères de définition de la ZF1 soient revus en cohérence avec l'évolution des obligations réglementaires imposées sur la ZF2, et le respect des objectifs de la régulation en matière de concurrence que les analyses de marchés doivent nécessairement prendre en compte.

### 1.2.2 Les modalités des tests de reproductibilité tarifaire conduiraient à un dépositionnement structurel d'Orange sur le marché de détail sur la ZF2

Le cumul des modalités envisagées par l'Arcep à savoir :

- le maintien de la ZF1 actuelle,
- des tests sur les seules offres activées,
- et la condition selon laquelle aucun tarif de détail ne doit être inférieur au tarif de gros activé,

conduit à un dépositionnement structurel des offres de détail d'Orange par rapport à ses concurrents.

#### 1.2.2.1 Plus de [...] % des accès BLOD commercialisés par les opérateurs tiers sur la ZF2 en 2019 sont construits sur des infrastructures autres que celles d'Orange

Comme rappelé en 1.2.1.1 seuls 45 % des accès BLOD sont construits sur infrastructure Orange sur la ZF2 en 2019.

Par ailleurs, comme indiqué en 1.1.2.2 la part de marché d'Orange sur le marché de détail s'est établie à [...] % au T4 2018 sur l'ensemble du territoire (ZF1+ZF2). La dynamique concurrentielle étant *a priori* plus forte sur la ZF1 que sur la ZF2, la part de marché d'Orange en ZF2 ne peut s'établir à moins de [...] %. La part de marché des opérateurs tiers, en ZF2, est ainsi au plus de [...] %.

[...] ainsi [...] % des [...] % des accès de détail sont construits sur infrastructure Orange. L'infrastructure Orange représente 45 % des accès BLOD dont [...] % sont utilisés pour les accès d'Orange. Ainsi [...] % des accès BLOD sont des accès d'opérateurs tiers construits sur infrastructure Orange. De façon analogue, [...] % des accès BLOD sont des accès d'opérateurs tiers construits sur des infrastructures autres que celles d'Orange.

[...]

Ainsi [...] % des accès BLOD des opérateurs tiers sont construits sur des infrastructures autres que celles d'Orange et [...] % sont construits sur infrastructure Orange.

À noter, que si la part de marché de détail d'Orange en ZF2 d'Orange s'élevait à plus de [...] %, la part des accès BLOD des opérateurs tiers qui seraient construits sur des infrastructures autres que celles d'Orange serait plus élevée que [...] %. Le chiffre de [...] % constitue donc un minorant.

[...]

Figure 7 : approvisionnement en infrastructures BLOD des opérateurs tiers en ZF2

### 1.2.2.2 Dans ces conditions, les tarifs de détail minimum des opérateurs tiers seraient systématiquement en deçà des tarifs de détail minimum d'Orange

Comme mentionné ci-dessus, [...] % des accès BLOD des opérateurs tiers sont construits sur des infrastructures autres que celles d'Orange, [...] % sur infrastructure Orange.

Les opérateurs tiers pour déterminer leurs tarifs de détail en ZF2 tiennent ainsi compte de trois possibilités : coûts de leur infrastructure propre, offres activées d'opérateurs tiers, et offres activées d'Orange.

En termes de couverture, les infrastructures peuvent se chevaucher (cf. figure 7) mais pour simplifier la représentation graphique ci-dessous, nous avons considéré que :

- l'opérateur tiers avait systématiquement intérêt à utiliser sa propre infrastructure lorsqu'elle existe ;
- l'opérateur tiers avait intérêt à utiliser les offres de gros autres que celles d'Orange lorsqu'elles sont moins chères que celles d'Orange.

Le graphique ci-dessous montre dans ces conditions que les tarifs de détail minimum des opérateurs tiers seraient systématiquement en deçà des tarifs de détail minimum d'Orange, ces tarifs ne pouvant être en dessous des tarifs des offres de gros activées conformément à la mise en place du TRT.

[...]

Figure 8 : Positionnement tarifs de détail FttO Orange – Opérateur tiers en ZF2

### 1.2.3 À défaut de la révision du zonage, l'Arcep doit permettre à Orange d'intégrer dans le TRT les offres de gros passives

Il serait inconcevable d'imposer à Orange d'effectuer des tests TRT sur la ZF2 en tenant compte des seules offres activées alors même que les opérateurs tiers, pour leurs propres offres de détail, ont la possibilité de s'approvisionner sur des infrastructures tierces ou sur leurs propres infrastructures.

Dans l'hypothèse où la ZF1 ne serait pas revue pour intégrer l'ensemble des communes avec présence d'infrastructures tierces, le test de reproductibilité tarifaire doit être établi à partir d'un mix d'offres de gros passives (dans la ZF2 avec présence d'infrastructures tierces) et activées (dans la ZF2 sans présence d'infrastructures tierces).



## 2 Tarification du dégroupage total

---

Orange considère que le tarif du dégroupage doit augmenter progressivement au cours du prochain cycle d'analyse de marché, afin de permettre une juste rémunération des coûts supportés par Orange dans la perspective de la migration du cuivre vers la fibre.

L'Arcep évoque deux méthodes pour estimer les coûts liés aux produits ayant la paire de cuivre pour support :

- la projection des coûts tels qu'issus de la comptabilité réglementaire d'Orange, notamment caractérisée par des coûts de patrimoine en coûts courants économiques,
- les coûts tels qu'issus de la modélisation ascendante de la boucle locale optique mutualisée développée par l'Autorité.

Orange estime que la première méthode, fiabilisée par une longue pratique, est la référence de coûts pertinente pour la tarification, car elle s'appuie sur les coûts prévisionnels projetés à partir de la comptabilité réglementaire d'Orange, qui fait l'objet d'un audit annuel, et constitue ainsi la seule méthode permettant une juste rémunération des coûts pour Orange.

Orange émet beaucoup de réserve quant à l'application de la seconde méthode pour déterminer le tarif d'accès à la boucle locale cuivre, eu égard, d'une part, au biais méthodologique que soulève le recours à la modélisation d'un réseau FttH pour reproduire le réseau cuivre (topologies différentes, nécessité d'activer le réseau FttH pour avoir une offre de type dégroupage au NRO...) et, d'autre part, à la complexité d'une telle modélisation et à la difficulté d'appréhender correctement les différentes hypothèses de coût et de déploiement sur un périmètre national. Cela amène Orange à avoir de sérieux doutes sur les résultats.

Orange estime ainsi indispensable de continuer à s'appuyer sur sa comptabilité réglementaire pour déterminer les tarifs de l'accès à la boucle locale cuivre. Orange considère que l'approche mixant les deux méthodes, tenant compte à la fois de la comptabilité réglementaire et de la modélisation ascendante de la BLOM, reste prématurée notamment au vu des nombreuses incertitudes pesant sur le modèle élaboré par l'Arcep. En tout état de cause, Orange s'oppose à toute démarche radicale visant à ne fonder désormais les tarifs que sur la seconde méthode. Une telle approche serait contestable et inéquitable à partir du moment où cela pourrait conduire à ce qu'Orange ne puisse recouvrer les coûts engagés pour le bon fonctionnement du réseau de boucle locale cuivre, notamment les investissements et les charges consentis pour maintenir la qualité de service.

### 2.1 Le coût par accès dégroupé va augmenter progressivement au cours du prochain cycle d'analyse de marché

---

Le coût par accès dégroupé (hors IFR<sup>1</sup>) se décompose en :

- coûts de patrimoine,
- coûts d'exploitation,
- coûts d'intervention en relève de dérangement (SAV),
- autres coûts (coûts support, études, coûts communs...).

Sur la base des projections réalisées par Orange, chaque composante va augmenter progressivement au cours du prochain cycle d'analyse de marché.

Trois effets cumulatifs expliquent cette augmentation :

- **la baisse du parc d'accès cuivre en service**, qui a un impact direct sur le coût moyen de patrimoine et sur le coût moyen d'exploitation ;

---

<sup>1</sup> imposition forfaitaire des entreprises de réseaux

- **la déformation du parc**, avec une plus forte pondération des zones rurales consécutive à la migration du cuivre vers la fibre, qui a un impact direct sur le coût moyen d'exploitation et le coût moyen d'intervention SAV ;
- **une pression de plus en plus forte sur le maintien de la qualité de service**, couplée à une augmentation des événements météorologiques particulièrement violents, qui a un impact direct sur le coût moyen d'intervention SAV et également sur le coût moyen d'exploitation.

### 2.1.1 Focus sur l'évolution du parc d'accès en service sur le réseau de boucle locale cuivre

Le parc total d'accès en service sur le réseau de boucle locale cuivre d'Orange est en baisse depuis une dizaine d'années. Sur la base de la dynamique engagée, qui montre une accélération de la migration, Orange est en mesure de faire des projections pour l'évolution à venir au cours du prochain cycle d'analyse de marché. Orange estime ainsi que le parc d'accès en service baissera d'environ [...] millions entre 2020 et 2023. Le graphe ci-dessous présente l'évolution du parc total d'accès en service à mi-année sur le réseau de boucle locale cuivre et les projections d'Orange sur la période 2020-2023.

[...]

Figure 9 : évolution du parc total d'accès cuivre en service (source interne Orange)

### 2.1.2 Focus sur les coûts de patrimoine

La baisse du parc d'accès cuivre en service est à l'origine du principal effet conduisant à une hausse du coût de l'accès dégroupé. Répartir des coûts de réseau qui restent largement fixes, en premier lieu les coûts de patrimoine et dans une moindre mesure des coûts d'exploitation, sur un parc d'accès en service en diminution conduit mécaniquement à une augmentation du coût par accès en service.

Les coûts de patrimoine représentent environ la moitié du coût d'un accès dégroupé. Ils se répartissent entre, d'une part, les coûts liés aux câbles cuivre et répartiteurs et, d'autre part, les coûts liés aux infrastructures de génie civil. Ils dépendent notamment des investissements réalisés, de la durée de vie des actifs et du taux de rémunération du patrimoine.

Le graphe ci-dessous illustre l'évolution des coûts annuels de patrimoine d'ici 2023 – à taux de rémunération du patrimoine constant, et avec des durées de vie conformes aux décisions de l'Arcep –, à mettre en regard de l'évolution du parc moyen annuel d'accès cuivre en service. Ces éléments sont établis, pour la période 2021 à 2023, à partir de projections réalisées par Orange sur la base de son patrimoine de câbles cuivre et d'infrastructures de génie civil.

[...]

Figure 10 : évolution des coûts de patrimoine (en M€) et du parc d'accès en service (source interne Orange)

[...]

Orange considère ainsi que le coût moyen de patrimoine ramené à l'accès cuivre en service augmentera de l'ordre de [...] € par mois par accès sur la période 2020-2023.

### 2.1.3 Focus sur les coûts d'exploitation

La dynamique de migration du cuivre vers la fibre, qui concerne dans un premier temps les zones urbaines denses, a pour effet de déformer progressivement la composition du parc d'accès cuivre en service au cours des prochaines années, avec proportionnellement de plus en plus d'accès en service dans les zones rurales peu denses.

Cette déformation du parc accroît les coûts d'exploitation du réseau de boucle locale cuivre d'Orange.

Les besoins en exploitation du réseau cuivre, ramenés à l'accès, sont plus conséquents en zones rurales peu denses qu'en zones urbaines denses. Les lignes cuivre sont en effet plus longues en zones rurales peu denses, avec une proportion plus importante de segments aériens sur poteaux, qui nécessitent beaucoup plus d'exploitation que les segments souterrains.

Cela est attesté par l'analyse des taux annuels d'intervention en exploitation ramenés aux parcs moyens d'accès cuivre en service, qui s'établissaient en moyenne, sur la période 2013-2019, à :

- [...]

Un accès en service en zone rurale peu dense nécessite ainsi, toutes choses égales par ailleurs, environ [...] fois plus de moyens s'agissant de l'exploitation qu'un accès en service en zone urbaine dense. Au fur et à mesure de la migration des accès du cuivre vers la fibre, qui concerne en premier lieu les zones urbaines, le coût d'exploitation moyen par accès en service va donc mécaniquement fortement augmenter pour tenir compte de la déformation du parc.

La déformation géographique du parc se cumule avec une tendance naturelle à l'augmentation des coûts d'exploitation due au vieillissement du réseau et à l'accroissement des aléas climatiques, vols de câbles, coupure suite à des travaux souterrains etc., ce qui vient renforcer d'autant l'augmentation du coût d'exploitation moyen par accès en service. Le taux annuel d'intervention en exploitation ramené au parc moyen d'accès cuivre en service a ainsi augmenté, entre 2017 et 2019 :

- [...]

Orange considère ainsi que le coût moyen d'exploitation ramené à l'accès cuivre en service augmentera de l'ordre de [...] € par mois par accès sur la période 2020-2023.

#### 2.1.4 Focus sur les coûts d'intervention SAV

La pression de plus en plus forte qui s'exerce aujourd'hui sur la qualité de service du réseau de boucle locale cuivre a pour effet direct d'augmenter, à parc constant, les coûts d'intervention SAV (i.e. l'ensemble des dépenses réalisées par Orange pour assurer la relève des dérangements).

Orange n'a cessé ces derniers mois de renforcer l'effort sur le terrain. Les niveaux d'exigence de qualité de service fixés pour les offres de gros généralistes sur cuivre sont particulièrement difficiles à atteindre car ils ne tiennent pas compte de la déformation du parc, dont le surcoût associé n'avait évidemment pas été intégré par l'Arcep lors de la fixation il y a plus de deux ans des prix plafonds.

La multiplication des événements climatiques violents (tempêtes, inondations etc.) a pour effet de déstabiliser à chaque fois l'outil industriel dans les régions concernées, voire les régions alentours pour lesquelles Orange est amenée à prévoir des renforcements externes d'intervention sur le terrain.

Le graphe suivant présente ainsi l'évolution du taux annuel d'interventions en relève de dérangement (SAV) par rapport au parc moyen en dégroupage total (i.e. le nombre annuel d'interventions SAV pour cent accès en service). Ce taux a progressé d'environ [...] % par an depuis 2016, ce qui reflète des moyens consacrés par Orange en constante augmentation par rapport au parc d'accès en dégroupage total pour ce qui concerne la qualité de service du SAV.

[...]

Figure 11 : taux d'intervention SAV / parc moyen dégroupage total (source interne Orange)

Orange estime que ce taux va continuer à croître au cours des prochaines années compte tenu de l'effet de déformation du parc décrit précédemment et d'une fragilité plus grande des réseaux ruraux provoquant davantage de problèmes de qualité de service, et partant d'interventions SAV (lignes plus longues avec cheminement aérien, plus sujet à problème que le cheminement souterrain).

Le diagramme suivant vient illustrer ce propos, en représentant, pour l'année 2018, la décomposition du taux d'intervention SAV par rapport au parc d'accès cuivre en fonction de la classe du NRA (i.e. le nombre d'accès cuivre). Les « bâtons » grisés permettent de mettre en évidence la typologie des

communes selon la classe du NRA : plus les NRA sont de petites tailles, moins les communes qu'ils desservent sont denses. Le taux de dérangements ramené au parc d'accès cuivre apparaît d'autant plus élevé que la commune est peu dense, ce qui vient corroborer le constat empirique qu'il y a proportionnellement plus de problèmes de qualité de service en zones rurales peu denses.

[...]

Figure 12 : taux d'intervention SAV / parc cuivre selon la classe du NRA (source interne Orange)

Toutes choses égales par ailleurs, le coût par accès dégroupé lié aux interventions SAV va donc automatiquement augmenter au cours des prochaines années au fur et à mesure de la migration du cuivre vers la fibre, compte tenu de la déformation du parc.

Orange considère ainsi que le coût moyen d'intervention ramené à l'accès cuivre en service augmentera de l'ordre de [...] € par mois par accès sur la période 2020-2023.

### 2.1.5 Résultats des projections pour la période du prochain cycle d'analyse de marché

Il ressort de ces éléments que le coût par accès dégroupé va croître de manière soutenue au cours du prochain cycle d'analyse de marché, de l'ordre de [...] € par mois par accès. Le diagramme ci-dessous présente les résultats des projections d'Orange sur la période 2020-2023 pour le coût moyen par accès dégroupé (hors IFER).

[...]

Figure 13 : évolution du coût moyen par accès dégroupé (hors IFER) de 2020 à 2023 (source interne Orange)

## 2.2 Le tarif du dégroupage doit permettre un juste recouvrement des coûts

Compte tenu de ce qui précède, Orange demande à l'Arcep de maintenir la méthode de valorisation actuellement en vigueur, qui conduit à fixer pour la période du prochain cycle d'analyse de marché un niveau de tarif du dégroupage total permettant à Orange de recouvrer ses coûts.

### 2.2.1 L'Arcep n'est pas fondée à forcer Orange à fournir le dégroupage à un tarif qui ne lui permettrait pas de recouvrer ses coûts

En application de la régulation *ex ante*, l'Autorité peut imposer des obligations d'accès à l'opérateur exerçant une influence significative et peut même lui imposer de pratiquer des tarifs reflétant les coûts liés à la prestation fournie.

En revanche et en aucun cas, l'Autorité ne peut imposer à cet opérateur un tarif qui ne lui permettrait pas de recouvrer les coûts qu'il supporte pour fournir cette prestation.

Les dispositions législatives sont très claires sur ce point (article L. 38 du code des postes et des communications électroniques – ci-après CPCE) :

*« Les opérateurs réputés exercer une influence significative sur un marché du secteur des communications électroniques peuvent se voir imposer, en matière d'interconnexion et d'accès, une ou plusieurs des obligations suivantes, proportionnées à la réalisation des objectifs mentionnés à l'article L. 32-1 :*

[...]

*4° Ne pas pratiquer de tarifs excessifs ou d'éviction sur le marché en cause et pratiquer des tarifs reflétant les coûts correspondants ;*

*5° Isoler sur le plan comptable certaines activités en matière d'interconnexion ou d'accès, ou tenir une comptabilité des services et des activités qui permette, y compris sur les marchés de*

*détail associés à un marché de gros sur lequel l'opérateur est réputé exercer une influence significative, de vérifier le respect des obligations imposées au titre du présent article ; le respect de ces prescriptions est vérifié, aux frais de l'opérateur, par un organisme indépendant désigné par l'autorité ; [...] »*

L'obligation de séparation comptable permet d'isoler sur le plan comptable les services régulés et ainsi à l'Autorité de vérifier le respect de ces obligations.

L'article 74 de la Directive (UE) 2018/1972 ne remet nullement en cause ce principe :

*« Les autorités de régulation nationales peuvent, conformément à l'article 68, imposer des obligations en matière de récupération des coûts et de contrôle des prix, y compris des obligations concernant l'orientation des prix en fonction des coûts et des obligations concernant les systèmes de comptabilisation des coûts, pour la fourniture de types particuliers d'interconnexion ou d'accès, lorsqu'une analyse du marché indique que l'entreprise concernée peut, en l'absence de concurrence efficace, maintenir des prix à un niveau excessivement élevé, ou comprimer des prix, au détriment des utilisateurs finaux.[...] ».*

Une décision de l'Autorité qui ne permettrait pas à un opérateur exerçant une influence significative de recouvrer ses coûts lorsqu'il fournit une prestation d'accès régulée *ex ante* ne serait donc pas conforme à la régulation.

En tout état de cause, une disposition réglementaire qui ne permettrait pas à un opérateur de recouvrer les coûts qu'il supporte lorsqu'il est contraint de fournir une prestation d'accès et lui imposerait une charge disproportionnée serait contraire aux principes constitutionnels.

En conclusion, l'Arcep ne saurait envisager, directement ou indirectement, de faire supporter uniquement par Orange l'augmentation des coûts de son réseau de boucle locale cuivre dans un contexte de migration accélérée du cuivre vers la fibre et de tension sur la qualité de service. Les coûts d'accès au réseau de boucle locale cuivre ont bien vocation à être partagés équitablement entre tous les opérateurs qui l'utilisent.

### **2.2.2 Le tarif du dégroupage n'a pas vocation à subventionner la fibre des opérateurs au détriment d'Orange**

À partir du moment où les opérateurs tiers ont recours, au même titre qu'Orange, au réseau de boucle locale cuivre en l'état, afin de proposer leurs services sur le même marché de détail, il est pertinent de considérer qu'ils puissent y accéder dans les mêmes conditions économiques qu'Orange. C'est ce que permet l'application d'un tarif de dégroupage total unique, forfaitaire et péréqué qui reflète effectivement les coûts supportés par Orange.

Ne pas réévaluer le tarif du dégroupage pour permettre à Orange une juste rémunération de ses coûts conduirait en pratique à améliorer artificiellement le modèle économique des opérateurs tiers au détriment d'Orange, ce qui serait inéquitable, surtout dans une période où Orange supporte au même titre que les opérateurs tiers de lourds investissements dans les réseaux FttH. Ainsi Orange réaffirme que ce n'est pas au cuivre et donc à Orange de venir subventionner la fibre des opérateurs tiers.

Or, l'observation des pratiques tarifaires sur le marché de détail généraliste montre que les opérateurs tiers continuent à pratiquer des promotions agressives sur les offres DSL (avec une baisse de l'ordre de 10 à 15 € sur les prix catalogue, pendant une période de 12 mois), ce qui est en contradiction avec les récentes prises de position publiques des opérateurs tiers quant au fait que le tarif du dégroupage total devrait baisser pour leur permettre d'appréhender leurs investissements dans la fibre.

### 2.2.3 Un tarif qui se maintiendrait durablement en dessous des coûts ne pourrait que conduire Orange à adapter la qualité de service en conséquence

Orange considère que les efforts considérables qui ont été consentis au cours du présent cycle d'analyse de marché s'agissant de la qualité de service du dégroupage – compte tenu du fait que la pression de plus en plus forte s'exerçant sur le réseau de boucle locale cuivre (vieillissement du réseau, niveau d'exigence supérieur attendu, événements météorologiques violents, vols de câbles, coupures suite à des travaux souterrains etc.) n'avait pas été intégrée par l'Arcep lors de la fixation des prix plafonds – ne sont pas rémunérés à leur juste valeur.

Orange estime ainsi que le tarif du dégroupage en vigueur pour l'année 2020 aurait dû, en se plaçant dans la logique d'une juste rémunération des coûts, conduire Orange à dégrader la qualité de service, toutes choses égales par ailleurs, tant au niveau de l'exploitation (jusqu'à [...] % d'interventions en moins) que de l'intervention SAV (jusqu'à [...] % d'interventions en moins). Orange maintient néanmoins le niveau de qualité de service attendu sur son réseau de boucle locale cuivre malgré un tarif qui ne lui permet pas d'ores et déjà de recouvrer ses coûts, ce qui conduit à ce qu'environ [...] interventions, prévues d'être réalisées par Orange au cours de l'année 2020, ne seront pas du tout rémunérées.

## 2.3 Il est faux de considérer qu'une baisse du tarif du dégroupage inciterait Orange à accélérer la fermeture de son réseau cuivre

### 2.3.1 Orange a fait un choix clair et engageant pour le groupe de miser sur la fibre

Orange a engagé dès 2006 ses premiers déploiements de réseau FttH, dans le cadre d'un projet de première envergure au niveau du groupe, et est aujourd'hui le premier opérateur de la fibre en France, aussi bien en tant qu'OI qu'en tant qu'opérateur FAI.

Le diagramme ci-dessous illustre, d'une part, l'évolution du parc de prises raccordables par zone et par OI – Orange OI (y.c. les RIP Orange) vs. OI tiers – et, d'autre part, l'évolution du parc de prises commercialisées par Orange OC pour ce qui est des réseaux OI tiers, i.e. les prises pour lesquelles Orange est en mesure de proposer ses offres sur le marché de détail.

[...]

Figure 14 : évolution du parc de prises raccordables FttH et de la commercialisation par Orange OC (source IPE + interne Orange)

S'agissant des déploiements, plus de la moitié des prises rendues raccordables au cours de l'année 2019 au niveau national l'ont été au niveau de réseaux FttH exploités par Orange (y compris les RIP). Fin 2019, les réseaux FttH exploités par Orange représentaient ainsi les deux tiers de l'ensemble des réseaux FttH déployés à date. S'agissant de la commercialisation, Orange a résolument fait le choix, au-delà de ses réseaux FttH exploités en propre, de venir sur les réseaux des opérateurs tiers, tant en zone privée qu'en zone d'initiative publique. Fin 2019, Orange était ainsi en mesure de commercialiser environ [...] % des prises raccordables à l'échelle nationale.

### 2.3.2 La fermeture du réseau cuivre s'inscrit dans la logique du positionnement d'Orange sur la fibre

Orange n'a pas attendu la consultation publique de l'Arcep de l'été 2019 pour engager des travaux sur le sujet de la fermeture du réseau de boucle locale cuivre, qui constitue un projet majeur pour le groupe. Ainsi que cela a été annoncé publiquement à l'automne 2019, Orange est résolument déterminé à fermer son réseau cuivre d'ici 2030, avec les premières fermetures techniques en 2023. Orange va notamment mener des expérimentations [dans plusieurs communes d'Île-de-France] dès cette année, afin notamment d'éprouver les processus opérationnels envisagés avec les opérateurs clients de ses offres de gros sur cuivre.



C'est avant tout la migration, désormais largement engagée dans certaines zones, des parcs d'accès cuivre vers la fibre – et notamment pour les propres accès de détail d'Orange – qui conduit Orange à préparer la fermeture de son réseau cuivre. Il n'y a pas en effet de rationalité économique pour Orange, compte tenu du fait que les coûts d'exploitation sont en grande partie fixes, à maintenir en activité son réseau de boucle locale cuivre dans une zone qui s'est massivement vidée des accès en service, même en augmentant localement le tarif du dégroupage. Orange a ainsi la ferme intention d'engager la fermeture de son réseau cuivre dans les zones où la fibre est déployée et au niveau desquelles la migration des parcs est engagé, et ce aussi bien pour les réseaux FttH exploités par Orange que pour les réseaux tiers.

Compte tenu de ces éléments, il apparaît évident qu'Orange n'a aucunement intérêt à maintenir son réseau de boucle locale cuivre et à en retarder la fermeture. Bien au contraire, Orange a résolument engagé la migration de ses parcs d'accès cuivre afin de rentabiliser les investissements réalisés sur la fibre – tant en propre en tant qu'OI, qu'en achat de cofinancement en tant qu'OC –, ainsi que l'illustre le diagramme ci-dessous. En zone d'initiative privée (ZTD + AMII), c'est désormais plus de [...] du parc d'accès de détail HD / THD d'Orange qui est en FttH, et Orange envisage qu'il restera fin 2025 à peine [...] % des abonnés sur cuivre dans cette zone.

[...]

Figure 15 : évolution du parc d'accès de détail HD / THD d'Orange en ZTD + AMII (constaté / prévisionnel) (source interne Orange)

Aussi, Orange a développé des offres pour ses clients de détail, visant à « lever les freins » à la migration du cuivre vers la fibre dans le cas où client en DSL est éligible au FttH. Ainsi, si les offres de promotion n'ont pas abouti en premier lieu, les clients ciblés se voient proposer des offres de migration technique vers la fibre, avec les mêmes contenus que leurs offres DSL et au même prix. Ces offres ne sont pas disponibles directement sur le web mais seulement dans les canaux télémarketing, boutiques et services clients, compte tenu du fait qu'il s'agit d'offres en repli des offres en cours de commercialisation. En cas de nouveau refus, des plans de relance sont organisés tous les [...] mois vers ces clients. Ces offres de migration technique représentent aujourd'hui environ [...] % du total des migrations DSL vers fibre observées par Orange pour ses clients de détail.

Enfin, pour les nouveaux clients qui sont dans une zone éligible au FttH (ainsi que pour les clients qui viennent de déménager et demandent le transfert de leur abonnement), Orange ne propose plus désormais d'offre en DSL (tant en agence qu'en boutique en ligne).

### **2.3.3 La capacité d'Orange à fermer le cuivre est directement liée à la capacité des opérateurs tiers à migrer leurs parcs d'accès dégroupés**

Les opérateurs tiers n'ont pas tous avec le même empressement engagé la migration de leurs parcs d'accès cuivre vers le FttH au niveau des zones fibrées, et on observe un décalage moyen d'environ [...] mois s'agissant de la dynamique de migration par rapport à Orange, comme l'illustre le diagramme ci-dessous pour la zone d'initiative privée (ZTD + AMII). Si Orange reconnaît que certains opérateurs tiers rattrapent désormais rapidement leur retard après un démarrage tardif, d'autres opérateurs tiers apparaissent en revanche moins enclins à engager leurs migrations. Orange rappelle néanmoins qu'il appartient en premier lieu aux opérateurs tiers de conduire la migration de leurs parcs d'accès cuivre, afin de permettre à Orange d'engager sereinement la fermeture de son réseau cuivre dans les zones concernées.

[...]

Figure 16 : évolution du parc d'accès HD DSL cuivre en service en ZTD + AMII (base 100 = fin 2015) (source interne Orange)





La migration du parc d'accès dégroupés vers le FttH n'est pas à la main d'Orange, puisqu'il revient à chaque opérateur d'engager la migration de son parc d'accès dégroupés. Charge alors à chaque opérateur d'adopter pour ses clients de détail des mesures ambitieuses (offres de migration technique, non commercialisation d'offres DSL dans les zones éligibles à la fibre), à l'instar de ce qu'a pu mettre en place Orange comme rappelé précédemment.

Orange craint ainsi que, sans mesure particulière notamment au niveau du tarif du dégroupage visant à accélérer la migration des accès dégroupés, le processus risque de prendre du temps car certains opérateurs dégroupes pourraient ne pas être incités à migrer une part non négligeable de leurs parcs, notamment les accès résiduels qui peuvent relever de cas de raccordements complexes (raccordements longs, problèmes d'adduction etc.).

### 3 Complétude en zones très denses

L'Arcep entend préciser dans une décision de régulation symétrique les obligations qui pèsent sur les OI déployant leurs réseaux FttH en ZTD, en imposant la complétude, aussi bien en poches de basse densité (où la complétude faisait déjà l'objet d'une recommandation) qu'en poches de haute densité (où aucune modalité n'était prévue jusqu'à présent).

Orange conteste vivement les mesures envisagées par l'Arcep qui (3.1) outrepassent les compétences de l'Arcep, (3.2) remettent en cause le cadre existant et (3.3) ne concerneraient en pratique qu'Orange.

Orange considère en outre que les modalités proposées ne sont pas envisageables sur le plan opérationnel, et viennent compromettre la bonne mise en œuvre des déploiements.

#### 3.1 L'Arcep n'est pas compétente pour imposer une telle obligation

En poches de haute densité de ZTD, l'Arcep envisage deux modalités :

- dans le cas d'un point de mutualisation (ci-après PM) extérieur existant, imposer à l'OI exploitant le PM extérieur (i) d'assurer la cohérence des déploiements en définissant – et étendant le cas échéant – la zone arrière du PM de manière à englober les immeubles alentour non couverts en FttH, et (ii) d'assurer la complétude de la zone arrière du PM ainsi redéfinie ;
- dans le cas d'un immeuble qui resterait non couvert en FttH, d'imposer à l'OI ayant le plus déployé de PM dans un rayon de 200 à 500 m autour de l'immeuble concerné à équiper en fibre optique ledit immeuble.

Orange considère que l'Arcep n'est pas compétente pour imposer un tel dispositif consistant à forcer un opérateur à équiper en fibre optique un immeuble non couvert en FttH situé en poche de haute densité de ZTD, et invite l'Arcep à revenir au texte fondateur en matière de FttH, l'article L.34-8-3 du CPCE, qui prévoit que :

*« Toute personne établissant ou ayant établi dans un immeuble bâti ou exploitant une ligne de communications électroniques à très haut débit en fibre optique permettant de desservir un utilisateur final fait droit aux demandes raisonnables d'accès à ladite ligne et aux moyens qui y sont associés émanant d'opérateurs, en vue de fournir des services de communications électroniques à cet utilisateur final. [...] »*

Il s'agit là d'une obligation de faire droit aux demandes d'accès à une ligne en fibre optique existante et non d'une obligation de déployer de nouvelles lignes en fibres optiques dans un immeuble qui en serait dépourvu.

L'obligation d'accès trouve généralement sa justification dans l'existence d'un monopole. L'article L.34-8-3 du CPCE, qui pose le principe de mutualisation des lignes FttH, n'échappe pas à cette règle. Le législateur a considéré qu'il était important d'empêcher la constitution d'un monopole de l'OI au niveau de l'immeuble, en lui imposant une obligation d'accès. C'est ce qu'il ressort justement des travaux préparatoire de ce texte :

*« Le deuxième volet de ces conditions concerne non pas les relations entre opérateurs et propriétaires, mais entre opérateurs concurrents. Il fait l'objet de l'article L. 34-8-3 nouveau du code des postes et des communications électroniques. »*

*L'opérateur ayant installé un réseau d'immeuble devra faire droit aux « demandes raisonnables d'accès » des autres opérateurs, dans des conditions « objectives, transparentes et non discriminatoires ». Les différends seront soumis à l'Arcep.*

*Ainsi, l'article lève les obstacles aux initiatives de fibrage des immeubles. En contrepartie, il empêche la constitution d'un monopole de l'opérateur fibreux sur l'immeuble. » (Rapport de M. Jean-Paul CHARIÉ n°908).*

En conséquence, le législateur n'impose pas à un OI une obligation de déployer des fibres optiques dans un immeuble qui en serait dépourvu.

D'ailleurs, **une telle obligation soulèverait une question de constitutionnalité au regard du principe de liberté du commerce et de l'industrie**, lequel garantit la liberté de faire du commerce ou de ne pas en faire.

Par ailleurs, le législateur n'a pas donné ce pouvoir à l'Arcep. Au contraire, les points sur lesquels l'Arcep est autorisée à intervenir sont strictement limités par cette disposition :

- prévoir les cas où le point d'accès serait situé dans les limites de propriété privée de l'immeuble raccordé ;
- définir les modalités du co-investissement ; et
- préciser les modalités de l'accès prévu au présent article (i.e. l'accès aux lignes existantes).

En conséquence, le périmètre d'intervention de l'Arcep est strictement limité par le législateur. En aucun cas, le législateur n'a autorisé l'Arcep à imposer à un OI une obligation de déployer des fibres optiques dans un immeuble qui en serait dépourvu.

De la même manière, le Code des communications électroniques européen (Directive (UE) 2018/1972) n'autorise nullement une autorité de régulation nationale à imposer à un OI une obligation de déployer des fibres optiques dans un immeuble qui en serait dépourvu.

L'article 61 du Code des communications électroniques européen, cité par l'Arcep dans son document de consultation publique (§1.3.1), fait ainsi référence exclusivement à la possibilité pour une autorité d'imposer une obligation d'accès à des câbles, ce qui suppose qu'ils existent.

Contrairement à la logique qui prévaut en zone moins dense (ci-après ZMD), fondée par construction sur la délimitation initiale de zones arrière de PM connexes et contiguës réalisant un pavage complet du territoire – ce qui permet d'instaurer en quelque sorte un monopole de fait de l'OI à la maille de la zone arrière du PM, et assure que tout immeuble situé à l'intérieur d'une zone arrière de PM a vocation à être raccordé par l'OI en charge dudit PM –, les déploiements en poches de haute densité des ZTD ne prévoient pas la délimitation initiale de zones arrière de PM, et restent ainsi fondés par construction sur la concurrence par les infrastructures et sur un traitement immeuble par immeuble, sans cohérence de déploiement ni contrainte de déploiement.

Compte tenu de ce qui précède, l'Arcep n'est pas compétente pour imposer un tel dispositif consistant à forcer un opérateur donné à équiper en fibre optique un immeuble non couvert en FttH situé en poche de haute densité de ZTD.

### **3.2 Un tel dispositif consistant à forcer un opérateur à équiper en fibre optique un immeuble non couvert en FttH situé en poche de haute densité de ZTD viendrait remettre en cause le cadre existant, en ne concernant en pratique qu'Orange**

**Orange considère qu'un tel dispositif constituerait un changement substantiel du cadre symétrique de régulation de la fibre**, dans la mesure où il conduirait tout OI ayant déployé son réseau FttH en ZTD, et en premier lieu desquels Orange – Orange étant quasiment le seul OI à avoir déployé des PM extérieurs en poches de haute densité des ZTD, et plus généralement à continuer à raccorder en FttH les immeubles des ZTD – à devoir réaliser des investissements supplémentaires significatifs, qui n'avaient pas été programmés.

Au 1<sup>er</sup> janvier 2020, le réseau FttH déployé par Orange en ZTD regroupait :

- en poches de haute densité des ZTD :
  - o environ 94 200 PM d'immeubles déployés, pour 3.23 M de locaux
  - o environ 8 300 PM extérieurs déployés, pour environ 0,8 M de locaux programmés
- en poches de basse densité des ZTD :
  - o environ 3 400 PM extérieurs déployés, pour 1.16 M de locaux programmés

À cette même date, Orange estime, sur la base des fichiers IPE, qu'il y avait environ 300 PM extérieurs (hors PM GC) déployés par les OI tiers en ZTD (essentiellement dans les Hauts-de-Seine), pour un peu moins de 50 000 locaux programmés (sans toutefois avoir la distinction entre poches de haute densité et poches de basse densité).

Orange ne peut que mettre en garde l'Arcep sur l'iniquité de telles mesures, résolument asymétriques, et sur les implications qui en découleraient s'agissant des engagements qu'a pu prendre Orange auprès du Premier Ministre au titre de l'article L.33-13 du CPCE, conditionnés à la pérennité du cadre réglementaire applicable au FttH.

### 3.3 En tout état de cause, les modalités envisagées par l'Autorité ne sont pas envisageables sur le plan opérationnel

---

Dans l'hypothèse où elles seraient néanmoins adoptées – ce qu'Orange conteste comme indiqué au 3.1 et 3.2 –, les modalités envisagées par l'Arcep pour assurer la complétude au niveau des poches de haute densité des ZTD ne sont pas applicables en pratique.

Orange estime qu'il reste environ [...] locaux à rendre raccordables au niveau des poches de haute densité des ZTD, dont la moitié pourrait être rattachée à un PM extérieur existant (environ [...] PM concernés) et l'autre moitié supposerait de définir de nouveaux PM extérieurs (environ [...] PM).

L'Arcep envisage que les OI exploitant des PM extérieurs dans les poches de haute densité des ZTD procèdent, dans un délai de 4 mois après l'adoption de la décision, à « *des consultations préalables permettant de définir ou de redéfinir, de manière cohérente, le contour géographique des zones arrière de point de mutualisation qu'ils exploitent ou prévoient d'exploiter* ».

**Le délai de 4 mois envisagé par l'Arcep s'avère incontestablement inadapté pour mener les consultations préalables prévues** compte tenu du nombre de PM extérieurs concernés pour Orange – sans parler de tous les travaux préparatoires à mener pour redéfinir potentiellement le contour des zones arrière d'environ [...] PM extérieurs et délimiter [...] nouveaux PM extérieurs.

Enfin, il est difficile d'estimer la distance en deçà de laquelle un immeuble non couvert jusqu'alors en FttH a vocation à être raccordé depuis un PM extérieur existant, et la capacité dudit PM à accueillir cet immeuble dans sa zone arrière. Aussi, il pourra être nécessaire d'implanter un nouveau PM extérieur dans certains cas pour répondre aux besoins d'une zone donnée, avec le risque que le nouveau PM ne puisse rassembler au moins 100 locaux.

## 4 Fermeture du réseau cuivre

---

Orange accueille favorablement la prise en compte par l'Arcep d'une approche par étape pour la fermeture de la boucle locale en cuivre, avec un jalon de fermeture commerciale et un jalon de fermeture technique, et un éventuel jalon intermédiaire de limitation du SAV.

Orange salue également la volonté de l'Arcep de réduire globalement les délais de prévenance par rapport aux dispositions actuellement en vigueur, avec un contrôle des critères qui s'effectue au moment du passage du jalon et non pas au moment de l'annonce du jalon, ce qui laisse entrevoir la possibilité de devoir décaler le cas échéant le passage d'un jalon si tous les critères ne sont pas réunis.

Orange note enfin le grand intérêt que l'Arcep porte aux expérimentations que s'apprête à lancer Orange s'agissant de la fermeture de son réseau cuivre, ce qui suppose la possibilité de pouvoir déroger localement aux critères et délais de prévenance.

**Orange regrette cependant un dispositif grandement complexifié dans sa mise en œuvre**, notamment s'agissant des critères et délais de prévenance, qui risque de freiner la fermeture du réseau cuivre et ainsi remettre en cause l'ambition affichée par Orange s'agissant de cette fermeture.

Orange invite l'Arcep (4.1) à revoir le critère de complétude FttH à 100 %, en tenant compte de la possibilité de desservir à titre exceptionnel les logements non couverts en FttH avec des technologies alternatives, (4.2) à simplifier le dispositif, notamment au niveau des délais de prévenance en alignant, d'une part, produits de gros Entreprise sur produits de gros GP et, d'autre part, ZTD sur ZMD, et (4.3) à alléger les contraintes pesant sur Orange s'agissant de la communication sur les zones concernées par la fermeture, de sorte à ce qu'Orange puisse conserver la maîtrise industrielle du chantier de fermeture, dans le respect des principes de non-discrimination entre OI.

### 4.1 **Le critère de complétude FttH à 100 % doit être allégé, en tenant compte de la possibilité de desservir à titre exceptionnel les logements non couverts en FttH avec des technologies alternatives**

---

Le critère de complétude FttH à 100 % défini par l'Arcep dans son projet de dispositif, qui ne souffre aucune exception, est beaucoup trop contraignant, et aura pour effet en pratique de reporter *sine die* la fermeture commerciale de nombreuses zones.

Orange souligne à ce titre la nécessité de ne pas exclure le recours aux technologies hertziennes (notamment 4G et demain 5G, voire satellite) pour permettre de desservir les sites complexes ou coûteux à rendre raccordables en FttH, ou encore les cas de refus de propriétaires.

**La fermeture commerciale doit ainsi pouvoir être effective dans une zone donnée, dès lors que la complétude FttH est globalement assurée par l'OI en charge de la zone, tout en permettant de desservir à titre exceptionnel avec des technologies alternatives les logements non couverts en FttH.**

Dans cette perspective, Orange est disposé à travailler avec l'Arcep et l'ensemble des opérateurs à la caractérisation de ces cas exceptionnels et des niveaux de service acceptables sur la base des technologies alternatives pour les clients concernés, qui ne devraient, en tout état de cause, représenter qu'un très faible pourcentage du total des locaux.

Cela suppose en outre, afin d'éviter qu'Orange se retrouve dans l'impossibilité d'enclencher la fermeture commerciale du réseau cuivre au niveau d'une zone donnée à cause d'un OI peu enclin à assurer la complétude (notamment pour les locaux les plus coûteux à couvrir) dans les délais envisagés, qu'un dispositif puisse être mis en place permettant d'éviter toute situation de blocage.

Enfin, la fermeture commerciale doit être accompagnée par une obligation de résultat pesant sur l'OI en charge de la zone concernée s'agissant de la capacité effective de l'opérateur commercial (ci-après OC) à mobiliser les infrastructures existantes (génie civil, poteaux) pour le raccordement client

final, de sorte à ce que l'OC ne se retrouve pas bloqué au moment du raccordement par une adduction cassée ou inexistante ou un poteau surchargé.

#### 4.2 Le mécanisme proposé par l'Arcep doit être simplifié, notamment au niveau des délais de prévenance avec un alignement, d'une part, entre offres Entreprise et offres généralistes et, d'autre part, entre ZTD et ZMD

---

Orange demande à l'Arcep de **simplifier autant que possible le dispositif proposé pour la fermeture commerciale**, qui apparaît en l'état très complexe, voire difficilement lisible, avec un trop grand nombre de cas d'usage. Cette simplification est d'autant plus nécessaire que la fermeture du réseau cuivre emporte des **enjeux importants de communication** pour Orange vers les collectivités locales, le grand public et les entreprises.

Cela suppose **d'aligner les délais de prévenance entre les offres spécifiques aux entreprises et les offres généralistes**. La fermeture commerciale n'a en effet de sens, tant pour des raisons opérationnelles (supervision, gestion des interventions, SI) qu'économiques, que si la commercialisation de tous les produits est arrêtée en même temps, à la fois sur les marchés de gros et de détail. Aussi, pour les clients professionnels recourant à des offres fondées à la fois sur des accès généralistes et des accès spécifiques Entreprise, une fermeture commerciale en deux temps n'aurait pas de sens et risquerait de créer des incompréhensions. Enfin, étant donné que la fermeture commerciale du réseau cuivre suppose la disponibilité d'offres FttH activées à destination des entreprises, y compris pour les offres à qualité de service renforcée, la capacité des fournisseurs d'accès présents sur le marché de détail Entreprise à appréhender la migration du cuivre vers la fibre se trouve facilitée par rapport aux fournisseurs d'accès présents sur le marché généraliste. Il n'y a donc pas lieu de prévoir un délai supplémentaire pour les fournisseurs d'accès présents sur le marché de détail Entreprise. Au demeurant, un tel délai supplémentaire s'avèrerait contre-productif car c'est justement les offres supposées être les plus compliquées à fermer techniquement qu'il convient de fermer au plus vite commercialement.

**L'alignement des délais de prévenance** vaut également, tant pour les marchés généralistes que spécifiques Entreprise, **pour l'ensemble des produits et technologies utilisant le support cuivre au niveau de l'accès, notamment le RTC**.

Afin de garantir plus d'efficacité et de lisibilité dans le dispositif envisagé, **Orange propose ainsi de fixer un délai de prévenance unique à 18 mois pour la fermeture commerciale, à la fois en ZTD et ZMD, et ce pour l'ensemble des offres et technologies sur support cuivre**.

En ZMD et pour les poches de basse densité des ZTD, le délai de 18 mois proposé par l'Arcep est en effet suffisant, compte tenu de l'ensemble des conditions définies par ailleurs et des obligations pesant sur les OI FttH, pour permettre aux fournisseurs d'accès de venir se raccorder aux PM de la zone concernée.

Pour ce qui concerne les poches de haute densité des ZTD, la grande majorité des PM d'immeubles a été déployée depuis plusieurs années, ce qui a laissé suffisamment de temps aux OC pour venir les raccorder. En outre, les mesures proposées par Orange pour traiter les cas de difficultés de raccordement des PM d'immeuble ont montré leur efficacité opérationnelle, et ont vocation à être rendues symétriques. Le délai de 18 mois sera donc suffisant pour permettre aux opérateurs retardataires de rattraper la situation. Il ne serait le cas échéant pas légitime de pénaliser l'ensemble des acteurs en retardant la fermeture commerciale dans ces zones à cause de choix stratégiques hasardeux de la part de certains opérateurs.

Enfin, Orange demande à l'Arcep **de ne retenir qu'une seule maille géographique de référence pour le dispositif de fermeture du cuivre, correspondant aux nœuds de réseau de la boucle locale de cuivre (zone arrière NRA ou SR)**, compte tenu du fait qu'il s'agit des mailles techniques sur la base de laquelle l'ensemble des SI et des processus opérationnels d'éligibilité et de commande est établi.

En tout état de cause, l'appréciation des critères relatifs à la couverture FttH à fermer pourra se faire en pratique sur la base des zones arrière de PM recouvrant la zone arrière du NRA ou du SR qu'il est prévu de fermer. Une correspondance avec les communes concernées pourra également être assurée pour faciliter la communication.

#### 4.3 Le dispositif doit être allégé s'agissant de la communication sur les zones concernées par la fermeture, de sorte à ce qu'Orange puisse conserver la maîtrise industrielle du chantier de fermeture, dans le respect du principe de non-discrimination.

---

L'Arcep envisage d'imposer à Orange :

- d'une part, de préciser et de publier les grands principes et critères retenus pour engager la fermeture de son réseau cuivre, en particulier s'agissant des caractéristiques du réseau FttH déployé par l'OI et des offres de gros proposées ;
- d'autre part, de publier chaque trimestre la liste de tous les NRA / SR, ainsi que la liste de tous les PM, avec un nombre considérable d'informations sur la mise en œuvre ou non de la fermeture du réseau cuivre, et sur les caractéristiques du réseau FttH déployé par l'OI et des offres de gros proposées.

S'agissant des informations sur la trajectoire de fermeture, **l'obligation de publication de listes envisagée par l'Arcep est manifestement disproportionnée, au regard de l'objectif de vérification du principe de non-discrimination** entre OI :

- **une telle publication est du ressort de l'Arcep**, seule à même de récupérer les informations relatives aux réseaux FttH auprès de l'ensemble des OI et d'apprécier la validation des critères qu'elle a elle-même définis, en particulier la complétude des déploiements FttH, la présence effective des différentes offres (qualité de service renforcée, offre activée...) ou encore la présence des OC ;
- cela reviendrait à imposer à Orange la conception d'une base centralisée de l'ensemble des IPE, alors que ces informations relèvent de la responsabilité de chaque OI et peuvent être accédés directement par l'Arcep ;
- la publication de telles listes relève enfin d'une volonté de transparence exacerbée qui, en exposant inutilement Orange aux collectivités et autres associations – qui ne manqueront pas de demander des comptes quant au traitement de leurs territoires respectifs –, **risque *in fine* de nuire à la capacité d'Orange de conduire sereinement le chantier industriel de grande ampleur que constitue son projet de fermeture du réseau cuivre.**

Orange demande ainsi à l'Arcep de revenir à un dispositif raisonnable s'agissant de la communication sur les zones concernées par la fermeture du réseau cuivre, de sorte à ce qu'Orange puisse conserver la maîtrise industrielle de son projet, à son rythme, dans le respect du principe de non-discrimination entre zones FttH de différents OI.

Un tel dispositif pourrait s'articuler entre, d'une part, **la communication périodique par Orange à l'Arcep de la liste des NRA/SR concernés par la fermeture du réseau cuivre (i.e. pour lesquels un préavis a été donné aux opérateurs) avec les dates envisagées** – de sorte à ce que l'Arcep puisse conduire l'ensemble des vérifications nécessaires à partir des informations recueillies par ailleurs auprès des OI concernés – et, d'autre part, **la publication trimestrielle par l'Arcep dans le cadre des observatoires des marchés haut et très haut débit d'un tableau synthétique sur la mise en œuvre par Orange de la fermeture de son réseau cuivre.**



## 5 Fixation de niveaux de qualité de service sur les marchés de gros

Dans ses projets de décisions d'analyses de marchés (3a, 3b et 4), l'Arcep envisage d'introduire des seuils chiffrés de qualité de service pour la livraison et la relève de dérangement (ci-après SAV) des produits de gros généralistes cuivre et Entreprise, en reprenant notamment les indicateurs suivis dans le cadre de la décision n° 2018-1596-RDPI de l'Arcep en date du 18 décembre 2018.

Orange conteste (5.1) l'introduction de seuils chiffrés dans le cadre des obligations de qualité de service pour ses offres de gros généraliste cuivre et Entreprise (accès cuivre et optique).

À supposer que l'Arcep soit en mesure de fixer des seuils chiffrés de qualité de service à respecter, Orange entend néanmoins faire part à l'Arcep, pour ce qui concerne les offres de gros généralistes cuivre et Entreprise (accès cuivre et optique), d'un certain nombre de remarques (5.2) sur la fixation des niveaux de seuils, sur les modalités de contrôle et, (5.3) pour les offres de gros généralistes cuivre, sur le nécessaire réajustement en fonction de la déformation du parc d'accès.

Enfin, tant pour ses offres de gros généralistes cuivre qu'Entreprise (accès cuivre et optique) Orange s'oppose (5.4) à l'accroissement significatif du volume d'indicateurs à produire mensuellement et trimestriellement qui s'effectue sans jamais remettre en cause les indicateurs historiques déjà produits et publiés.

### 5.1 Orange s'oppose à l'introduction de seuils chiffrés dans le cadre des obligations de qualité de service pour ses offres de gros généraliste cuivre et Entreprise (accès cuivre et optique)

Dans son document soumis à consultation, l'Autorité « *estime nécessaire de préciser les exigences tenant à la qualité de service afin d'assurer un accès effectif et non discriminatoire des offres fondées sur le réseau historique de boucle locale de cuivre* ».

Orange considère que le législateur n'a pas autorisé l'Arcep à fixer en tant que tels des seuils de qualité de service. Les articles du CPCE cités par l'Arcep (§4.5 du projet d'analyse de marché 3a soumis à consultation) ne mentionnent aucune habilitation expresse du législateur pour fixer arbitrairement le niveau de qualité de service que devrait respecter un opérateur régulé.

Bien au contraire, en application de l'article L.38 du CPCE, l'Arcep peut imposer à un opérateur réputé exercer une influence significative sur un marché du secteur des communications électroniques uniquement une ou plusieurs des obligations suivantes :

*« 1° Rendre publiques des informations concernant l'interconnexion ou l'accès, notamment publier une offre technique et tarifaire détaillée d'interconnexion ou d'accès lorsqu'ils sont soumis à des obligations de non-discrimination ; l'Autorité de régulation des communications électroniques et des postes peut imposer, à tout moment, des modifications à une telle offre pour la mettre en conformité avec les dispositions du présent code. L'opérateur communique à cette fin à l'Autorité de régulation des communications électroniques et des postes toute information nécessaire ;*

*2° Fournir des prestations d'interconnexion ou d'accès dans des conditions non discriminatoires ;*

*3° Faire droit aux demandes raisonnables d'accès à des éléments de réseau ou à des moyens qui y sont associés ;*

*4° Ne pas pratiquer de tarifs excessifs ou d'éviction sur le marché en cause et pratiquer des tarifs reflétant les coûts correspondants ;*

*5° Isoler sur le plan comptable certaines activités en matière d'interconnexion ou d'accès, ou tenir une comptabilité des services et des activités qui permette, y compris sur les marchés de détail associés à un marché de gros sur lequel l'opérateur est réputé exercer une influence significative, de vérifier le respect des obligations imposées au titre du présent article ; le*

*respect de ces prescriptions est vérifié, aux frais de l'opérateur, par un organisme indépendant désigné par l'autorité ;*

*6° Le cas échéant, dans des circonstances exceptionnelles, respecter toutes autres obligations définies, après accord de la Commission européenne, en vue de lever ou d'atténuer les obstacles au développement d'une concurrence effective identifiés lors de l'analyse du marché prévue à l'article L. 37-1. »*

**Cette disposition ne permet donc pas à l'Arcep de définir elle-même, dans le cadre des analyses de marchés, les seuils chiffrés de qualité de service que devraient respecter l'opérateur régulé s'agissant des prestations de gros d'accès qu'il doit fournir.**

Par ailleurs, le Code des communications électroniques européen n'autorise pas, non plus, une autorité de régulation nationale à définir « *des indicateurs de qualité de service et les seuils associés* ». En effet, ni l'article 69, ni l'article 73, ni aucune autre disposition de ce code ne permettrait à l'Arcep d'entreprendre une telle démarche qui poserait de toute évidence un problème de conventionalité de la mesure.

Enfin, dès lors que l'Arcep pourrait déterminer unilatéralement le niveau de qualité de service de l'opérateur régulé, elle déterminerait par elle-même quel devrait être le bon niveau de qualité de service des offres de gros, et donc des offres de détail du secteur, soulevant ainsi d'évidentes questions de constitutionnalité d'une telle mesure.

En effet, une telle mesure aurait pour conséquence directe de déterminer quelles doivent être les conditions d'exercice minimales, pour ne pas dire nominales, de l'activité sur les marchés des communications électroniques, et donc de définir le niveau de qualité de service auquel l'activité des opérateurs doit se conformer, ce que même le service universel n'a jamais prétendu faire.

## **5.2 Si de tels seuils devaient être fixés, Orange critique les niveaux de seuils proposés et souhaite un mécanisme d'évaluation de la qualité de service fondé sur des niveaux raisonnables, avec notamment, pour les accès généralistes, la détermination d'indicateurs composites au niveau national par domaines d'activités et pour les accès Entreprise (cuivre et optique) plusieurs évolutions souhaitées**

À supposer que l'Arcep soit en mesure de fixer des seuils chiffrés de qualité de service à respecter, et de justifier du caractère proportionné d'une telle mesure, ce qu'Orange conteste, **Orange constate qu'aucune analyse n'a été menée par l'Arcep permettant de déterminer ce que serait un niveau « raisonnable » de qualité de service.**

En outre, les seuils imposés à Orange dans le cadre de la décision de mise en demeure de décembre 2018 ont été définis de manière arbitraire. De plus, certains de ces indicateurs relèvent d'une responsabilité partagée entre Orange, l'opérateur tiers et le client final, ce qui jette de sérieux doutes quant à l'objectivité d'un tel encadrement. En tout état de cause, Orange ne peut ainsi se voir imposer l'atteinte d'un niveau de qualité de service pour lequel Orange n'aurait pas toute la maîtrise sous sa responsabilité.

**S'agissant des offres de gros généralistes**, les niveaux proposés par l'Arcep dans ses projets de décision (marchés 3a et 3b) ont en effet été déterminés sur la base de valeurs précédemment constatées en début 2017, dans un contexte à l'époque très différent. Orange considère à ce titre que les niveaux ne tiennent pas compte, d'une part, de l'accélération de la migration du cuivre vers la fibre – qui conduit mécaniquement à une proportion croissante d'accès en zones rurales, plus sujettes aux problèmes de qualité de service – et, d'autre part, de l'augmentation de la fréquence des phénomènes météorologiques majeurs (tempêtes, inondations etc.) qui occasionnent des dommages sur le réseau cuivre dont les impacts opérationnels (réparation réseau, SAV client) empêchent durablement l'atteinte des seuils fixés.

Malgré les actions mises en œuvre par Orange au cours de l'actuel cycle d'analyse de marché, qui se sont traduites par une augmentation des budgets consacrés à la maintenance – sans que cela puisse être répercuté dans le tarif du dégroupage total, compte tenu du fait que les prix-plafonds n'avaient pas à l'époque été fixés en intégrant de telles hypothèses – les seuils envisagés par l'Arcep restent inaccessibles et ne peuvent à ce titre être considérés ni comme raisonnables, ni comme proportionnés pour le prochain cycle d'analyse de marché.

Au-delà même de la fragilité juridique d'une telle mesure, Orange considère que des niveaux de qualité de service ne pourraient être raisonnables qu'à la condition de refléter la situation réelle du marché.

Dès lors l'Arcep ne devrait envisager qu'une méthode fondée sur la détermination d'indicateurs composites au niveau national par domaines d'activités, tels que la production ou la maintenance des accès, et regroupant les produits de gros (dégroupage et bitstream DSL nu). Une telle méthode aurait le mérite d'appréhender plus globalement la qualité de service au niveau national, et de permettre, par effet de lissage, de limiter l'impact d'événements ponctuels non révélateurs de la performance réelle d'Orange sur la maintenance du réseau cuivre. D'une manière générale, la qualité de service doit être évaluée au niveau national, sur le périmètre le plus large possible, et avec une périodicité qui intègre les impacts de la saisonnalité sur l'environnement de la boucle locale cuivre.

Orange conteste en revanche vivement la possibilité d'un contrôle à une maille infranationale (de ces différents indicateurs, qui serait de nature à complexifier fortement le pilotage opérationnel au niveau des équipes d'Orange, sans gain en efficacité dans l'analyse (compte tenu de la multiplicité des indicateurs) et dans la détermination des actions efficaces à conduire pour l'amélioration de la qualité de service du réseau cuivre. En outre, Orange dénonce le caractère erratique de mesures, et de contrôles, des indicateurs à une maille infranationale dans la perspective de la migration du cuivre vers la fibre, qui ne se produira pas de manière homogène dans les différentes zones envisagées.

Orange considère à cet effet que les indicateurs (valeur, périmètre, périodicité) doivent être élaborés avant tout dans l'optique de réaliser une analyse de la performance opérationnelle au niveau national et de mettre en place des actions d'amélioration au bénéfice des clients.

**S'agissant des offres de gros Entreprise**, imposer des seuils chiffrés n'apparaît pas raisonnable sur les indicateurs des offres de gros en fin de vie qui sont non structurantes pour la dynamique concurrentielle du marché Entreprise (PDH/SDH/ATM). Il conviendrait ainsi de supprimer les seuils de TRDC et TRGTR des accès PDH/SDH et d'exclure les offres DSLE et CE2O des accès de haute qualité sur support cuivre en technologie xDSL et sur support BLOD compte tenu de la fermeture du réseau ATM.

L'Arcep doit également tenir compte de l'impact des causes tierces ne relevant pas de la responsabilité d'Orange dans la fixation éventuelle des cibles de qualité de service sur la production et le SAV des accès. En ce qui concerne la production des accès, les taux importants d'attente client (ATTCLI), et pour ce qui est du SAV, les taux élevés de signalisation de dérangement à tort, sont de la seule responsabilité de l'opérateur tiers et mobilisent à tort les ressources d'Orange.

Les fluctuations saisonnières d'activités indépendantes d'Orange ne sont pas non plus prises en compte. Ainsi les événements météorologiques exceptionnels pourraient faire l'objet d'un mécanisme spécifique consistant à revoir à la baisse les seuils pour un trimestre donné afin de tenir compte de l'impact opérationnel de tels événements (par exemple avec un abaissement des seuils de production/SAV de leur valeur cible).

Par ailleurs, comme Orange l'a rappelé à plusieurs reprises, un seuil de TRGTR optique à 90 % est déraisonnable dans la mesure où [...].

### 5.3 La nécessaire mise en œuvre d'un mécanisme de réajustement pertinent pour tenir compte de la déformation du parc d'accès cuivre, fondé sur des niveaux chiffrés raisonnables.

---

Orange rappelle que mécaniquement, alors même que le même niveau de qualité de service continuera à être assuré pour les accès en service le réseau cuivre, les indicateurs globaux ne pourront que se dégrader au fil du temps, compte tenu de la déformation du parc d'accès cuivre consécutive à la migration du cuivre vers la fibre. En effet, la migration concerne dans un premier temps majoritairement les zones urbaines – au niveau desquelles les lignes de cuivre sont globalement plus courtes et plus souvent déployées en conduites souterraines, et où est observé un niveau de qualité de service structurellement meilleur qu'à l'échelle nationale – avant les zones plus rurales – au niveau desquelles les lignes de cuivre sont globalement plus longues et plus souvent déployées sur supports aériens, et où le niveau de qualité de service apparaît moins bon qu'à l'échelle nationale. Le parc d'accès cuivre global en service va ainsi progressivement se déformer au cours des prochaines années, avec une proportion croissante d'accès situés en zones plus rurales, ce qui se traduira inéluctablement par une dégradation structurelle des indicateurs de qualité de service observés au global, sans que cela résulte d'une dégradation au niveau local.

Dans l'hypothèse où l'Autorité persisterait à vouloir imposer à Orange une obligation de qualité de service et fixer des seuils chiffrés de qualité de service pour son réseau de boucle locale cuivre, **Orange estime, dès lors que des niveaux chiffrés raisonnables auraient été fixés à l'initialisation, qu'un principe de réajustement doit être instauré sur la base d'un glissement des seuils à atteindre tenant compte de la déformation du parc due à la migration du réseau cuivre vers le réseau FttH.** Ces réajustements devraient le cas échéant être pris avec suffisamment de marge de manœuvre, reposer sur une cible à moyen terme intégrant la baisse inéluctable du niveau de qualité de service et être régulièrement réajustés à la baisse au fil du temps.

### 5.4 Orange s'oppose à l'accroissement significatif du volume d'indicateurs à produire mensuellement et trimestriellement, sans remise en cause des indicateurs déjà produits et diffusés.

---

La production, la diffusion et l'analyse des indicateurs imposés par l'Arcep constituent aujourd'hui un volume d'activité conséquent pour Orange, qui mobilise d'importantes ressources en interne. Pas moins de dix documents sont ainsi élaborés et diffusés à l'Arcep et/ou aux opérateurs, voire publiés, chaque mois, regroupant 420 nouvelles mesures rien que pour les domaines du dégroupage et du bitstream DSL. Pour le marché Entreprise, 250 indicateurs sont d'ores et déjà diffusés, une dizaine serait rajoutée au regard de l'annexe B, et ce, sans compter tous les calculs intermédiaires réalisés en amont de ces derniers.

En plus du volume considérable d'indicateurs déjà produits et diffusés, l'Arcep entend désormais imposer à Orange de produire et diffuser chaque mois les nouveaux indicateurs prévus pour le contrôle des niveaux de qualité de service. Pour les marchés de gros généralistes cuivre, la production des indicateurs prévus dans les projets de décision – à la fois à la maille nationale, à la maille de chacune des directions opérationnelles d'Orange et à la maille de chacune des zones utilisées dans le mécanisme de réévaluation des seuils selon la localisation du parc d'abonnés – conduirait ainsi à doubler le nombre total d'indicateurs produits mensuellement ! Pour les offres de gros Entreprise, Orange aurait à produire *a minima* les indicateurs à la granularité et à la fréquence liées à cette contrainte alors qu'il produit et publie déjà mensuellement l'ensemble des indicateurs décrits dans l'annexe C.

Au-delà de la mobilisation de ressources supplémentaires pour mener un tel travail – dont il sera le cas échéant nécessaire de tenir compte dans la tarification des offres de gros concernées – Orange s'interroge sur le bien-fondé d'une telle profusion d'indicateurs, au détriment de la capacité d'analyse, du pilotage opérationnel et de la capacité à déterminer les mesures nécessaires pour améliorer la qualité de service.

Pour les offres de gros généralistes, Orange propose ainsi de limiter la diffusion à l'Arcep des indicateurs concernés à une périodicité trimestrielle et uniquement sur le périmètre du territoire national, à l'instar des restitutions prévues dans le cadre de la décision n° 2018-1596-RDPI susmentionnée. La fourniture d'indicateurs sur un périmètre géographique plus restreint ou pour un mois donné pourrait alors être effectuée le cas échéant, soit à des fins d'analyse d'une difficulté ponctuelle rencontrée sur un territoire, soit pour l'actualisation des niveaux de seuil en fonction de la déformation géographique du parc due à la migration du réseau cuivre vers le réseau FttH.

De même pour le marché de gros Entreprise, Orange souhaite que l'Autorité tienne compte de cette préoccupation quant à l'inflation de données à traiter, en particulier quand d'autres arguments militent pour la suppression ou l'optimisation de certains indicateurs (produits en fin de vie tels que LPT, DSLE et CE2O, volumes non significatifs tels que CN2 ou Optimum Ethernet). Orange souhaite que l'annexe B soit revue en conséquence, mais serait cependant prêt à communiquer ponctuellement à la demande de l'Autorité des indicateurs relatifs à ces offres.

Concernant les publications, conformément aux décisions en vigueur, Orange publie aujourd'hui sur son site internet, au titre du respect de l'obligation de non-discrimination, une centaine d'indicateurs à des fins de comparaison entre la branche de détail d'Orange et le marché de gros. L'Arcep envisage désormais, alors même qu'une régulation asymétrique est de moins en moins justifiable au regard de l'évolution même des marchés, d'imposer à Orange de publier beaucoup plus d'indicateurs, notamment ceux relatifs aux seuils à atteindre sur le marché de gros.

Orange estime qu'une telle publication fait courir le risque d'une communication négative à son encontre, dans l'hypothèse où les niveaux de seuils fixés ne pourraient être atteints. Orange estime ainsi que c'est à l'Arcep seule qu'il revient d'apprécier la bonne mise en œuvre d'une telle obligation, et non aux collectivités locales ou autres associations qui ne manqueraient pas de se saisir de ces éléments rendus publics sans en mesurer la complexité.

En raison des éléments exposés précédemment sur la légitimité des seuils à atteindre et leur pertinence, Orange demande ainsi à l'Arcep que les publications sur le site internet restent limitées aux éléments actuels en lien avec l'obligation de non-discrimination.

Enfin, Orange note que l'Arcep entend introduire le même principe de contrôle de seuils de qualité de service pour l'offre de dégroupage Entreprise et pour les offres à qualité de service renforcée sur fibre optique d'Orange. Au-delà des questions liées à la légitimité de l'Arcep d'imposer un tel contrôle – et du caractère redondant d'un contrôle de la qualité de service des offres à qualité de service renforcée à la fois au titre de l'analyse de marché 3a et au titre du cadre symétrique de régulation de la fibre –, Orange conteste vivement que des seuils puissent être définis en dehors de toute référence par l'Autorité pour ces produits récents, pour lesquels il n'y a pas suffisamment de recul à date et de parcs d'accès significatifs. Orange demande ainsi la mise en place d'une phase d'observation de la qualité de service, durant la durée du prochain cycle d'analyse de marché, pour les produits de gros concernés.

De même, concernant les offres Optimum Ethernet LAN et Optimum Ethernet Entreprises, l'Arcep prévoit qu'Orange « *dispose d'un seuil chiffré rendu public qu'elle entend respecter* ». Orange conteste à nouveau l'introduction de seuils chiffrés, qui plus est pour des offres qu'« *Orange n'a pas l'obligation de maintenir* » comme l'indique de façon paradoxale elle-même l'Arcep. Par ailleurs, il s'agit d'offres en phase de lancement dont la volumétrie tant en production qu'en SAV n'est pas significative.

## 6 Pertinence du marché 3a et désignation d'un opérateur exerçant une influence significative sur le marché

---

Dans son projet d'analyse du marché 3a, l'Arcep conclut à la pertinence pour la régulation *ex ante* d'un marché de gros national regroupant les offres d'accès passif à la boucle locale cuivre et les offres d'accès passif aux boucles locales optiques, sur lequel Orange est considéré exercer une influence significative.

Orange conteste l'analyse menée par l'Arcep s'agissant (6.1) de la pertinence du marché 3a pour la régulation, et partant (6.2) de la puissance d'Orange, qui ne tient pas suffisamment compte de la régulation s'exerçant sur les marchés de gros amont avec le cadre symétrique de mutualisation de la fibre, ce qui conduit (6.3) à remettre en cause le bienfondé du maintien par l'Arcep des obligations spécifiques à la fibre d'Orange (offre de marque blanche et offre FttH adaptée pour le marché Entreprise).

### 6.1 Concernant la pertinence du marché 3a pour la régulation

---

Au regard du développement du marché en France, caractérisé par la capacité de plusieurs opérateurs à contrôler en parallèle la boucle locale optique mutualisée – soit directement en tant qu'OI, soit en tant qu'OC au travers le cofinancement des réseaux déployés –, une dynamique concurrentielle réelle et généralisée s'est développée sur le territoire.

Cette dynamique résulte de la mise en œuvre de deux régulations, désormais imposées en amont du marché 3a, et indépendantes de ce dernier :

- le cadre symétrique de mutualisation de la fibre, découlant de la Loi de modernisation de l'économie d'août 2008 ;
- l'accès aux infrastructures de génie civil et poteaux d'Orange, imposé jusqu'alors dans le cadre de la régulation du marché de gros des offres d'accès passif à la boucle locale, et que l'Arcep propose désormais de reconduire dans le cadre d'une analyse de marché indépendante, dédiée au marché des infrastructures.

Le Code des communications électroniques européen invite justement les autorités de régulation nationales à conduire les analyses de marché en tenant le plus grand compte des autres régulations en place, comme rappelé dans le considérant (163) :

*« [...] Les autorités de régulation nationales devraient effectuer cette analyse pour chaque marché de gros individuel qu'elles envisagent de soumettre à une régulation, en commençant par l'application de mesures correctrices pour l'accès aux infrastructures de génie civil, de telles mesures étant généralement propices à une concurrence plus durable, y compris en matière d'infrastructures, et en analysant ensuite les éventuels marchés de gros considérés comme susceptibles de faire l'objet d'une régulation ex ante au regard de leur aptitude probable à résoudre des problèmes de concurrence constatés au niveau du détail. »*

Dans ce cadre, Orange estime que la pertinence de la régulation *ex ante* pour le marché 3a n'est absolument pas démontrée par l'Arcep, notamment à l'aune du respect des trois critères rappelés ci-dessous :

- l'existence de barrières élevées et non transitoires à l'entrée sur le marché,
- l'absence d'évolution vers une situation de concurrence effective,
- l'incapacité pour le droit de la concurrence de répondre efficacement aux éventuels problèmes concurrentiels rencontrés sur le marché.

Une analyse prospective sérieuse menée pour la période du futur cycle d'analyse de marché (2021-2023) conduit en effet à considérer qu'aucun de ces trois critères n'est respecté pour le marché délimité par l'Arcep.



Tout d'abord, compte tenu des régulations s'exerçant en amont et la dynamique concurrentielle en cours qui conduit à une accélération de la transition du cuivre vers la fibre, il n'existe plus de barrières élevées durables à l'entrée des opérateurs sur le marché. Le premier critère n'est donc pas vérifié.

Aussi, rien ne démontre que, dans ces conditions, la situation n'évoluerait pas vers une concurrence effective au regard notamment de la concurrence prévalant désormais sur l'accès aux réseaux fibre – avec la capacité des OC à contrôler les boucles locales optiques mutualisées dans le cadre du cofinancement – et la fin programmée du réseau cuivre. Le deuxième critère n'est donc pas vérifié.

Enfin, le Code des communications électroniques européen prend pleinement en compte cette dynamique de déploiement de réseaux d'accès fibre dans son considérant (190), ce qui permet de conclure que, dans ces conditions, le troisième critère n'est pas non plus vérifié :

*« Sur les marchés sur lesquels on s'attend à terme à une augmentation du nombre des réseaux d'accès, les utilisateurs finaux sont davantage susceptibles de bénéficier d'améliorations de la qualité du réseau, sous l'effet de la concurrence fondée sur les infrastructures, que sur les marchés où il ne subsiste qu'un seul réseau. Le caractère suffisant de la concurrence en ce qui concerne d'autres paramètres, tels que les prix et le choix, dépendra probablement des conditions de concurrence à l'échelon national et local. Lorsqu'elles évaluent le caractère suffisant de la concurrence en ce qui concerne ces paramètres et la nécessité d'une intervention régulatrice, les autorités de régulation nationales devraient également prendre en compte la question de savoir si l'accès de gros est disponible pour toute entreprise intéressée dans des conditions commerciales raisonnables permettant des résultats concurrentiels durables pour les utilisateurs finaux sur le marché de détail. **Sur les marchés caractérisés par une concurrence durable et effective fondée sur les infrastructures, il devrait suffire d'appliquer les règles générales en matière de concurrence.** »*

Enfin, Orange rappelle que le BEREC a adopté en 2014 une position commune sur la mise en œuvre des analyses de marché (BoR (14) 73) qui invite justement les autorités de régulation nationales à procéder à une analyse de marché en tenant compte notamment de la régulation des marchés amont :

*“(71) The “modified greenfield approach” to be adopted in the analysis of wholesale markets is consistent with this view : Those wholesale markets positioned higher in the vertical value chain should be analysed first, and only once the regulation (if any) imposed (or to be imposed) on these markets has been taken into account should the SMP analysis be performed in markets lower down the value chain. If an intervention in one wholesale market is sufficient to solve the existing downstream wholesale or retail issues, there is no need to intervene in other intermediate markets (e.g. if intervening in Market 4 is sufficient to solve any possible problems in the retail broadband market, there is no need to intervene in the intermediate market, Market 5).*

*(72) Following this logic, it can also be concluded that if, in the absence of regulation, there are no problems identified at the retail level, there is, in principle, no need to intervene in the related wholesale market(s) (assuming that it has been concluded, on the basis of the “modified greenfield approach”, that efficient retail conditions are not reliant on the subsistence of wholesale regulation).*”

Au regard de tous ces éléments, Orange considère que l'Arcep ne fait pas la démonstration d'une pertinence de la régulation *ex ante* pour le marché 3a, et que dès lors le marché 3a ne devrait donc pas être régulé.



## 6.2 Concernant la puissance d'Orange sur ce marché

Nonobstant le point précédent, l'Arcep s'attarde, dans son analyse de puissance, sur la position d'Orange sur le segment des offres de gros d'accès passif aux boucles locales optiques, en commettant de nombreuses erreurs d'appréciation.

Orange rappelle que les lignes directrices sur l'analyse du marché et l'évaluation de la puissance sur le marché en application du cadre réglementaire de l'Union européenne pour les réseaux et les services de communications électroniques (ci-après Lignes directrices SMP) mentionnent la prise en compte des accords d'accès à long terme et durables – dont les accords de cofinancement conclus au titre de la régulation symétrique de la mutualisation de la fibre en France font manifestement partie. Orange note à ce titre que l'Arcep ne tient nullement compte de ces lignes directrices dans son analyse de puissance, et se repose sur le seul critère du constructeur de l'infrastructure pour identifier une supposée puissance de marché.

Le Code des communications électroniques européen mentionne d'ailleurs explicitement le bénéfice concurrentiel de ce type d'accords de cofinancement au considérant (170) :

*« Pendant la transition progressive vers des marchés dérégulés, les accords commerciaux, notamment de co-investissement et d'accès, entre opérateurs tendront à se généraliser et, s'ils sont durables et **améliorent la dynamique concurrentielle**, ils peuvent aider à conclure qu'une régulation ex ante ne se justifie pas sur un marché de gros donné. »*

L'analyse de puissance conduite par l'Arcep est d'autant plus contestable que les accords de cofinancement permettent, une fois conclus, aux OC de s'affranchir du contrôle des OI, et ce pendant une durée de 30 à 40 ans minimum. Orange note ainsi qu'une part significative des locaux (entre [...] et [...] %) est d'ores et déjà couverte par de tels accords, et que la situation évoluera au cours du futur cycle d'analyse de marché pour conduire à près de [...] % d'ici fin 2023.

Il apparaît donc totalement injustifié d'indiquer qu'Orange dispose d'une puissance de marché sur le segment des offres de gros d'accès passif aux boucles locales optiques, et que cette soi-disant puissance se serait d'ailleurs accrue au cours du précédent cycle d'analyse de marché, alors même que le poids d'Orange dans les infrastructures FttH déployées a baissé au cours de la période couverte par le cycle d'analyse de marché actuel (passant de [...] % mi 2017 à moins de [...] % fin 2019).

L'Arcep aurait ainsi dû mener un travail visant à recenser de manière prospective les différentes infrastructures en parallèle (en comptabilisant à la fois les parties contrôlées par les OI et les parties contrôlées par les OC via leurs cofinancements) ainsi que le demandent les Lignes directrices SMP, en évaluant les zones de couverture et la concurrence à horizon 5 ans (comme le prévoit le Code des communications électroniques européen).

Cela aurait alors conduit l'Arcep à identifier une large zone du territoire dans laquelle plusieurs principaux opérateurs contrôlent les infrastructures de fibre optique (soit en physique, soit via la conclusion d'accords de long terme) et au niveau de laquelle Orange ne dispose donc d'aucune puissance de marché sur le segment des offres de gros d'accès passif aux boucles locales optiques.

## 6.3 Concernant le niveau de remèdes envisagés par l'Arcep sur ce marché

Nonobstant les deux points précédents, Orange souhaite rappeler le principe prévalant dans le cadre des analyses de marché et rappelé dans le considérant (172) du Code des communications électroniques européen, selon lequel les remèdes imposés à l'opérateur disposant d'une puissance significative sur un marché doivent être limités à ce qui est strictement nécessaire pour assurer le développement de la concurrence sur les marchés aval.

Le Code des communications électroniques européen prévoit par ailleurs un mécanisme – décrit aux articles 76 et 79 – visant à limiter les obligations d'accès dès lors que l'opérateur désigné puissant sur



un marché donné formule une offre de cofinancement conforme à un ensemble de spécifications (listées dans l'annexe IV) – qui sont justement respectées par les offres de cofinancement proposées par Orange.

Dès lors, dans l'hypothèse où l'Arcep maintiendrait, d'une part, son analyse de la délimitation du marché pertinent 3a et, d'autre part, son analyse s'agissant de la puissance d'Orange – deux points qu'Orange conteste vivement –, Orange estime que l'Arcep devrait nécessairement tenir compte, dans le cadre de la fixation des remèdes imposés à Orange, de l'existence d'accords de cofinancement imposés par ailleurs au titre de la régulation symétrique. Cela conduirait le cas échéant l'Arcep à ne pouvoir imposer d'autres remèdes d'accès que les offres de cofinancement déjà proposées par Orange, et en particulier à ne pas pouvoir imposer à Orange l'obligation de fournir une offre de marque blanche et une offre FttH adaptée pour le marché Entreprise.

À ce sujet, Orange s'étonne que l'Arcep entende ici imposer une obligation d'accès sur un produit qui ne fait manifestement pas partie du marché pertinent et qui ne peut être considéré comme un produit annexe à un des produits du marché. Comme pour les points précédents, cela révèle une fois de plus que l'Arcep n'a pas mené sérieusement l'analyse concurrentielle sous-jacente à l'imposition d'un cadre de régulation asymétrique, ce qui de fait conduit à faire peser une charge inutile, excessive et injustifiée sur Orange.

\*\*\* \*\*

\*\*\* \*\*

## Analyse du marché 3a de fourniture en gros d'accès local en position déterminée

---

### 1 Introduction

### 2 Délimitation du marché pertinent : la fourniture en gros d'accès local en position déterminée

---

**question 1.** Avez-vous des observations portant sur la définition du marché pertinent de la fourniture en gros d'accès local en position déterminée ?

Orange considère que l'Arcep ne fait pas la démonstration d'une pertinence de la régulation ex ante pour le marché 3a, et que dès lors le marché 3a ne devrait donc pas être régulé.

Orange renvoie au point de synthèse « Pertinence du marché 3a et désignation d'un opérateur exerçant une influence significative sur le marché » de la section « Les enjeux du nouveau cycle d'analyses des marchés ».

### 3 Désignation d'un opérateur exerçant une influence significative

---

**question 2.** Avez-vous des observations sur la désignation d'un opérateur exerçant une influence significative sur le marché pertinent de la fourniture en gros d'accès local en position déterminée ?

Orange conteste l'analyse de l'Arcep conduisant à la désignation d'Orange comme opérateur puissant sur le marché 3a.

Orange renvoie au point de synthèse « Pertinence du marché 3a et désignation d'un opérateur exerçant une influence significative sur le marché » de la section « Les enjeux du nouveau cycle d'analyses des marchés ».

### 4 Obligations imposées à l'opérateur exerçant une influence significative

---

#### 4.1 Principes généraux relatifs à la détermination des obligations imposées à l'opérateur exerçant une influence significative sur un marché

#### 4.2 Obligation de faire droit aux demandes raisonnables d'accès

---

**question 3.** Quelle appréciation avez-vous des délais de préavis applicables dans les ZTD et en ZMD afin de permettre aux opérateurs commerciaux de venir raccorder le réseau de fibre optique dans les zones concernées par un projet de fermeture ?

Orange propose de fixer un délai de prévenance unique à 18 mois pour la fermeture commerciale, à la fois en ZTD et ZMD, et ce pour l'ensemble des offres (généralistes et spécifiques aux entreprises) et technologies sur support cuivre (notamment le RTC).

Orange renvoie à la partie 4.2 du point de synthèse « Fermeture du réseau cuivre » de la section « Les enjeux du nouveau cycle d'analyses des marchés ».

Par ailleurs, dans des situations particulières telles, que les projets importants de dévoiement de réseau ou les catastrophes naturelles (inondation de NRA par exemple), qui impliqueraient des

investissements conséquents et économiquement non pertinents en cas de remise à niveau du réseau de boucle locale cuivre, Orange souhaite avoir la possibilité de mettre en œuvre la fermeture commerciale puis technique de son réseau avec des délais de prévenance plus réduits et avec des conditions associées moins contraignantes s'agissant notamment de la présence des opérateurs. Des expérimentations sur ces cas particuliers pourraient être envisagées durant le prochain cycle d'analyse de marché.

**question 4.** Quelle appréciation avez-vous des délais de préavis applicables pour la fermeture commerciale des accès spécifiques entreprises ? Notamment : est-il envisageable d'appliquer un délai de prévenance identique à celui appliqué pour les accès généralistes, et donc réduit à 18 mois au sein de la ZMD ?

Orange estime nécessaire d'aligner les délais de prévenance entre les offres spécifiques aux entreprises et les offres généralistes et propose, comme rappelé ci-dessus, de fixer un délai de prévenance unique à 18 mois pour la fermeture commerciale, à la fois en ZTD et ZMD, et ce pour l'ensemble des offres.

Orange renvoie à la partie 4.2 du point de synthèse « Fermeture du réseau cuivre » de la section « Les enjeux du nouveau cycle d'analyses des marchés ».

**question 5.** L'Autorité considère que, pour la période de la présente analyse de marché, il ne serait pas envisageable que certains locaux puissent ne pas être raccordables au réseau fibre à l'issue du délai de prévenance, au moment de procéder à la fermeture commerciale. Quelle est votre appréciation de cette condition ?

Orange considère que la fermeture commerciale doit pouvoir être effective dans une zone donnée, dès lors que la complétude FttH est globalement assurée par l'OI en charge de la zone, tout en permettant de desservir à titre exceptionnel avec des technologies alternatives (notamment 4G et demain 5G, voire satellite) les logements non couverts en FttH.

Orange renvoie à la partie 4.1 du point de synthèse « Fermeture du réseau cuivre » de la section « Les enjeux du nouveau cycle d'analyses des marchés ».

**question 6.** Concernant les locaux raccordables à la demande, un délai pouvant aller jusqu'à six mois est laissé à l'opérateur d'infrastructure pour les rendre raccordables par l'opérateur. Or, ce délai apparaît long du point de vue de l'utilisateur s'il n'a plus accès à une offre cuivre par ailleurs.

Par conséquent, serait-il envisageable, moyennant un engagement de l'opérateur d'infrastructure à raccourcir ce délai, et la présence effective d'au moins une offre de détail pour les locaux raccordables sur demande, de considérer, en cohérence avec le critère d'un réseau de fibre intégralement déployé, qu'à l'échéance du délai de prévenance de fermeture, une proportion limitée des locaux sur la zone soit raccordable à la demande ? Le cas échéant, quel délai maximal pour rendre ces locaux raccordables serait acceptable ? Avec un tel délai, quelle serait la proportion tolérable de locaux raccordables à la demande à l'échéance du délai de prévenance de fermeture ?

Orange accueille avec circonspection les réflexions de l'Autorité sur une adaptation des modalités de raccordements par l'OI des locaux raccordables à la demande, considérant qu'il n'y a pas à date suffisamment de retour d'expérience sur le traitement opérationnel des locaux raccordables à la demande.

Orange estime en tout état de cause nécessaire de clarifier les critères et contraintes pesant sur l'OI s'agissant de l'encadrement des locaux raccordables à la demande, et renvoie à la réponse à la partie « Disponibilité de la fibre sur l'ensemble du territoire » du document mis en consultation sur les dispositions et recommandations envisagées par l'Arcep précisant les modalités de l'accès aux lignes FttH.

**question 7.** Dans les zones rurales, estimez-vous qu'une condition supplémentaire soit nécessaire concernant la disponibilité d'une offre d'accès à des liens de collecte ? Des évolutions de l'offre de fibre noire « LFO » vous apparaissent-elles nécessaires à cet égard ?

Orange considère qu'il n'y a pas lieu à poser d'autres conditions s'agissant de la disponibilité d'une offre de liens de collecte pour les zones rurales.

Orange propose déjà l'offre LFO sur l'ensemble du territoire, aussi bien en zones urbaines qu'en zones rurales. Cette offre permet à tout opérateur de raccorder les NRA et NRO, dans des conditions opérationnelles et économiques satisfaisantes, en vue de collecter les trafics issus des boucles locales cuivre et fibre optique. La tarification de l'offre LFO, qui dépend de la taille des NRA raccordés, est notamment adaptée pour les petits NRA, ce qui profite à la zone rurale. L'offre LFO est ainsi largement utilisée par les opérateurs tiers, avec une couverture à date de près de [...] % des lignes au niveau national par au moins un opérateur tiers, soit une présence d'au moins un opérateur tiers dans une très large partie des zones rurales. En outre, on compte aujourd'hui de nombreuses offres concurrentes à l'offre LFO en zones rurales, dans le cadre de RIP. Il n'y a donc pas lieu de faire évoluer les conditions de l'offre LFO en zones rurales.

Orange estime à ce titre que l'élément déterminant pour favoriser la venue des opérateurs tiers aux NRO en zones rurales est de positionner les NRO dans les NRA, voire à proximité immédiate, car cela facilite grandement la venue sur le FttH des opérateurs déjà présents au titre du DSL.

**question 8.** Quelle appréciation avez-vous de la présence suffisante d'opérateurs commerciaux au PM pour enclencher une fermeture commerciale rapide à la maille de ce PM ? En particulier, est-il nécessaire que soient présents tous les opérateurs commerciaux d'envergure nationale qui investissent pour être présents sur le réseau FttH au moyen des offres d'accès passives ?

Orange considère que le critère d'évaluation de la présence d'un « nombre suffisant » d'OC rend le dispositif flou. Orange appelle l'Arcep à préciser ce critère, qui pourrait être fixé à la présence de deux OC, ce qui serait en mesure de traduire un niveau de concurrence effective sur le marché de détail.

En tout état de cause, Orange conteste la disposition qui nécessiterait la présence au PM de tous les OC d'envergure nationale qui investissent avant d'engager une fermeture commerciale rapide, ce qui la rendrait inapplicable en pratique.

**question 9.** Quelle appréciation avez-vous des offres de gros nécessaires sur le réseau de fibre pour une fermeture commerciale des accès spécifiques entreprises ?

Orange estime que les notions de « *conditions tarifaire et techniques comparables aux offres SDSL* » pour les offres spécifiques à destination des entreprises, ou encore de « *conditions techniques et économiques suffisamment proches* », sont floues et risquent de rendre le dispositif difficilement applicable en pratique, notamment s'agissant de l'appréciation des niveaux tarifaires des offres sur fibre optique.

Orange demande à l'Arcep de définir des critères simples et objectifs, de sorte à ce que la stratégie d'un opérateur, notamment sur le plan tarifaire, ne puisse pas remettre en cause la possibilité pour Orange de fermer son réseau cuivre.

**question 10.** Quelle appréciation avez-vous du délai de prévenance nécessaire pour l'adaptation, voir la fin de fourniture, de certains processus de rétablissement de dérangements ?

Orange envisage, dans des conditions restant à définir, une adaptation de ses processus de maintenance du réseau cuivre une fois la fermeture commerciale actée dans une zone donnée de manière à éviter d'entreprendre des réparations sur le réseau de boucle locale cuivre qui seraient non pertinentes puisque ce réseau a vocation à être fermé très rapidement.

Le délai de prévenance de 6 mois proposé par l'Arcep est jugé satisfaisant par Orange.

**question 11.** Quelle appréciation avez-vous du délai de prévenance nécessaire pour la fermeture technique d'un NRA, d'un sous-répartiteur ou d'un ensemble de lignes ?

Orange considère comme pertinent et raisonnable le délai de 12 mois entre l'atteinte des critères de fermeture commerciale et la mise en œuvre de la fermeture technique.

**question 12.** Selon vous, au regard des modalités d'accès existantes sur les différents réseaux FttH et du niveau de concurrence sur le marché de gros activé FttH à destination des entreprises, est-il nécessaire de faire évoluer les modalités existantes d'accès adapté ?

Orange considère que l'Arcep n'est pas en mesure d'imposer à Orange l'obligation de fournir une offre de marque blanche et une offre FttH adaptée pour le marché Entreprise.

Orange renvoie au point de synthèse « Pertinence du marché 3a et désignation d'un opérateur exerçant une influence significative sur le marché » de la section « Les enjeux du nouveau cycle d'analyses des marchés ».

#### **Précisions sur l'offre de marque blanche**

Depuis 2017, il existe une dynamique forte sur le marché des offres activées FttH avec l'apparition de nombreuses offres de gros de « bitstream », en particulier à destination des professionnels : outre les offres de la plupart des opérateurs de RIP, plusieurs OC d'envergure nationale (Kosc, SFR et Bouygues Telecom) ont lancé des offres FttH activées livrées au niveau national. Comme le mentionne l'Arcep, cette pluralité d'offres couvrirait déjà plus de 85 % de l'ensemble des réseaux FttH déployés mi 2019, ce taux étant en progression constante du fait des déploiements rapides en cours des divers opérateurs nationaux pour raccorder l'intégralité des PM tant en ZTD qu'en ZMD. C'est le cas notamment de Bouygues Télécom qui complète sa couverture FttH, tant en ZTD qu'en ZMD, de manière à être présents sur 100 % des prises d'ici 2022.

La perspective d'une couverture complète du FttH par les offres activées dès le début du prochain cycle d'analyse des marchés, et ce avec un degré élevé de concurrence sur le marché de gros, est donc bien réelle. Par conséquent, Orange conteste l'appréciation de l'Arcep selon laquelle l'obligation de proposer une offre en marque blanche serait encore nécessaire pour 3 ans supplémentaires au titre d'un hypothétique complément de couverture. Cette obligation n'a plus lieu d'être, d'autant que le plancher tarifaire imposé par l'Autorité, au titre de la règle de non-éviction d'un opérateur théoriquement efficace bénéficiant d'un accès passif dans le cadre d'une offre adaptée, est surestimé au détriment *in fine* de l'utilisation effective de l'offre de marque blanche et de l'animation du marché de détail.

Orange demande donc le retrait de cette obligation et la possibilité de maintenir son offre de marque blanche dans un cadre purement commercial.

### **Précisions sur l'offre FttH adaptée pour le marché Entreprise**

S'agissant de l'offre FttH adaptée aux opérateurs spécialisés sur le marché des entreprises, il est contradictoire que l'Arcep maintienne une régulation asymétrique qui ne concernerait que le réseau FttH d'Orange – qui ne couvrira à terme qu'à peine plus de la moitié des lignes – alors que l'Arcep prévoit par ailleurs, dans son projet d'évolution du cadre symétrique de mutualisation de la fibre, que tout OI dispose d'une offre de location sur le segment NRO-PM à destination notamment des petits opérateurs desservant la clientèle Entreprise.

Orange demande donc le retrait d'une telle obligation d'offre FttH adaptée pour le marché Entreprise.

**question 13.** Quelle est votre appréciation du niveau tarifaire pertinent pour les offres avec qualité de service renforcée sur boucle locale optique mutualisée ?

Orange conteste le principe d'un encadrement, dans le cadre d'une décision de régulation asymétrique qui ne s'appliquerait qu'à Orange, des offres d'accès passif avec qualité de service renforcée sur la boucle locale optique mutualisée fournies par Orange, dès lors que l'Arcep prévoit par ailleurs de faire évoluer le cadre symétrique de mutualisation de la fibre en imposant à tout OI de proposer de telles offres.

Orange demande ainsi à l'Arcep, afin d'assurer un traitement homogène et cohérent entre l'ensemble des OI, de retirer de son projet de décision l'ensemble des obligations relatives à la fourniture par Orange d'offres d'accès passif avec qualité de service renforcée sur la boucle locale optique mutualisée, en particulier s'agissant de l'encadrement des niveaux tarifaires de ces offres.

**question 14.** Avez-vous des observations sur l'obligation de faire droit aux demandes raisonnables d'accès imposée à l'opérateur exerçant une influence significative sur le marché pertinent de la fourniture en gros d'accès local en position déterminée, et sur les précisions de cette obligation portant sur le dégroupage de la boucle locale de cuivre, l'accès passif aux boucles locales optiques, et les ressources et services associés à la fourniture de l'accès local en position déterminée ?

### **Accès à la boucle locale cuivre**

L'Autorité envisage le maintien des prestations existantes lorsqu'elles sont susceptibles de répondre aux obligations imposées par la précédente analyse de marché, et n'interroge pas sur la possibilité de lever l'obligation de certaines prestations qui ne paraîtraient plus proportionnées eu égard, notamment, aux évolutions technologiques ou de marché les rendant obsolètes.

Le parc d'accès cuivre étant amené à diminuer significativement au cours du prochain cycle d'analyse de marché – il est ainsi prévu que le parc d'accès FttH dépasse le parc d'accès cuivre en [...] –, l'évolution du périmètre concurrentiel sur le marché du haut et très haut débit devrait ainsi conduire l'Arcep à alléger progressivement les obligations d'Orange sur le réseau cuivre.

Orange considère à ce titre que l'Arcep doit démontrer la pertinence de maintenir chaque obligation imposée à Orange s'agissant de l'accès au réseau cuivre, notamment les ressources et services associés, à l'aune de la dynamique de migration engagée du cuivre vers la fibre et de la perspective à moyen terme de la fermeture du réseau cuivre.

### **Processus de commande d'accès**

Orange prend note des dispositions maintenues par l'Arcep dans son projet de décision pour le prochain cycle d'analyse de marché s'agissant notamment de la mise à disposition des informations



sur les lignes déconstruites, de l'envoi d'un SMS au client lors d'échec de confirmation du rendez-vous, de la fourniture d'informations supplémentaires lors d'une résiliation suite à déménagement, de la gestion des migrations et du processus de transfert de ligne avec portabilité du numéro.

Au cours du cycle actuel d'analyse de marché, et pour faire suite aux besoins exprimés par les opérateurs dans le cadre des réunions multilatérales, Orange a proposé des expérimentations et des adaptations de ses processus de production des accès dégroupés :

- Orange a développé et déployé des outils informatiques afin de fiabiliser la qualité des interventions de ses techniciens lors des processus de production, notamment l'outil NEW-DAE qui impose la réalisation d'un test électrique par le technicien afin de valider les caractéristiques de l'accès créé et permet ainsi d'éviter des dysfonctionnements au moment de la mise en service de l'accès ;
- Orange fait évoluer le fichier de suivi des instances pour le remplacer par un compte rendu intermédiaire normalisé qui apportera plus de précision aux opérateurs sur le traitement et le suivi des commandes en cours ;
- enfin, Orange fait évoluer son outil d'éligibilité et de d'interrogation des caractéristiques du réseau cuivre, pour offrir une interface plus efficace d'analyse des résultats. Les éléments techniques ont été communiqués fin 2019 aux opérateurs et un fonctionnement en parallèle des deux applications sera mise en place sur le second semestre 2020.

Orange a fait évoluer ses processus dans l'objectif de diminuer le taux d'échec d'accès à la boucle locale lors des commandes des opérateurs. Le principe retenu pour ces adaptations consiste à assouplir les règles de rejet des commandes opérateurs pour les causes en lien avec le client final. Les opérateurs doivent en effet collecter auprès de leurs clients des informations fiables (adresses, raison sociale, numéro de confirmation du rendez-vous, ligne existante ou ligne à construire) afin d'envoyer des bons de commande exploitables permettant une production efficace des accès. Orange a modifié ses consignes d'intervention en essayant de traiter (y compris dans un mode différé) des commandes qui auraient dû être rejetées, comme par exemple les cas où les clients n'ont pas effectué les travaux nécessaires au raccordement sur le domaine privé, les cas comportant des erreurs sur les compléments d'adresses (mauvais bâtiment) dans la commande, ou les cas de non réponse des clients lors des appels préalables de confirmation des rendez-vous.

### **Rétablissement des dérangements**

Au cours du cycle actuel d'analyse de marché, et pour faire suite aux besoins exprimés par les opérateurs dans le cadre des réunions multilatérales, Orange a proposé des expérimentations et des adaptations de ses processus de rétablissement des dérangements pour les accès dégroupés.

Orange a ainsi mené une expérimentation visant à offrir aux opérateurs la possibilité de déposer une expertise dès le rang 2 des tickets d'incidents, afin de raccourcir les délais de traitement SAC. Au terme de cette période de test, l'analyse n'a pas permis de mettre en évidence les avantages d'une telle évolution, aussi la généralisation n'a pas été prononcée.

Orange a aussi mis en œuvre un mécanisme d'échange d'informations dans le cadre des dérangements collectifs, dont l'objectif est de donner aux opérateurs une meilleure visibilité sur les causes, les impacts et les durées prévisionnelles des incidents concernant plus de trois accès dégroupés. Cette expérimentation débutée fin 2018 pour le dégroupage et le bitstream DSL devrait faire l'objet d'une généralisation courant 2020.

À la demande des opérateurs, dans le cadre de la maintenance curative des accès, Orange a élargi le périmètre autorisé pour une intervention des techniciens des opérateurs tiers aux points de concentration de son réseau. Cela inclut tous les équipements ne présentant pas de risque sur la santé et la sécurité des intervenants des opérateurs tiers.

### **Signalisations à tort**

L'Arcep propose de supprimer une disposition de l'analyse de marché reconnaissant la possibilité d'une pénalité en cas de signalisation à tort, à l'encontre d'un opérateur tiers déposant une signalisation de défaut non franc alors que l'accès est en réalité totalement interrompu. Orange maintient qu'une telle erreur de l'opérateur conduit à des impacts dans l'organisation d'Orange, dans la réservation des ressources ayant les compétences pour réaliser ces interventions et dans le traitement général de la maintenance des accès cuivre. Il est à noter que, dans ces cas, la pénalité vient en remplacement du paiement de la prestation de SAV+ commandée par l'opérateur. Cette pénalité doit donc être conservée dans le périmètre du dégroupage car elle n'est pas financièrement disproportionnée et présente la vertu d'inciter les opérateurs à une bonne qualification du défaut constaté afin que les ressources allouées au rétablissement par Orange soient les mieux adaptées à la difficulté rencontrée.

### **Migrations vers le dégroupage**

L'Arcep estime qu'Orange doit proposer une prestation de migration en nombre permettant de transférer les offres de vente en gros de l'abonnement RTC analogiques et numériques (VGA) vers le dégroupage total et l'offre de gros activée DSL nu.

Le couplage des technologies DSL et RTC permet en fait de partager une ligne cuivre en deux services – en exploitant séparément la bande basse en RTC et la bande haute en DSL – que le client peut souscrire auprès de deux fournisseurs de services commerciaux différents.

Pour un tel accès mixte, les deux opérateurs sont alors susceptibles de solliciter chacun une migration. Pour éviter un écrasement non voulu par l'un de ces deux opérateurs ou le client final, il est ainsi nécessaire que l'offre de migration en nombre de la VGA vers le dégroupage total ou l'offre de gros activée DSL nu soit limitée aux seuls cas suivants :

- la ligne cuivre n'est l'objet que d'un accès en VGA (i.e. la bande haute est libre), ou
- les services RTC/VGA et DSL haut débit sont fournis par le même opérateur.

Orange demande ainsi à l'Arcep de restreindre l'offre de migration en nombre à ces deux seuls cas.

Dans le cadre du groupe de travail sur l'arrêt du RTC, Orange a entrepris un chantier pour définir des typologies de migrations en fonction de l'offre existante et de l'offre cible. Ce travail d'élaboration d'une « matrice de migration » a déjà fait l'objet de plusieurs présentations aux opérateurs concernés et à l'Arcep. Les premières offres de migration en nombre seront proposées dès l'expérimentation d'arrêt technique du RTC qui sera menée sur quelques communes d'ici fin 2021. En fonction des enseignements de cette expérimentation, ces offres de migration pourront évoluer jusqu'aux premières fermetures de plaques prévues fin 2023.

### **Cas particuliers des nouveaux immeubles éventuellement non raccordés au réseau cuivre**

Orange a initié depuis 2014 le programme ZLIN (Zones Logements Immeubles Neufs) visant à ne pas raccorder à la boucle locale cuivre certains immeubles neufs équipés en FttH, et ainsi éviter des investissements non pertinents dans la perspective de la migration à terme vers la fibre.

Orange partage le souhait exprimé par l'Arcep que le programme ZLIN puisse être étendu aux zones de réseaux FttH déployés par des OI tiers. À cet effet, Orange a mis en place un protocole qui est proposé à l'OI de la zone concernée, afin notamment d'encadrer les échanges d'informations avec Orange sur les immeubles neufs, de manière à ce qu'Orange puisse assurer ses obligations vis-à-vis des opérateurs clients de ses offres de gros. Seul un OI a souhaité s'inscrire à date dans ce dispositif, à titre expérimental.

Orange attire l'attention de l'Arcep sur la difficulté de prise en compte de l'immobilier neuf dans les zones de déploiements FttH. Orange appelle ainsi de ses vœux la mise en œuvre par les OI de

mécanisme de détection des projets de construction de sorte à ce que les futurs occupants puissent bénéficier d'offres commerciales sur fibre dès leur emménagement.

Orange renvoie à la réponse à la partie « Disponibilité de la fibre sur l'ensemble du territoire » du document mis en consultation sur les dispositions et recommandations envisagées par l'Arcep précisant les modalités de l'accès aux lignes FttH.

En tout état de cause, Orange continuera à diffuser la liste des logements concernées par le programme ZLIN avec un prévis suffisant. Orange prend note de l'attention particulière demandée par l'Autorité pour les immeubles neufs dans des zones où des entreprises sont présentes.

#### **Déploiement intégral de l'infrastructure FttH, notamment en ce qui concerne les immeubles entreprise**

Orange considère que ces dispositions relèvent du cadre symétrique de régulation de la fibre et n'ont pas vocation à être imposées une nouvelle fois, au titre de la régulation asymétrique, à la boucle locale optique mutualisée d'Orange.

Orange rappelle néanmoins sa volonté de raccorder les immeubles dédiés Entreprise, dont certaines spécificités peuvent rendre inapplicables les processus classiques d'exploitation et maintenance des accès FttH. Pour adresser ces situations, Orange a initié une expérimentation, qui doit se terminer en septembre 2020, visant à déployer une ingénierie particulière, qui matérialise un point de livraison des accès dans un local technique et laisse au gestionnaire de l'immeuble la responsabilité de la desserte interne du site.

#### **4.3 Obligation de fournir l'accès dans des conditions non-discriminatoires**

<p><b>question 15.</b> Avez-vous des observations liées aux dispositions prévues dans le cadre de l'obligation de fournir l'accès dans des conditions non-discriminantes imposée à l'opérateur exerçant une influence significative sur le marché pertinent de la fourniture en gros d'accès local en position déterminée, ou liées aux précisions de cette obligation portant sur la notion d'équivalence d'accès et l'accès à la boucle locale de cuivre et à la sous-boucle de cuivre ?</p>
--

Orange prend acte de la stabilité du cadre s'agissant de l'obligation de fournir l'accès à la boucle locale cuivre dans des conditions non-discriminantes.

Orange approuve le choix de l'Arcep de ne pas imposer d'obligation de non-discrimination spécifique à la boucle locale optique d'Orange, au-delà de l'obligation de non-discrimination résultant déjà du cadre symétrique, compte tenu des actions déjà mises en œuvre par Orange.

#### **Accès aux arbres PON en ZTD**

Orange continuera d'informer l'Autorité de tous les éléments nécessaires à la vérification de conditions d'exercice d'une concurrence loyale entre les opérateurs dans le cadre de l'offre commerciale d'accès à ses arbres PON basée sur des conditions techniques et tarifaires à destination de l'ensemble des opérateurs.

#### **Adduction des PMI en ZTD**

Orange poursuivra ses actions pour résoudre les difficultés rencontrées par les opérateurs pour l'adduction des PMI en ZTD. L'Autorité pilote au travers d'un groupe de travail multi-opérateur, auquel Orange participe activement, l'évolution de la situation opérationnelle et la mise en place de solutions adaptées à chaque situation. Orange poursuit son objectif d'un traitement sans délais des difficultés remontées par les opérateurs pour rester sur un mode de traitement de type flux.

### **Engagements sur processus opérationnels**

Orange a fait évoluer au cours du cycle d'analyse de marché actuel ses processus industriels en matière de systèmes d'information. Ces évolutions ont concerné notamment les domaines de l'éligibilité FttH (alimentation sur la base des mêmes flux IPE), du contrôle des commandes (mise en œuvre d'un module commun de contrôle), du passage en outils communs des outils d'aide à la commande (TAO) et de mutation de route optique en autonomie (e-mutation). Orange poursuivra les actions complémentaires initiées durant l'actuel cycle d'analyse de marché, notamment sur la communication des feuilles de routes de développement SI et sur le domaine du SAV.

### **Équivalence des intrants sur les offres d'accès passif avec qualité de service renforcée sur réseau FttH avec adaptation de l'architecture**

L'Arcep entend imposer à Orange la mise en œuvre du principe d'équivalence des intrants sur les prestations de gros d'accès passif avec qualité de service renforcée sur réseau FttH avec adaptation de l'architecture (i.e. les offres de gros FttE).

Orange considère que ces dispositions relèvent du cadre symétrique de régulation de la fibre et n'ont pas vocation à être imposées une nouvelle fois, au titre de la régulation asymétrique, à la boucle locale optique mutualisée d'Orange.

#### **4.4 Obligation de transparence et de publication d'informations concernant l'accès**

**question 16.** Avez-vous des observations liées à l'obligation de transparence et de publication d'informations concernant l'accès imposée à l'opérateur exerçant une influence significative sur le marché pertinent de la fourniture en gros d'accès local en position déterminée ?

Orange n'a pas de commentaires sur ce domaine qui ne présente pas d'évolution par rapport aux dispositions du cycle actuel d'analyse de marché.

#### **4.5 Qualité de service**

**question 17.** Quelle est votre appréciation du principe de réajustement du seuil des indicateurs de qualité de service selon l'évolution de la localisation du parc d'abonnés sur cuivre dans les différentes zones du territoire ?

L'Arcep devrait envisager un mécanisme de réajustement pertinent pour tenir compte de la déformation du parc d'accès cuivre, fondé sur des niveaux chiffrés raisonnables.

Orange renvoie à la partie 5.3 du point de synthèse « Fixation de niveaux de qualité de service sur les marchés de gros » de la section « Les enjeux du nouveau cycle d'analyses des marchés ».

**question 18.** Quelle est votre appréciation d'un principe d'évaluation globale de la qualité de service par typologie d'indicateurs ?

L'Arcep devrait envisager un mécanisme d'évaluation de la qualité de service fondé sur des niveaux raisonnables, avec notamment, pour les accès généralistes, la détermination d'indicateurs composites au niveau national par domaines d'activités.

Orange renvoie à la partie 5.2 du point de synthèse « Fixation de niveaux de qualité de service sur les marchés de gros » de la section « Les enjeux du nouveau cycle d'analyses des marchés ».

**question 19.** Avez-vous des observations liées aux obligations relatives à la qualité de service et imposées à l'opérateur exerçant une influence significative sur le marché pertinent de la fourniture en gros d'accès local en position déterminée, à savoir les obligations portant sur l'engagement contractuel vis-à-vis des opérateurs clients de ce dernier, le respect de seuils chiffrés, et la publication d'indicateurs de qualité de service ?

### **Engagement contractuel**

Dans le contexte actuel de migration des accès cuivre vers les réseaux FttH tant en zone d'initiative privée qu'au niveau des RIP, qui se traduit par une baisse très importante du parc d'accès cuivre en service (- 2,1 millions, soit - 7.4 % au cours des 12 derniers mois), Orange poursuit ses efforts pour entretenir son réseau de boucle locale cuivre et maintenir un bon niveau de qualité de service, ce qui suppose d'allouer une part significative de ressources pour les interventions en production et SAV.

S'agissant des engagements de niveau de qualité de service et des pénalités associées, les mécanismes existent déjà dans l'offre de dégroupage. Orange estime que le nombre de pénalités et les montants associés sont suffisamment proportionnés et dissuasifs tant pour Orange que pour les opérateurs afin de garantir le bon fonctionnement des processus.

Dans le souci d'améliorer la justification des pénalités facturées, Orange a accepté le principe d'étudier la possibilité d'échanger des valeurs électriques lors de tickets SAV. Cette étude est en train d'aboutir à une expérimentation nommée synoptic 2020, qui consiste à l'introduction de mécanismes de contrôle sur la base des synchronisations des équipements clients tout au long du parcours de maintenance, afin de permettre de meilleurs échanges lors des clôtures d'incident en signalisations transmises à tort, qui aujourd'hui génèrent, du fait d'aléas terrain, des débats sur les responsabilités respectives d'Orange et des opérateurs.

### **Respect de seuils chiffrés**

Orange s'oppose à l'introduction de seuils chiffrés dans le cadre des obligations de qualité de service pour ses offres de gros généraliste.

Orange renvoie à la partie 5.1 du point de synthèse « Fixation de niveaux de qualité de service sur les marchés de gros » de la section « Les enjeux du nouveau cycle d'analyses des marchés ».

En complément des remarques d'Orange sur la définition de manière arbitraire des seuils chiffrés, sans tenir compte des moyens et ressources qui devront être mis en œuvre pour les atteindre, Orange constate que certains des indicateurs envisagés par l'Arcep relèvent d'une responsabilité partagée entre Orange, l'opérateur de service et le client final. Cette situation ne permet donc pas à Orange de s'engager sur des niveaux à atteindre pour ces indicateurs, qui sont influencés également par la performance opérationnelle des opérateurs tiers

Orange ne peut en tout état de cause se voir imposer l'atteinte d'un niveau de qualité de service sur un indicateur dont le périmètre global ne serait pas sous sa responsabilité.

### **Fourniture des données brutes utilisées pour le calcul des indicateurs de qualité de service**

Orange prend acte de l'obligation qui lui est imposée de fournir à l'Arcep à sa demande les données brutes servant à l'élaboration des indicateurs. Orange rappelle que cela nécessitera la mise en place d'extractions lourdes dans différents SI, bases de données et infocentres d'Orange et imposera un délai de mise à disposition des données.

## **4.6 Contrôle tarifaire**

**question 20.** Avez-vous des observations liées aux dispositions relatives au contrôle tarifaire et aux obligations imposées dans le cadre de ce contrôle à l'opérateur exerçant une influence

significative sur le marché pertinent de la fourniture en gros d'accès local en position déterminée ?

### **Reconduction d'un encadrement tarifaire pluriannuel**

Orange n'est pas opposée à l'instauration d'un encadrement pluriannuel du tarif du dégroupage, à la condition qu'un tel encadrement puisse permettre à Orange de recouvrer l'intégralité de ses coûts et donc intégrer une clause de revoyure du plafond pour une année donnée, au cas où les éléments de coûts prévisionnels s'éloigneraient significativement des hypothèses retenues initialement pour le calcul du plafond.

### **Modulation géographique des tarifs du dégroupage**

Orange est surprise de la position expéditive et non argumentée de l'Arcep qui considère qu'elle ne dispose pas à ce stade « *d'éléments permettant de démontrer l'efficacité d'une éventuelle modulation géographique du tarif pour inciter à une migration vers la fibre ou au vidage du réseau cuivre* », alors qu'Orange a fourni de nombreux éléments étayant cette demande.

Orange maintient sa position comme quoi une augmentation ciblée du tarif du dégroupage dans une zone où la fermeture commerciale du réseau cuivre est envisagée à court terme, est de nature à favoriser la dynamique de migration des accès dégroupés vers la fibre, et à inciter notamment les opérateurs tiers à migrer leurs parcs résiduels d'accès cuivre.

### **Tarification du dégroupage total**

Orange considère que le tarif du dégroupage total doit augmenter progressivement au cours du prochain cycle d'analyse de marché, afin de permettre une juste rémunération des coûts supportés par Orange dans la perspective de la migration du cuivre vers la fibre.

Orange renvoie au point de synthèse « Tarification du dégroupage total » de la section « Les enjeux du nouveau cycle d'analyses des marchés ».

L'Arcep évoque deux méthodes pour estimer les coûts liés aux produits ayant la paire de cuivre pour support :

- la projection des coûts tels qu'issus de la comptabilité réglementaire d'Orange, notamment caractérisée par des coûts de patrimoine en coûts courants économiques,
- les coûts tels qu'issus de la modélisation ascendante de la boucle locale optique mutualisée développée par l'Autorité.

Orange estime que la première méthode, fiabilisée par une longue pratique, est la référence de coûts pertinente pour la tarification, car elle s'appuie sur les coûts prévisionnels projetés à partir de la comptabilité réglementaire d'Orange et constitue ainsi la seule méthode permettant une juste rémunération des coûts pour Orange.

Orange émet beaucoup de réserve sur l'application de la seconde méthode pour déterminer le tarif d'accès à la boucle locale cuivre, eu égard, d'une part, au biais méthodologique que soulève le recours à la modélisation d'un réseau FttH pour reproduire le réseau cuivre (topologies différentes, nécessité d'activer le réseau FttH pour avoir une offre de type dégroupage au NRO...) et, d'autre part, à la complexité d'une telle modélisation et à la difficulté d'appréhender correctement les différentes hypothèses de coût et de déploiement sur un périmètre national. Cela amène Orange à avoir de sérieux doutes sur les résultats.

Orange estime ainsi indispensable de continuer à s'appuyer sur sa comptabilité réglementaire pour déterminer les tarifs de l'accès à la boucle locale cuivre. Orange considère que l'approche mixant les deux méthodes, tenant compte à la fois de la comptabilité réglementaire et de la modélisation ascendante de la BLOM, reste prématurée notamment au vu des nombreuses incertitudes pesant sur le modèle élaboré par l'Arcep. En tout état de cause, Orange s'oppose à toute démarche radicale

visant à ne fonder désormais les tarifs que sur la seconde méthode. Une telle approche serait contestable et inéquitable à partir du moment où cela pourrait conduire à ce qu'Orange ne puisse recouvrer les coûts engagés pour le bon fonctionnement du réseau de boucle locale cuivre, notamment les investissements et les charges consentis pour maintenir la qualité de service.

#### 4.7 Obligations de comptabilisation des coûts et de séparation comptable

---

**question 21.** Avez-vous des observations liées aux obligations de comptabilisation des coûts et de séparation comptable imposées à l'opérateur exerçant une influence significative sur le marché pertinent de la fourniture en gros d'accès local en position déterminée ?

Orange considère que les évolutions du marché, notamment s'agissant de la migration du cuivre vers la fibre, doivent conduire l'Arcep à alléger les obligations imposées à Orange en matière de séparation comptable, d'une manière générale, et en particulier pour l'offre de dégroupage.

Un tel allègement pourrait *a minima* se traduire par la levée de l'obligation de publication des comptes séparés. Cette obligation mobilise des ressources pour Orange alors qu'elle n'a en pratique aucun intérêt matériel pour le développement de l'intensité concurrentielle sur le marché.

\*\*\* \*\*

\*\*\* \*\*



## Analyse du marché 3b de fourniture en gros d'accès central en position déterminée à destination du marché de masse

---

### 1 Introduction

### 2 Définition du marché pertinent : la fourniture en gros d'accès central en position déterminée

---

**question 1.** Avez-vous des observations portant sur la définition du marché pertinent de la fourniture en gros d'accès central en position déterminée ?

### 3 Désignation d'un opérateur exerçant une influence significative

---

**question 2.** Avez-vous des observations sur la désignation d'un opérateur exerçant une influence significative sur le marché pertinent de la fourniture en gros d'accès central en position déterminée ?

### 4 Obligations imposées à l'opérateur exerçant une influence significative

---

#### 4.1 Principes généraux relatifs à la détermination des obligations imposées à l'opérateur exerçant une influence significative sur un marché

#### 4.2 Segmentation géographique des obligations imposées

---

**question 3.** Au précédent cycle, les obligations de transparence et tarifaires faisaient l'objet d'une adaptation, dans le sens d'un allègement, dans la zone concurrentielle. Estimez-vous que la situation concurrentielle permet ou justifie, pour le cycle à venir, des allègements complémentaires dans la zone concurrentielle ?

L'Arcep définit la zone concurrentielle comme l'ensemble des NRA dégroupés où au moins un opérateur tiers propose ou est susceptible de proposer, sur la base du dégroupage, des offres de gros d'accès DSL activés alternatives à celles d'Orange, et considère en pratique qu'il n'est pas nécessaire d'imposer une obligation tarifaire à Orange sur cette zone. L'Arcep reconnaît donc implicitement que la puissance de marché d'Orange sur le marché n'est ni évidente ni pérenne dans cette zone considérée comme concurrentielle.

Orange estime ainsi qu'il convient de lever toutes les obligations imposées au niveau de la zone concurrentielle et non pas uniquement les obligations de transparence et tarifaires, voire de redéfinir le contour géographique du marché en le restreignant à la zone où aucun opérateur tiers ne propose ou n'est susceptible de proposer des offres de gros activées alternatives (soit en DSL sur la base du dégroupage, soit en FttH).

#### 4.3 Obligation de faire droit aux demandes raisonnables d'accès

---

**question 4.** Quelle appréciation avez-vous des délais de préavis applicables dans les ZTD et en ZMD afin de permettre aux opérateurs commerciaux de venir raccorder le réseau de fibre optique dans les zones concernées par un projet de fermeture ?

**question 5.** Quelle appréciation avez-vous des délais de préavis applicables pour la fermeture commerciale des accès spécifiques entreprises ? Notamment : est-il envisageable

d'appliquer un délai de prévenance identique à celui appliqué pour les accès généralistes, et donc réduit à 18 mois au sein de la ZMD ?

**question 6.** L'Autorité considère que, pour la période de la présente analyse de marché, il ne serait pas envisageable que certains locaux puissent ne pas être raccordables au réseau fibre à l'issue du délai de prévenance, au moment de procéder à la fermeture commerciale. Quelle est votre appréciation de cette condition ?

**question 7.** Concernant les locaux raccordables à la demande, un délai pouvant aller jusqu'à six mois est laissé à l'opérateur d'infrastructure pour les rendre raccordables par l'opérateur. Or, ce délai apparaît long du point de vue de l'utilisateur s'il n'a plus accès à une offre cuivre par ailleurs.

Par conséquent, serait-il envisageable, moyennant un engagement de l'opérateur d'infrastructure à raccourcir ce délai, et la présence effective d'au moins une offre de détail pour les locaux raccordables sur demande, de considérer, en cohérence avec le critère d'un réseau de fibre intégralement déployé, qu'à l'échéance du délai de prévenance de fermeture, une proportion limitée des locaux sur la zone soit raccordable à la demande ? Le cas échéant, quel délai maximal pour rendre ces locaux raccordables serait acceptable ? Avec un tel délai, quelle serait la proportion tolérable de locaux raccordables à la demande à l'échéance du délai de prévenance de fermeture ?

**question 8.** Dans les zones rurales, estimez-vous qu'une condition supplémentaire soit nécessaire concernant la disponibilité d'une offre d'accès à des liens de collecte ? Des évolutions de l'offre de fibre noire « LFO » vous apparaissent-elles nécessaires à cet égard ?

**question 9.** Quelle appréciation avez-vous de la présence suffisante d'opérateurs commerciaux au PM pour enclencher une fermeture commerciale rapide à la maille de ce PM ? En particulier, est-il nécessaire que soient présents tous les opérateurs commerciaux d'envergure nationale qui investissent pour être présents sur le réseau FttH au moyen des offres d'accès passives ?

**question 10.** Quelle appréciation avez-vous des offres de gros nécessaires sur le réseau de fibre pour une fermeture commerciale des accès spécifiques entreprises ?

**question 11.** Quelle appréciation avez-vous du délai de prévenance nécessaire pour l'adaptation, voir la fin de fourniture, de certains processus de rétablissement de dérangements ?

**question 12.** Quelle appréciation avez-vous du délai de prévenance nécessaire pour la fermeture technique d'un NRA, d'un sous-répartiteur ou d'un ensemble de lignes ?

Pour les questions 4 à 12, Orange renvoie aux réponses formulées aux questions 3 à 11 de la section sur le projet de décision d'analyse de marché 3a ainsi qu'au point de synthèse « Fermeture du réseau cuivre » de la section « Les enjeux du nouveau cycle d'analyses des marchés ».

**question 13.** Avez-vous des observations liées à l'obligation de faire droit aux demandes raisonnables d'accès imposée à l'opérateur exerçant une influence significative sur le marché pertinent de la fourniture en gros d'accès central en position déterminée, et aux dispositions prévues dans les parties abordant les précisions de cette obligation ?

### **Fermeture de la collecte ATM**

Orange a initié un projet de fermeture de la collecte ATM, prévue mi-2022. En anticipation de la fermeture commerciale prévue fin 2020, Orange a engagé un processus de migration accélérée de la collecte ATM vers la collecte Ethernet, en vue d'obtenir une décroissance rapide du parc d'accès restant sur collecte ATM. Fin janvier 2020, Orange dénombrait ainsi moins de [...] accès DSL généralistes fournis en collecte ATM (avec plus que [...] clients opérateurs), contre [...] accès fournis fin 2016.

Orange a notamment intégré dans son offre une prestation de migration des accès depuis un DSLAM collecté en ATM vers un DSLAM collecté en Ethernet (au tarif de 11 € par accès) qui démontre la réelle volonté d'Orange d'accompagner les opérateurs pour ces migrations. Il n'existe donc plus de frein à la migration des accès de la collecte ATM vers la collecte Ethernet, dès lors que les DSLAM sont collectés en Ethernet au niveau des NRA concernés.

### **Opportunité du maintien de la collecte IP**

Orange a ouvert récemment une nouvelle option de collecte Ethernet en mode VPLS<sup>2</sup> (dite « Optimum Collect ») disponible à la fois en collecte régionale et nationale. Cette option apporte une souplesse de fonctionnement par rapport à la collecte Ethernet déjà disponible, et repose sur une technologie efficace et compétitive.

Cela amène à se poser la question de l'opportunité du maintien de la collecte IP à l'horizon du prochain cycle d'analyse de marché, pour laquelle les équipements déployés historiquement commencent à devenir obsolètes.

Orange demande ainsi à l'Arcep de réévaluer, à l'aune de l'adoption de la collecte Ethernet, son analyse s'agissant de la nécessité de maintenir l'obligation de fournir la collecte IP au cours du prochain cycle d'analyse de marché (la fermeture de la collecte ATM étant d'ores et déjà actée par ailleurs).

### **Fermeture de la technologie RTC**

L'Arcep estime qu'Orange doit proposer une prestation de migration en nombre permettant de transférer les offres de vente en gros de l'abonnement RTC analogiques et numériques (VGA) vers l'offre de gros activée DSL nu.

Le couplage des technologies DSL et RTC permet en fait de partager une ligne cuivre en deux services – en exploitant séparément la bande basse en RTC et la bande haute en DSL – que le client peut souscrire auprès de deux fournisseurs de services commerciaux différents.

Pour un tel accès mixte, les deux opérateurs sont alors susceptibles de solliciter chacun une migration. Pour éviter un écrasement non voulu par l'un de ces deux opérateurs ou le client final, il est ainsi nécessaire que l'offre de migration en nombre de la VGA vers l'offre de gros activée DSL nu soit limitée aux seuls cas suivants :

- la ligne cuivre n'est l'objet que d'un accès en VGA (i.e. la bande haute est libre), ou
- les services RTC/VGA et DSL haut débit sont fournis par le même opérateur.

Orange demande ainsi à l'Arcep de restreindre l'offre de migration en nombre à ces deux seuls cas.

Dans le cadre du groupe de travail sur l'arrêt du RTC, Orange a entrepris un chantier pour définir des typologies de migrations en fonction de l'offre existante et de l'offre cible. Ce travail d'élaboration d'une « matrice de migration » a déjà fait l'objet de plusieurs présentations aux opérateurs concernés

---

<sup>2</sup> Virtual private LAN service

et à l'Arcep. Les premières offres de migration en nombre seront proposées dès l'expérimentation d'arrêt technique du RTC qui sera menée sur quelques communes d'ici fin 2021. En fonction des enseignements de cette expérimentation, ces offres de migration pourront évoluer jusqu'aux premières fermetures de plaques prévues fin 2023.

#### 4.4 Obligation de fournir l'accès dans des conditions non-discriminatoires

---

**question 14.** Avez-vous des observations liées à l'obligation de fournir l'accès dans des conditions non-discriminantes imposée à l'opérateur exerçant une influence significative sur le marché pertinent de la fourniture en gros d'accès central en position déterminée, ou des observations liées aux précisions portant sur la notion d'équivalence d'accès et sur la reproductibilité technique des offres de détail de cet opérateur ?

Cette question n'appelle pas d'observation d'Orange.

#### 4.5 Obligation de transparence et de publication d'informations concernant l'accès

---

**question 15.** Avez-vous des observations liées à l'obligation de transparence et de publication d'informations concernant l'accès imposée à l'opérateur exerçant une influence significative sur le marché pertinent de la fourniture en gros d'accès central en position déterminée ?

Cette question n'appelle pas d'observation d'Orange.

#### 4.6 Qualité de service

---

**question 16.** Quelle est votre appréciation du principe de réajustement du seuil des indicateurs de qualité de service selon l'évolution de la localisation du parc d'abonnés sur cuivre dans les différentes zones du territoire ?

**question 17.** Quelle est votre appréciation d'un principe d'évaluation globale de la qualité de service par typologie d'indicateurs ?

Pour les questions 16 et 17, Orange renvoie au point de synthèse « Fixation de niveaux de qualité de service sur les marchés de gros » de la section « Les enjeux du nouveau cycle d'analyses des marchés ».

**question 18.** Avez-vous des observations liées aux obligations relatives à la qualité de service et imposées à l'opérateur exerçant une influence significative sur le marché pertinent de la fourniture en gros d'accès central en position déterminée, à savoir notamment les obligations portant sur l'engagement contractuel vis-à-vis des opérateurs clients de ce dernier, le respect de seuils chiffrés, et la publication d'indicateurs de qualité de service ?

Orange renvoie à la réponse formulée à la question 19 de la section sur le projet de décision d'analyse de marché 3a.

#### 4.7 Contrôle tarifaire

---

**question 19.** Avez-vous des observations liées aux dispositions relatives au contrôle tarifaire et aux obligations imposées dans le cadre de ce contrôle à l'opérateur exerçant une influence

significative sur le marché pertinent de la fourniture en gros d'accès central en position déterminée ?

Pour le prochain cycle d'analyse des marchés, l'Arcep entend maintenir la distinction entre deux zones géographiques distinctes s'agissant des obligations de transparence et tarifaires, avec obligation d'orientation vers les coûts uniquement dans la zone où aucun opérateur tiers ne propose ou n'est susceptible de proposer, sur la base du dégroupage, des offres de gros d'accès DSL activés alternatives.

Sans remettre en cause la position exprimée à la réponse à la question 3 de cette section, Orange estime pertinent de reconduire le critère actuellement en vigueur pour la délimitation de la zone d'obligation d'orientation vers les coûts, qui permet de refléter les différences d'intensité concurrentielle entre les zones. Au surplus, Orange n'a pas d'opposition au renouvellement d'un encadrement tarifaire pluriannuel en ce qui concerne la composante accès des offres de gros d'accès DSL activés livrées au niveau régional, sous réserve que les niveaux retenus reflètent effectivement les coûts supportés par Orange, et à la condition qu'un tel encadrement puisse intégrer une clause de revoyure du plafond pour une année donnée, au cas où les éléments de coûts prévisionnels s'éloigneraient significativement des hypothèses retenues initialement pour le calcul du plafond.

S'agissant de la composante collecte, l'Arcep souhaite ajuster la tarification – comportant une partie fixe forfaitaire par accès et une partie variable proportionnelle au trafic (pour les interfaces de collecte IP et Ethernet) – de façon à accompagner le développement des services de médias audiovisuels non linéaires, en la rendant moins dépendante de l'augmentation du trafic associé au développement de ces usages. Orange entend rappeler la complexité intrinsèque de l'exercice visant à déterminer de tels tarifs compte tenu (i) de l'évolution permanente des technologies et des équipements utilisés, (ii) de l'évolution annuelle de la zone, sur la base de critères techniques distincts du réseau d'Orange.

#### 4.8 Obligations de comptabilisation des coûts et de séparation comptable

**question 20.** Avez-vous des observations liées aux obligations de comptabilisation des coûts et de séparation comptable imposées à l'opérateur exerçant une influence significative sur le marché pertinent de la fourniture en gros d'accès central en position déterminée ?

Orange considère que les évolutions du marché, notamment s'agissant de la migration du cuivre vers la fibre, doivent conduire l'Arcep à alléger les obligations imposées à Orange en matière de séparation comptable, d'une manière générale, et en particulier pour les offres de gros d'accès DSL activés livrées au niveau régional.

Un tel allègement pourrait *a minima* se traduire par la levée de l'obligation de publication des comptes séparés. Cette obligation mobilise en pratique des ressources pour Orange alors qu'elle n'a en pratique aucun intérêt matériel pour le développement de l'intensité concurrentielle sur le marché.

\*\*\* \*\*

\*\*\* \*\*

## Analyse de marché 4 de fourniture en gros d'accès de haute qualité

---

### 1 Introduction

### 2 Définitions des marchés pertinents

---

**question 1.** Quelles observations avez-vous à formuler sur cette partie 2 ?

Orange renvoie au point de synthèse « Le marché Entreprise » de la section « Les enjeux du nouveau cycle d'analyses des marchés ».

### 3 Désignation d'un opérateur exerçant une influence significative

---

**question 2.** Quelles observations avez-vous à formuler sur cette partie 3 ?

Orange renvoie au point de synthèse « Le marché Entreprise » de la section « Les enjeux du nouveau cycle d'analyses des marchés ».

### 4 Obligations imposées à l'opérateur exerçant une influence significative

---

**question 3.** Quelles observations avez-vous à formuler sur les indicateurs et les seuils retenus ?

Orange renvoie au point de synthèse « Fixation de niveaux de qualité de service sur les marchés de gros » de la section « Les enjeux du nouveau cycle d'analyses des marchés ».

**question 4.** Compte tenu de l'évolution envisagée des obligations imposées à Orange, faut-il prendre en compte, dès le présent cycle d'analyse des marchés, les offres d'accès de haute qualité sur les réseaux FttH dans la définition de la ZF1 ? Dans ce cas, quels critères de disponibilité et de concurrence vous sembleraient pertinents ?

L'Autorité s'interroge sur la prise en compte des offres d'accès de haute qualité sur les réseaux FttH dans la définition de la ZF1. L'Arcep envisage, dans le cas où de telles offres seraient disponibles sur une commune donnée, de lever les obligations tarifaires portant sur les accès FttO sur cette commune tout en relativisant l'impact au regard de la disponibilité actuelle des offres.

Orange considère que de telles offres constitueront dans le cadre du prochain cycle d'analyse de marché une alternative aux offres FttO, et qu'il convient donc de les intégrer dans la définition de la ZF1.

Orange s'étonne de la remarque portant sur la disponibilité des offres qui n'est pas cohérente avec l'obligation, envisagée dans le cadre de la décision symétrique, que tout opérateur exploitant un réseau FttH propose sur ce réseau une offre de qualité de service renforcée avec GTR 4h, dans un délai de douze mois à compter de l'entrée en vigueur de la présente décision.

L'entrée en vigueur de cette disposition règle *de facto* la question de la disponibilité des offres. **La prise en compte de ces offres dans la définition de la ZF1 est inéluctable.**

**question 5.** Quelles observations avez-vous à formuler sur cette partie 4

Orange renvoie au point de synthèse « Le marché Entreprise » de la section « Les enjeux du nouveau cycle d'analyses des marchés » et tient à formuler les remarques ci-dessous.

### **Accompagnement des fermetures d'offres suite à des évolutions technologiques - Cas spécifique de la fermeture éventuelle de l'offre LPT 2M**

Comme mentionné par Orange dans le cadre de la consultation publique de 2019 « Bilan et perspectives », les produits permettant la substitution de LPT 2M sont nombreux :

- pour les besoins dans la zone de couverture SDSL, soit environ [...] % du parc, la substitution peut être réalisée en : CELAN 2M cuivre, CELAN 2M optique, C2E 2M cuivre, C2E 2M optique, CN2, Optimum Ethernet, Optimum Access et « dégroupage entreprise », soit 8 produits ;
- pour les besoins hors zone de couverture SDSL, la substitution peut être réalisée en : CELAN 2M optique, C2E 2M optique, CN2, Optimum Ethernet et Optimum Access, soit 5 produits.

Orange souhaite préciser que les offres de remplacement ne se limitent pas à l'offre CN2 et qu'il encourage les opérateurs à utiliser d'autres offres du catalogue, notamment les offres sur support SDSL ou sur support optique selon la zone concernée.

### **Obligation de publication ou de maintien des offres Aircom et LPT THD**

Orange s'étonne de la mention d'Aircom dans la liste des offres à maintenir dans l'offre de référence alors qu'elle n'y figurait pas précédemment. Sa mention dans l'offre de référence n'apparaît pas justifiée dans la mesure où les opérateurs utilisent très majoritairement, pour le raccordement de leurs stations de base mobile, soit un lien optique propre ou un faisceau hertzien, soit des offres d'autres opérateurs.

[...]

Orange partage le constat de l'Arcep sur l'utilisation très marginale des offres LPT 34 Mbits/s et 155 Mbits/s et s'interroge de ce fait sur leur maintien dans l'offre de référence.

### **Qualité de service et pénalités relatives aux études de faisabilité pour les accès optiques**

Orange prend note de la demande de l'Autorité de proposer des pénalités de dédommagement en cas de remise des études de faisabilité pour les accès optiques au-delà du délai contractuel. Orange souhaite cependant distinguer les études sans déplacement du technicien (dites « études standard ») des études de faisabilité avec déplacement du technicien (dites « études Premium ») et apporter des précisions relatives à chaque type d'étude.

Les études standard sont obligatoires lorsque le site du client final se trouve sur une commune soumise à étude de faisabilité (principalement en dehors du zonage standard O1, O2, O3) ou en cas de souscription à une option de sécurisation. Orange pourrait être amené à adapter le délai actuel de 14 jours afin de tenir compte du temps réellement nécessaire à la réalisation de ces études.

Les études Premium ne sont pas obligatoires et devraient être limitées à des cas complexes détectés par les clients, notamment pour prévoir les Difficultés Exceptionnelles de Construction (DEC). Or certains opérateurs ont décidé d'y avoir systématiquement recours, ce qui alourdit indûment l'activité des équipes opérationnelles.

Ainsi, si Orange était soumis à des pénalités sur les études Premium, il serait nécessaire à tout le moins de fixer un plafond raisonnable de commandes hebdomadaires des opérateurs afin de tenir compte de la problématique de capacité évoquée plus haut.

### **Obligation de contrôle tarifaire**

Concernant les accès de haute qualité sur support fibre optique dédiée sur technologie PDH/SDH (offres LPT 34M/155M), Orange salue la décision de l'Autorité quant à la levée des obligations tarifaires relatives à ces offres.



Concernant les accès de haute qualité sur support cuivre en technologie DSL (offres C2E cuivre, CELAN cuivre et DSL-E), Orange accueille favorablement les évolutions de zonage permettant de mieux tenir compte des conditions concurrentielles sur le marché du SDSL :

- suppression de l'obligation de non-éviction dans l'actuelle zone ZC2 ;
- élargissement de la zone ZC1 par le regroupement des zones ZC1 et ZC2 du cycle d'analyse de marchés actuel.

et salue également la simplification apportée par l'Autorité en termes de définition de zones :

- distinction de deux zones géographiques au lieu de trois ;
- définition statique de la zone ZC1 offrant davantage de prévisibilité pour l'ensemble des acteurs concernés.

Concernant la tarification des produits reposant sur le réseau ATM, compte tenu de l'annonce par Orange des fermetures commerciale et technique des produits ATM respectivement les 31 décembre 2020 et 30 juin 2022, Orange renvoie l'Autorité à sa réponse à la consultation « Bilan et perspectives » dans laquelle il avait invité l'Arcep à la suppression de l'ensemble des obligations, y compris tarifaires et ce toutes zones confondues, pour les produits DSLE et CE2O dans le cadre du prochain cycle d'analyse de marché afin de faciliter la migration vers les offres Ethernet.

Orange considère que le cadre envisagé dans ce projet de décision n'est pas de nature à instaurer les conditions requises à la fermeture du réseau ATM à plusieurs titres.

En premier lieu, Orange s'étonne que l'Arcep ne propose pas la suppression des obligations de contrôle tarifaire sur les produits ATM dès le début du prochain cycle d'analyse de marchés afin de permettre à Orange de mettre en place les conditions tarifaires nécessaires pour favoriser la migration vers les offres Ethernet. L'échéance annoncée par l'Arcep en mars 2022 s'avère extrêmement tardive au regard de la date de fermeture prévue pour mi-2022 soit trois mois plus tard.

Deuxièmement, Orange conteste le critère arbitraire et disproportionné utilisé par l'Arcep (p. 80 : une telle hausse « *ne pourrait avoir lieu que si Orange a migré, à la date de ces hausses, la très grande majorité de ses accès ATM commercialisés sur le marché de détail entreprises. Par exemple, une telle hausse ne pourrait intervenir que lorsque le parc des accès ATM de détail d'Orange aura diminué de 95 % à compter du 1er mars 2020.* ») pour autoriser une hausse importante des tarifs ATM laissant penser qu'Orange n'est pas pleinement investi dans la migration du parc ATM alors qu'Orange a déjà procédé à la migration de près [...] de ses accès de détail entre fin 2018 et fin 2019.

De par l'expérience d'Orange en matière de fermeture de réseau, Orange sait que le levier tarifaire est un élément essentiel à la migration. Il n'apparaît ni efficace ni proportionné que l'activation d'un tel levier soit conditionné à la migration d'un parc de détail alors même qu'aucun élément factuel ne permet de le justifier bien au contraire au regard des données susmentionnées.

Troisièmement, ces conditions restrictives sont instaurées alors même qu'Orange s'est pleinement engagé à accompagner les opérateurs dans cette migration en mettant en place, après concertation avec l'ensemble des opérateurs clients sous l'égide de l'Autorité, un dispositif d'accompagnement à la migration aussi bien technique que tarifaire.

Enfin, Orange regrette que le cadre proposé par l'Arcep ne soit pas de nature à inciter les opérateurs à accélérer la migration de leur parc ATM, incitation qui à date fait défaut ce qui nuit à la planification de l'évolution du réseau d'Orange.

\*\*\* \*\*

\*\*\* \*\*

## Analyse de marché de fourniture en gros d'accès aux infrastructures physiques de génie civil de boucle locale

### 1 Introduction

### 2 Définition du marché : la fourniture en gros d'accès aux infrastructures physiques de génie civil de boucle locale

<b>question 1.</b> Avez-vous des observations sur la définition du marché de fourniture en gros d'accès aux infrastructures physiques de génie civil de boucle locale ?
---

La liste des différentes offres de gros d'accès au génie civil existantes (page 13 du projet de décision) comprend l'offre « LGC ZAC » décrite comme « *spécifique aux zones d'aménagement concerté pour lesquelles les fourreaux sont exploités par Orange, sans qu'il n'en soit propriétaire* ».

Or, cette offre porte en pratique sur les seules infrastructures d'accueil dont Orange est effectivement propriétaire en ZAC.

Il convient donc de modifier la phrase relevée comme suit : « *l'offre « LGC ZAC » [...] spécifique aux zones d'aménagement concerté pour lesquelles les fourreaux sont propriété d'Orange et représentés sur les plans itinéraires fournis aux opérateurs au titre des informations préalables* ». Cette même correction doit être apportée page 36.

Pour la même raison, il convient de supprimer la référence aux ZAC, page 34, au niveau du paragraphe suivant : « *il s'agit par exemple des NRA pour lesquels Orange n'est plus propriétaire des bâtiments mais bénéficie de droits d'usage pérennes, des infrastructures d'hébergement et de collecte construites dans le cas de l'accès à la sous-boucle, de certaines infrastructures de génie civil souterraines (chambres, fourreaux...) mises à la disposition d'Orange dans certaines zones d'aménagement concerté (ZAC), de certaines infrastructures verticales dans les immeubles (conduites, goulottes, etc.), mais également de certains appuis aériens* ».

Par ailleurs, dans le cadre de l'analyse de la substituabilité avec les offres de fourreaux des collectivités territoriales (page 17), il est rappelé que les collectivités, propriétaires de génie civil, proposent des offres de location de fourreaux aux opérateurs et que « *cette activité peut prendre la forme de conventions d'occupation du domaine public si les infrastructures mises à disposition sont qualifiées de dépendance du domaine public* ». Orange ne partage pas cette analyse et considère qu'une convention de location de fourreaux sur le domaine public appartenant à une collectivité ne constitue pas une occupation du domaine public mais une prestation de service ou une mise à disposition d'ouvrage public entraînant l'application de redevance pour service rendu, conformément aux termes de l'article L. 1425-1 du CGCT, rattachant les ouvrages de génie civil aux infrastructures de communications électroniques affectées à un service public local de communications électroniques, permettant aux collectivités territoriales de les mettre à disposition d'opérateurs. Par conséquent, la mise à disposition de fourreaux est une prestation de service distincte de l'activité de gestionnaire du domaine.

À cet égard, l'article L. 45-9 du CPCE distingue deux cas de figures :

- l'occupation du domaine public routier ou non routier, laquelle doit donner lieu au versement d'une redevance fixée selon les principes posés par les articles L. 46 et L. 47 du CPCE ;
- l'occupation des fourreaux, lesquels doivent être loués à un prix reflétant leurs coûts de construction et d'entretien.

Par conséquent, on ne peut assimiler l'occupation des fourreaux à une occupation du domaine public routier ou non routier au sens de l'article L. 45-9 du CPCE, justifiant que le montant des redevances soit fixé en fonction des avantages retirés par l'occupation.

Dans ces conditions, il est demandé la suppression de la phrase qualifiant les redevances de location de fourreaux de redevances d'occupation du domaine public.

### 3 Analyse des trois critères

### 4 Désignation d'un opérateur exerçant une influence significative

---

<b>question 2.</b> Avez-vous des observations sur la désignation de l'opérateur exerçant une influence significative sur le marché pertinent de fourniture en gros d'accès aux infrastructures physiques de génie civil de boucle locale ?
--

Cette question n'appelle pas d'observation de la part d'Orange.

### 5 Obligations imposées à l'opérateur exerçant une influence significative

---

#### 5.1 Principes généraux relatifs à la détermination des obligations imposées à l'opérateur exerçant une influence significative sur un marché

#### 5.2 Obligation de faire droit aux demandes raisonnables d'accès

---

<b>question 3.</b> Quelle est votre appréciation de la pertinence et de la proportionnalité d'une obligation de prise en charge par Orange des opérations de création de génie civil d'adduction en continuité de son génie civil existant, moyennant l'intégration du produit de l'opération dans son patrimoine ?
---

Le projet d'analyse de marché propose d'imposer à Orange « *de faire droit aux demandes raisonnables de création de fourreaux d'adduction en limite de propriété privée, lorsqu'un génie civil d'adduction est initialement inexistant ou qu'aucune autre solution de désaturation ou contournement non-excessif ne peut être mobilisée. Ces opérations pourraient le cas échéant être réalisées en autonomie par l'opérateur demandeur moyennant la rétribution par Orange de ses coûts efficaces, à l'instar des opérations de rénovation. Ce faisant, le fourreau d'adduction nouvellement créé sur domaine public serait intégré au patrimoine d'Orange et les obligations associées au titre de la présente décision s'y appliqueraient* ».

Une telle proposition contrevient de façon manifeste à un certain nombre de dispositions et ne saurait donc prospérer en l'état.

En effet et en premier lieu, l'article L. 332-15 du Code de l'urbanisme impose au bénéficiaire d'une autorisation de construire, d'aménager ou de lotir, de réaliser et de financer les travaux nécessaires à la viabilité et à l'équipement de la construction, du terrain aménagé ou du lotissement, notamment en réseaux de télécommunication. Cette obligation s'étend au droit du terrain. Cela signifie qu'il appartient à tout propriétaire d'un immeuble ou d'un pavillon neuf de réaliser, à ses frais, une adduction permettant d'accueillir des réseaux de communications électroniques jusqu'au droit du terrain situé sur le domaine public. Par conséquent, imposer à Orange de réaliser le génie civil d'adduction jusqu'en limite de propriété privée, pour tous les terrains concernés par un permis de construire, d'aménager ou de lotir, contreviendrait aux dispositions du Code de l'urbanisme visées plus haut.

En deuxième lieu, une telle obligation serait en contradiction avec le cadre réglementaire applicable au déploiement de réseaux FttH.

En effet, en ZMD comme en ZTD, ce déploiement entraîne, pour l'OI, l'obligation de faire droit aux demandes raisonnables d'accès aux lignes mais également aux moyens qui y sont associés (art. L. 34-8-3 du CPCE) qui comprennent notamment « *les conditions garantissant la disponibilité d'infrastructures d'accueil et l'accessibilité des opérateurs notamment pour raccorder leur réseau de boucle locale à très haut débit et effectuer les opérations nécessaires* » (annexe II de la décision n°09-1106).

Dans ces conditions, l'OI se doit d'offrir, aux OC qui le souhaitent, un accès effectif à son réseau FttH, ce qui peut impliquer la possibilité d'accéder à des infrastructures d'accueil, et ce d'autant plus lorsque ces derniers souhaitent procéder eux-mêmes au raccordement de leurs clients.

Dans sa décision n° 2015-0776 du 2 juillet 2015, l'Autorité a, à cet égard, estimé raisonnable la demande d'un OC de réaliser lui-même, en qualité de sous-traitant de l'OI, le raccordement final de son client. Or, pour rendre cette possibilité effective, il convient que l'OI réalise ou fasse réaliser le génie civil inexistant en domaine public et nécessaire à l'adduction lorsque son absence ne permet pas à un OC de raccorder son client.

Enfin, le cadre réglementaire impose à tout OI déployant un réseau FttH en ZMD (décision n° 2010-1312 en date du 14 décembre 2010) l'obligation d'assurer la complétude de la zone arrière d'un PM dans un délai raisonnable (2 à 5 ans) après le début des déploiements, i.e. de rendre raccordables la totalité des logements et locaux à usage professionnel hors cas de refus d'un propriétaire ou d'un tiers. La disponibilité d'infrastructures de génie civil mobilisables (fourreaux ou poteaux) pour permettre le raccordement effectif d'un logement indiqué comme raccordable relève donc de la responsabilité de l'OI.

Par conséquent, le cadre réglementaire applicable aux réseaux FttH met à la charge de l'OI la réalisation du génie civil nécessaire sur le segment de l'adduction. Imposer à Orange de réaliser le génie civil d'adduction jusqu'en limite de propriété privée reviendrait dès lors à décharger l'OI de son obligation d'assurer qu'un logement indiqué comme raccordable dispose effectivement d'infrastructures de génie civil mobilisables sur le segment de l'adduction – de sorte à ce qu'un OC soit en mesure de faire réaliser un raccordement. Imposer une telle charge à Orange au titre de sa position dominante sur le marché de gros des infrastructures de génie civil n'apparaît par conséquent ni raisonnable, ni proportionné.

En troisième lieu, et de façon plus fondamentale encore, les obligations d'accès imposées à Orange au titre d'une analyse de marché ne peuvent concerner que des infrastructures qui soit appartiennent à Orange, soit préexistent. Elles ne sauraient dès lors contraindre Orange à construire ou déployer du génie civil là où il est inexistant, à la demande d'un opérateur tiers.

Depuis la première décision d'analyse de marché traitant l'accès aux infrastructures de génie civil d'Orange (juillet 2008) – et à l'occasion de chacune des suivantes –, les obligations imposées à Orange ont toujours concerné les zones où il était propriétaire ou gestionnaire d'infrastructures de génie civil existantes. La décision d'analyse de marché de juillet 2008 précisait ainsi que « *dans les zones où [Orange] n'est ni propriétaire ni gestionnaire [...] des infrastructures de génie civil de la boucle locale, une demande d'accès à ces réseaux [...] ne saurait être considérée comme raisonnable* » et considérait que l'obligation faite à Orange « *ne concerne que les capacités disponibles existantes, n'implique pas de reconstruction de génie civil, et ne fait donc pas peser de frais risques supplémentaires sur [Orange]* » (cf. décision du 24 juillet 2008).

Par conséquent, une décision tendant à imposer à Orange de réaliser le génie civil d'adduction là où il est inexistant jusqu'en limite de propriété privée en cas de demande d'un tiers, outre qu'elle serait contraire aux dispositions du Code de l'urbanisme, remettrait en cause les principes ayant fondé la

régulation de l'accès au génie civil et contreviendrait aux principes de la régulation asymétrique qui repose sur l'ouverture à la concurrence d'actifs existants.

Enfin, en quatrième lieu, imposer à Orange de réaliser le génie civil d'adduction là où il est inexistant jusqu'en limite de propriété privée à la demande d'un tiers constitue une violation du droit de propriété ainsi que du principe de liberté d'entreprendre qui, pour rappel, ont valeur constitutionnelle (article 17 de la DDHC du 26 août 1789 et décision du Conseil constitutionnel n° 81-132 DC du 16 janvier 1982). En effet, Orange subirait dans une telle hypothèse, l'intégration dans son patrimoine de biens qu'elle n'a pas fait le choix de réaliser ni d'acquérir.

Par ailleurs, seul le législateur dispose du pouvoir d'apporter des limitations à ces droits, sous couvert d'être justifié par l'intérêt général et qu'il n'en résulte pas d'atteinte disproportionnée au regard de l'objectif poursuivi (Conseil constitutionnel, 18 octobre 2010, n° 2010-55 QPC, Conseil constitutionnel, 20 avril 2018, n° 2018-702).

Au demeurant, l'argument utilisé par l'Autorité selon lequel le génie civil d'adduction n'a de sens qu'en continuité de l'infrastructure d'Orange n'est déjà pas vérifié à date, puisqu'une part significative des fourreaux d'adduction de génie civil aujourd'hui utilisés par le réseau de boucle locale cuivre d'Orange sont propriétés de tiers – notamment les fourreaux d'adduction des immeubles construits depuis 1985, qui sont à la charge des promoteurs.

Le génie civil d'adduction n'est utilisé par destination que pour le seul usage du raccordement de l'immeuble ou de la propriété visée, aujourd'hui en cuivre, demain en fibre optique. L'entretien de ce génie civil d'adduction propriété de tiers relève ainsi du même périmètre que celui de l'entretien des câbles de raccordement. S'agissant du réseau de boucle locale cuivre, Orange assure ainsi *de facto* l'entretien des fourreaux d'adduction propriétés de tiers compte tenu du fait que ceux-ci sont utilisés pour le passage de ses câbles de branchement cuivre. Dans le cas des réseaux FttH, l'entretien d'un fourreau d'adduction propriété de tiers relèvera ainsi *de facto* de l'OI concerné, éventuellement par l'entremise de l'OC (mode STOC) qui, en tant que prestataire de l'OI, sera en mesure de le cas échéant de remettre en état le fourreau d'adduction pour pouvoir rétablir son client final.

**question 4.** Quels éléments vous apparaîtraient pertinents au sein de tableaux de bord de suivi des signalisations déposées sur les espaces de signalements en ligne d'Orange, pour les signalisations relatives à l'état du parc aérien ? Que pensez-vous de l'opportunité d'inclure des modalités de confirmation par l'utilisateur sur la résolution de son signalement avant la clôture par Orange de ce dernier ?

Les espaces de signalement en ligne « Dommages Réseaux » et « Signal Réseaux » ont été mis en place par Orange à la disposition de tous les acteurs (citoyens, collectivités, entreprises, opérateurs etc.) afin de leur permettre de signaler à Orange les infrastructures endommagées ou détériorées de son réseau. Le périmètre de ces outils en ligne concerne les infrastructures de génie civil d'Orange, mais aussi les armoires de rue, les câbles réseau, les coffrets et les cabines téléphoniques.

Ces outils en ligne sont distincts et complémentaires aux moyens déjà mis à disposition des opérateurs au titre du contrat GC BLO leur permettant de signaler, au titre du SAV, tout dégât sur les infrastructures d'Orange ayant eu des conséquences sur leurs propres réseaux. Ces espaces de signalement en ligne ne se substituent donc pas à la chaîne de traitement des signalisations pour les offres de gros d'Orange et ne constituent en aucun cas un outil de dépôt de signalisation contractuel.

Ces outils en ligne permettent aux acteurs de remonter à Orange des cas d'endommagements visuels sur la boucle locale, qui relèvent de son activité de pilotage des interventions de maintenance. Ces endommagements (poteaux penchés, armoires entrouvertes etc.) n'impliquent pas le plus souvent de dérangement ou de dégradation de la qualité de service de l'utilisateur final raccordé sur la boucle locale.

Des messages de suivi spécifique sont adressés (par SMS et/ou mail) via ces outils en ligne au déposant d'une signalisation de dommage afin de l'informer de la prise en compte du traitement, de l'avancée de la situation, des délais prévisibles de rétablissement et de la clôture de la signalisation.

Orange conteste la position de l'Arcep qui estime insuffisante la visibilité du traitement effectif des signalisations. Depuis la mise en place de ces outils par Orange, qui répondent aux besoins de mise en visibilité demandés par les acteurs et relayés par l'Autorité, chaque acteur ayant signalé un dommage du réseau est en effet informé de l'avancée du traitement de sa signalisation. En particulier, chaque commune peut notamment via l'outil « Signal Réseaux » :

- accéder aux informations d'avancement du traitement de signalisations sur son territoire ;
- disposer de toutes les données sur les signalisations avec un historique de un an ;
- visualiser ces informations via une interface cartographique ;
- réaliser un export des données dans un fichier en format tableau.

La diffusion publique d'un tableau de bord supplémentaire sur l'état des appuis aériens, tel que l'envisage l'Arcep, n'apporterait ainsi ni gain opérationnel s'agissant de la maintenance locale des infrastructures du réseau d'Orange ni gain d'information pour les acteurs ayant déposé des signalisations, alors que cela constituerait une charge supplémentaire pour Orange. Orange demande donc à l'Arcep de renoncer à lui demander la mise en place d'un tel tableau de bord.

**question 5.** Quels sont selon vous les éléments caractéristiques des déploiements à visée événementielle ? En quoi les modalités actuelles de commande ne sont-elles pas compatibles avec ces besoins événementiels ? Quelles sont les adaptations de l'offre qu'il faudrait envisager ? En cas de définition d'un processus simplifié ou accéléré, sous quels critères ou conditions une demande de déploiement pourrait-elle y être éligible ?

Conformément aux dispositions du cadre réglementaire défini par l'Arcep, l'accès aux infrastructures de génie civil d'Orange doit permettre « *aux opérateurs de conduire leurs déploiements de boucles locales optiques en bénéficiant d'une grande autonomie* ». Orange considère à ce titre que les modalités opérationnelles de l'offre GC BLO garantissent déjà en pratique cette autonomie des opérateurs au niveau des différentes phases de leur déploiement (informations préalables, études et réalisation des travaux).

S'agissant des déploiements à visée événementielle, Orange constate que certains opérateurs ont pu émettre de telles demandes, mais sans pour autant indiquer ce qui, dans les modalités opérationnelles de l'offre GC BLO, ne leur permettrait pas de réaliser ce type de raccordements spécifiques.

Orange conteste ainsi l'ajout d'une obligation supplémentaire non qualifiée pour le cas spécifique des déploiements à visée événementielle, dans la mesure où est déjà imposée à Orange l'obligation générique de faire droit aux demandes raisonnables des opérateurs.

Orange reste néanmoins disposé à instruire le sujet dans un cadre multilatéral avec les opérateurs.

**question 6.** Avez-vous des observations sur l'obligation de faire droit aux demandes raisonnables d'accès imposée à l'opérateur exerçant une influence significative sur le marché pertinent de la fourniture en gros d'accès aux infrastructures physiques de génie civil de boucle locale, et sur les obligations connexes portant notamment sur les ressources et services associés à la fourniture de cet accès ?



### **Opérations de dévoiement ou d'enfouissement de réseaux**

L'Arcep souhaite imposer à Orange la mise en œuvre de modalités efficaces et adaptées destinées à informer les opérateurs présents dans ses infrastructures de génie civil au titre de GC BLO des opérations de dévoiement ou d'enfouissement de réseaux.

Orange communique déjà aux opérateurs au sujet des opérations de dévoiement ou d'enfouissement de réseaux, et met à jour la liste des opérations portées à sa connaissance (via un fichier publié tous les 15 jours), en détournant sur les plans itinéraires les zones de travaux déclarées, à partir de quoi chaque opérateur peut alors déterminer s'il est ou non concerné par les travaux.

En pratique, Orange ne dispose pas d'un outil type SIG (système d'informations géographiques) centralisé lui permettant de cibler, pour une zone de travaux donnée, les opérateurs ayant fait une commande d'accès via GC BLO qui seraient concernés.

La proposition de l'Arcep nécessiterait la fourniture effective et systématique à Orange par chaque opérateur de ses tracés de déploiement, ce qui n'est pas le cas aujourd'hui notamment pour les commandes simples. Orange n'a en effet pas connaissance des tracés de déploiement avant la validation du dossier de fin de travaux (qui peut n'être effective qu'après plusieurs mois).

Compte tenu de ces éléments, il est donc nécessaire que les opérateurs consultent le fichier national des coordinations. Orange incite chaque opérateur ayant recours à ses infrastructures de génie civil à s'inscrire en tant qu'occupant du domaine public, afin d'être sollicité dans le cadre des DT/DICT (déclarations de travaux/déclaration d'intention de commencement de travaux) et d'être alerté le cas échéant dès lors qu'un de ses câbles est dans l'emprise d'un chantier à venir. Cela permet ainsi à chaque opérateur d'être directement en visibilité de l'intervenant.

Orange rappelle par ailleurs que les collectivités organisent tous les ans une réunion de concertation sur les travaux à venir (et dans certains cas plusieurs fois dans l'année) à laquelle sont invités les opérateurs. Orange ne peut qu'encourager les opérateurs à y participer.

Orange constate aussi qu'il est difficile de contacter les bonnes personnes chez les opérateurs quand une opération urgente est menée. Des guichets d'entrée spécifiques doivent être fournis à Orange et mis à jour pour permettre le contact direct et rapide quand les conditions l'exigent.

Enfin, s'agissant des enfouissements, Orange tient à préciser que ces opérations vont concerner tous les occupants des appuis aériens qui seront supprimés. Chaque opérateur devra alors contractualiser directement avec la collectivité en fonction de ses besoins en fourreaux de manière à évaluer la quote-part des travaux qu'il aura à prendre en charge.

### **Demande de rénovation**

Il existe aujourd'hui un processus permettant à un opérateur de déposer auprès d'Orange une demande de rénovation. Si cette demande de rénovation est validée par Orange dans un délai de cinq jours ouvrés, la rénovation peut alors être effectuée, notamment par l'opérateur (sauf cas d'exception) si ce dernier a fait le choix d'intervenir.

L'Autorité souhaite imposer à Orange un délai maximal d'exécution quand c'est Orange qui intervient, afin de ne pas bloquer le déploiement de l'opérateur dans le cas où l'opérateur ne souhaite pas procéder lui-même à la rénovation.

Orange s'oppose à un tel encadrement du délai d'exécution de la rénovation :

- Orange fournit déjà aux opérateurs un délai prévisionnel de réparation en réponse aux demandes faites par les opérateurs ;
- le délai maximal est difficile à déterminer puisqu'il dépend du type de rénovation (largeur et longueur de fouille, type de revêtement, chaussée ou non etc.), des délais d'obtention des autorisations de travaux et du volume et de la disponibilité d'équipes Orange sur la zone concernée ;



- la rénovation peut être réalisée par l'opérateur en tant que sous-traitant d'Orange, en réponse à l'obligation imposée à Orange par l'Autorité, et qui permet à l'opérateur de conduire ses déploiements de boucles locales optiques en bénéficiant d'une grande autonomie et en maîtrisant ses délais (d'autant plus que les opérations de rénovation et de tirage de câble peuvent être réalisées en même temps par l'opérateur).

### **Approvisionnement des poteaux**

Orange a proposé à tout opérateur qui le souhaitait une expérimentation de livraison des poteaux sur les sites de l'opérateur, pour répondre à des besoins importants qui n'étaient pas susceptibles d'être satisfaits dans le cadre du processus standard.

Un seul opérateur a souhaité mener une telle expérimentation avec Orange, dès le mois de mai 2018. Il ressort des bilans intermédiaires qu'un tel processus nécessite un suivi opérationnel très important pour l'opérateur et pour les équipes d'Orange.

Aussi, Orange considère qu'il n'est pas opportun de généraliser ce mode d'approvisionnement compte tenu du suivi très important à mettre en place, mais surtout parce que cela conduirait à répartir inefficacement les stocks de poteaux sur un nombre important de sites différents qui ne seraient alors accessibles qu'à un seul opérateur.

Orange demande ainsi à l'Arcep de pouvoir conserver le mode actuel de fourniture des poteaux, qui s'appuie sur les sites logistiques d'Orange, et de laisser le cas échéant la possibilité qu'un opérateur ait recours au dispositif prévu par l'expérimentation uniquement pour des cas bien particuliers, notamment au regard de la volumétrie de poteaux à livrer sur un périmètre donné.

### **Pénalités pour indisponibilité de poteaux**

Orange accueille avec beaucoup de réserve la proposition de l'Arcep d'instituer un système de pénalités pour indisponibilité de poteau.

La mise en place d'un tel système suppose, comme le précise l'Arcep, qu'Orange dispose de la part de chaque opérateur de prévisions fiables, à fréquence mensuelle, par département et par type ou référence de poteaux. Ces prévisions permettent ainsi à Orange, d'une part, de dimensionner l'approvisionnement à prévoir sur une année auprès de ses fournisseurs de poteaux et, d'autre part, de préparer ses magasins à l'arrivée des commandes durant la phase de démarrage d'un opérateur sur un territoire.

Un tel système de pénalité reste néanmoins complexe à mettre en place et ne serait pas forcément incitatif pour fluidifier les approvisionnements. En outre, cela nécessiterait une forte implication des opérateurs en matière de fourniture de prévisions – alors que seuls [...] % des opérateurs envoient aujourd'hui en pratique leurs prévisions – et de rigueur dans les délais de retrait des poteaux commandés. Enfin cela supposerait en réciprocité la mise en place de pénalités à la charge des opérateurs qui viendraient retirer leurs poteaux commandés dans des délais non raisonnables, ce qui a pour effet de perturber la gestion des stocks.

### **Cas des infrastructures dont Orange n'est pas propriétaire**

Dans son projet de décision, l'Arcep maintient l'obligation faite à Orange de donner accès aux infrastructures dont il n'est pas propriétaire mais qui sont « *mises à sa disposition et exploitées par lui pour le déploiement de boucles locales* ».

Les cas où Orange exploite des infrastructures de génie civil dont il n'est pas propriétaire sont en fait essentiellement limités aux seuls fourreaux propriétés de collectivités dans le cadre des RIP exploités par Orange, et qui font l'objet de contrats de mise à disposition *ad hoc*.

Les autres infrastructures de génie civil pour lesquelles Orange n'est pas propriétaire, et par conséquent pas exploitant non plus, ne relèvent donc pas du périmètre de l'offre GC BLO. C'est notamment le cas des fourreaux d'adduction pour les immeubles construits après 1985 (cf. supra).

Orange entend néanmoins donner aux opérateurs tiers la visibilité sur les tracés des infrastructures de génie civil des opérateurs tiers dont il dispose dans ses bases. Des développements sont en cours afin de mettre à disposition cette information via un dispositif distinct de l'offre GC BLO.

**question 7.** Quelle est votre appréciation des enjeux de la fermeture du réseau du cuivre (notamment le calendrier de celle-ci) sur l'accès aux infrastructures physiques de la boucle locale optique, en particulier pour le raccordement des répartiteurs distants via l'offre LFO ? Une adaptation de l'offre et/ou de ses processus vous semble-t-elle souhaitable ? Précisez les besoins et leur justification. Vous semble-t-il justifié de faire évoluer l'obligation tarifaire portant sur l'offre LFO, dans le sens d'une orientation vers les coûts ?

Orange constate actuellement une mutualisation de l'utilisation des liens mis à disposition des opérateurs tiers via l'offre LFO pour la collecte des trafics issus du dégroupage de la boucle locale cuivre, de la collecte des flux mobile et, progressivement, de la mutualisation des lignes FttH.

Le réseau de collecte en fibre optique d'Orange raccorde aujourd'hui la quasi-totalité des NRA du réseau de boucle locale cuivre et a donc vocation à terme à permettre le raccordement des NRO des différents réseaux FttH, sous réserve que les NRO aient bien été positionnés à proximité des NRA ainsi que le prévoit le cadre de régulation de la mutualisation des lignes FttH.

Dans la perspective de la disparition en moyenne d'un nœud sur deux, voire de deux nœuds sur trois en zone urbaine, – c'est-à-dire qu'il y aura à terme deux voire trois fois moins de NRO que de NRA –, l'analyse de la topologie du réseau de collecte en fibre optique d'Orange montre que la majorité des tracés de collecte en fibre optique existants continueront à être mobilisés pour desservir les NRO. Seuls les liens desservant les NRA en périphérie de réseau – qui sont souvent de petite taille – n'auront pas vocation à terme à être conservés une fois fermé le réseau de boucle locale cuivre.

La fermeture à terme du réseau cuivre aura ainsi un impact à la baisse, toutefois limité, sur le linéaire total de liens mobilisés dans le cadre de LFO, suite à la suppression d'une partie des nœuds.

Orange considère à ce titre qu'il n'y a pas lieu de faire évoluer les conditions de mise à disposition de l'offre LFO, qui permet d'ores et déjà aux opérateurs de raccorder les NRA et les NRO quand ces derniers ont bien été positionnés à proximité des NRA, et d'appréhender la migration progressive de leurs parcs d'accès du cuivre vers la fibre.

S'agissant de la tarification de l'offre LFO, Orange tient à apporter les clarifications suivantes.

En premier lieu, la tarification de l'offre LFO a été définie avec l'objectif initial de favoriser l'extension de la zone de dégroupage en permettant aux opérateurs tiers de raccorder des NRA de taille de plus en plus petite. Orange constate que cet objectif a été plus que rempli à date et la tarification de LFO est à ce titre efficace par rapport à l'objectif fixé : fin 2019, l'ensemble des NRA dégroupés regroupaient ainsi près de [...] % des lignes cuivre en service, avec plus de [...] nouveaux NRA dégroupés au cours de l'année 2019 (dont environ [...] NRA hors montée en débit, dégroupés dans leur grande majorité grâce à LFO), ainsi que l'illustre le tableau ci-dessous. Aussi, compte tenu des caractéristiques des NRA opticalisés restant à dégroupier par rapport aux NRA dégroupés durant l'année 2019 s'agissant des tailles moyennes, Orange considère que la grille tarifaire de LFO est adaptée pour poursuivre l'extension de la zone de dégroupage.



Figure 17

En deuxième lieu, l'offre LFO a été adaptée pour permettre le raccordement des NRO, notamment en augmentant la longueur maximale autorisée d'un lien afin de permettre les raccordements dans une première phase où tous les NRO n'ont pas encore été déployés. Orange constate que l'offre LFO favorise grandement la venue sur la fibre des opérateurs tiers déjà présents en dégroupage au NRA quand le NRO est installé au niveau du NRA. C'est le cas notamment pour le réseau FttH d'Orange en ZMD, pour lequel la totalité des NRO installés sont d'ores et déjà mutualisés par au moins un OC tiers. Orange considère ainsi que le principal frein aujourd'hui à la venue des opérateurs tiers sur la fibre est dû au choix de certains OI de ne pas installer leurs NRO au niveau, voire à proximité immédiate, des NRA. En tout état de cause, la tarification de l'offre LFO ne constitue en aucun cas un frein à la venue aujourd'hui des opérateurs au niveau des NRO.

En troisième lieu, Orange estime nécessaire d'anticiper la fermeture des NRA et propose d'adapter la grille tarifaire en conséquence dans la perspective où les NRA vont progressivement perdre des lignes jusqu'à ce qu'il n'y ait plus que des NRO raccordés. Le tarif applicable pour un lien donné, conçu dans la logique de la venue des opérateurs en dégroupage, est en effet déterminé à date en fonction de la taille des NRA extrémités, et de la longueur du lien, plafonnée à 13 km. Dans la perspective de la bascule vers la fibre, deux effets doivent être pris en compte : d'une part, les NRO qui constitueront les futurs nœuds extrémités des liens seront deux à trois fois moins nombreux que les NRA, et donc deux à trois fois plus gros en moyenne (en nombre de lignes) avec systématiquement plus de 1000 lignes conformément au cadre réglementaire (...); d'autre part, les liens NRO-NRO seront [...] % à [...] % plus longs en moyenne que les liens NRA-NRA (et pour une large part supérieur au seuil de 13 km). Orange envisage ainsi de faire évoluer progressivement sa grille tarifaire au cours du prochain cycle d'analyse de marché pour tenir compte de ces deux effets.

En dernier lieu, Orange conteste vivement tout principe d'orientation vers les coûts des tarifs de l'offre LFO tel qu'évoqué par l'Arcep dans son document. Tout d'abord le réseau de collecte en fibre optique d'Orange ne constitue pas une infrastructure essentielle : il existe en effet de nombreux réseaux de collecte en fibre optique déployés sur l'ensemble du territoire par les opérateurs tiers et les collectivités locales dans le cadre de RIP. L'accès au réseau de collecte en fibre optique d'Orange via l'offre LFO doit ainsi rester régulé en tant que prestation accessoire – aujourd'hui à l'obligation d'accès à la boucle locale cuivre depuis le NRA, demain à l'obligation d'accès aux infrastructures de génie civil depuis le NRO. Aussi, les tarifs de l'offre LFO actuellement en vigueur sont raisonnables et répondent assurément aux objectifs d'extension du dégroupage et d'accompagnement vers la fibre, permettant aux opérateurs tiers de venir à la fois au niveau des NRA et des NRO dans des conditions économiques satisfaisantes. Enfin et surtout, Orange met en garde l'Arcep contre toute velléité d'évolution à la baisse de la grille tarifaire de LFO, qui aurait pour effet de remettre en cause les équilibres économiques des opérateurs, notamment des RIP, et pourrait constituer une remise en cause significative du cadre réglementaire susceptible de questionner la tenue des engagements pris par Orange au titre de l'article L. 33-13.

### 5.3 Obligation de fournir l'accès dans des conditions non-discriminatoires

<b>question 8.</b>	Avez-vous des observations liées aux dispositions prévues dans le cadre de l'obligation de fournir l'accès dans des conditions non-discriminantes imposée à l'opérateur exerçant une influence significative sur le marché pertinent de la fourniture en gros d'accès aux infrastructures physiques de génie civil de boucle locale, ou des observations liées aux précisions portant notamment sur la notion d'équivalence d'accès et sur la reproductibilité technique des offres de détail de cet opérateur ?
--------------------	--

L'accès aux infrastructures de génie civil d'Orange se fait d'ores et déjà en équivalence des intrants, au titre de la non-discrimination. Des protocoles internes établis sur la base du contrat GC BLO sont ainsi signés, et communiqués à l'Arcep, entre la branche d'Orange qui déploie le réseau FttH en tant qu'OI et la branche d'Orange qui exploite le réseau d'infrastructures de génie civil. Orange publie par

ailleurs des indicateurs mensuels s'agissant de l'utilisation de l'offre GC BLO par les opérateurs tiers et par Orange.

Orange estime à ce titre que les éléments en place sont suffisants pour assurer un traitement non-discriminatoire dans l'accès aux infrastructures de génie civil entre Orange et les opérateurs tiers.

#### 5.4 Obligation de transparence et de publication d'informations concernant l'accès

---

**question 9.** Avez-vous des observations liées à l'obligation de transparence et de publication d'informations concernant l'accès imposée à l'opérateur exerçant une influence significative sur le marché pertinent de la fourniture en gros d'accès aux infrastructures physiques de génie civil de boucle locale ?

Cette question n'appelle pas d'observation de la part d'Orange.

#### 5.5 Qualité de service

---

**question 10.** Avez-vous des observations liées aux obligations relatives à la qualité de service et imposées à l'opérateur exerçant une influence significative sur le marché pertinent de la fourniture en gros d'accès aux infrastructures physiques de génie civil de boucle locale, à savoir les obligations portant sur l'engagement contractuel vis-à-vis des opérateurs clients de ce dernier et la publication d'indicateurs de qualité de service ?

Cette question n'appelle pas d'observation de la part d'Orange.

#### 5.6 Contrôle tarifaire

---

**question 11.** Avez-vous des observations liées aux dispositions relatives au contrôle tarifaire et aux obligations imposées dans le cadre de ce contrôle à l'opérateur exerçant une influence significative sur le marché pertinent de la fourniture en gros d'accès aux infrastructures physiques de génie civil de boucle locale ?

La décision n° 2017-1488 du 14 décembre 2017 fixe la méthode pertinente de comptabilisation des coûts à retenir dans le cadre des offres d'accès aux infrastructures de génie civil de boucle locale d'Orange, ainsi qu'une méthode pertinente pour leur tarification.

À l'aune du développement du marché caractérisé par une migration de plus en plus forte du cuivre vers la fibre optique, Orange demande à l'Arcep de revoir la méthode d'affectation des coûts, qui se fonde sur les parcs respectifs d'accès cuivre et fibre optique à la fin de l'année N-2 pour déterminer le montant des coûts de génie civil affectés à la fibre optique pour l'année N, et partant les tarifs en vigueur pour l'année N.

Orange estime que cette méthode, qui avait toute sa pertinence dans une phase initiale de déploiement de la fibre – quand le succès de la fibre était encore incertain et qu'il était alors convenu d'éviter de trop charger la fibre afin de ne pas freiner la migration, en faisant *de facto* en sorte que l'accès cuivre en service subventionne la fibre –, est désormais caduque dès lors que le parc d'accès en fibre optique va dépasser le parc d'accès en cuivre au cours du prochain cycle d'analyse de marché.

Orange considère à ce titre indispensable de tendre rapidement, d'ici la fin du prochain cycle d'analyse de marché, vers une clé de répartition des coûts de génie civil entre cuivre et fibre optique sur la base des parcs respectifs moyens pour l'année N.

## 5.7 Obligations de comptabilisation des coûts et de séparation comptable

**question 12.** Avez-vous des observations liées aux obligations de comptabilisation des coûts et de séparation comptable imposées à l'opérateur exerçant une influence significative sur le marché pertinent de la fourniture en gros d'accès aux infrastructures physiques de génie civil de boucle locale ?

Cette question n'appelle pas d'observation de la part d'Orange.

-----

En complément des points précédents, qui relèvent exclusivement de l'accès aux infrastructures de génie civil d'Orange dans le cadre de l'analyse de marché, Orange souhaite aborder le point suivant s'agissant de l'accès aux infrastructures de génie civil tierces.

Orange rencontre parfois des difficultés à obtenir des offres de génie civil auprès des opérateurs tiers, ce qui contrevient aux principes de l'ordonnance 2016-526 du 28 avril 2016 sur l'obligation pour les gestionnaires de partage d'infrastructures dans le cadre de déploiement de réseaux de communications électroniques à très haut débit.

Sans capacité d'accéder aux infrastructures de génie civil de certains opérateurs tiers, Orange se retrouve ainsi bloqué dans ses déploiements. C'est notamment le cas lorsqu'il s'agit de raccorder un PM ou un NRO d'un opérateur tiers pour lequel il n'existe qu'un fourreau de cet opérateur, sans offre d'accès ni modalités opérationnelles adéquates.

En outre, Orange note que les tarifs pratiqués par certains opérateurs tiers pour l'accès à leurs infrastructures de génie civil, quand les offres existent, peuvent s'avérer très élevés, et en tout cas sans commune mesure avec les tarifs pratiqués par Orange pour l'accès à ses infrastructures de génie civil dans le cadre de l'offre GC BLO.

Orange demande ainsi à l'Arcep de mettre en œuvre les mesures nécessaires pour traiter ces points, de sorte à garantir un accès non-discriminatoire dans des conditions opérationnelles et techniques raisonnables à l'ensemble des infrastructures de génie civil nécessaires pour le déploiement des réseaux FttH et pour le raccordement des nœuds de réseaux par les OC.

\*\*\* \*\*

\*\*\* \*\*

## Dispositions et recommandations envisagées par l'Arcep précisant les modalités de l'accès aux lignes de communications électroniques à très haut débit en fibre optique

### 1 Contexte et objet de la décision

### 2 Disponibilité de la fibre sur l'ensemble du territoire

**question 1.** L'Autorité invite les acteurs à faire part de leurs propositions sur la définition et les modalités d'application d'une obligation de complétude en dehors des poches de basse densité des zones très denses telle que présentée ci-dessus.

Orange conteste vivement les mesures envisagées par l'Arcep qui outrepassent les compétences de l'Arcep, viendraient remettre en cause le cadre existant et ne concerneraient en pratique qu'Orange.

Orange renvoie au point de synthèse « Complétude en zones très denses » de la section « Les enjeux du nouveau cycle d'analyses des marchés ».

**question 2.** L'Autorité invite les acteurs à lui faire part de leur appréciation des conséquences d'un reclassement en poche de basse densité des IRIS des poches de haute densité des quatre communes spécifiques des zones très denses.

Orange accueille très favorablement le reclassement en poches de basse densité de ZTD la totalité des communes de Rouen, Tours, Clermont-Ferrand et Champs-sur-Marne, d'autant plus que les offres d'Orange sur ces quatre communes sont déjà proposées sur ce modèle aux opérateurs, y compris l'offre FttE. Cela permettra notamment d'éviter des investissements inutiles en câblage quadri-fibres dans les immeubles neufs de ces communes, et de rendre claires et adaptées les obligations applicables aux promoteurs sur ces communes.

L'Autorité invite les acteurs à faire part de leurs remarques sur les dispositions et recommandations envisagées en partie 2 pour assurer la disponibilité de la fibre sur l'ensemble du territoire en suivant l'ordre des sujets présentés dans la partie.

#### **Précisions concernant le raccordement des logements et locaux dits raccordables sur demande.**

Orange est favorable à l'application du mécanisme concernant les locaux raccordables sur demande aux poches de basse densité des zones très denses, en cohérence avec ce qui est en place actuellement en ZMD.

À l'occasion de la transposition dans une décision du mécanisme actuellement décrit dans la recommandation de décembre 2015, Orange demande à l'Arcep d'ajuster certaines dispositions qui sont inapplicables en pratique et qui empêchent tout OI de recourir à un mécanisme pourtant essentiel pour gérer sereinement son déploiement.

Il s'agit, d'une part, de l'obligation d'identifier les futurs locaux raccordables sur demande dès la consultation préalable. Orange n'est pas en mesure de déterminer clairement, lors des travaux préalables à la consultation préalable pour une zone arrière de PM donnée, les locaux qui seront finalement indiqués comme raccordables sur demande dans les IPE au moment où l'obligation de complétude s'appliquera effectivement pour la zone arrière de PM, i.e. généralement 5 ans après le début des déploiements. Orange demande ainsi à l'Arcep de retirer cette disposition jugée inutile – avoir l'information comme quoi tel ou tel local sera indiqué raccordable sur demande dans 5 ans n'a aucune incidence sur le choix pour un OC de venir ou non au niveau d'un PM donné – et inapplicable



en pratique, ou à tout le moins d'en limiter le caractère contraignant, en laissant à l'OI la souplesse de faire évoluer le périmètre des futurs locaux raccordables sur demande à la hausse ou à la baisse tant que l'obligation de complétude n'est pas encore appliquée au niveau de la zone arrière d'un PM donné.

Il s'agit, d'autre part, des deux critères cumulatifs – coût plus élevé et appétence moindre – que l'OI doit être en mesure de justifier pour tout local indiqué raccordable sur demande. Si le critère de coût peut être objectivé et documenté pour tout local indiqué raccordable sur demande, Orange s'estime en revanche incapable de caractériser et d'objectiver la moindre appétence d'un local pour la fibre optique dans le cadre d'un processus opérationnel industrialisable (par exemple, il n'existe pas de bases de données à la maille de l'immeuble permettant d'identifier les résidences secondaires... et tant bien même une telle base existerait, elle serait vite désuète étant donné qu'une résidence secondaire peut devenir résidence principale, et vice-versa). Orange demande ainsi à l'Arcep de retirer ce second critère, inutile et inapplicable.

Orange propose dès lors à l'Arcep de ne retenir que le critère de coût pour la caractérisation des locaux raccordables sur demande, en contrôlant par ailleurs le taux de locaux indiqués raccordables sur demande à la maille de la zone de cofinancement, avec un seuil maximal qui pourra être ajusté en fonction des caractéristiques moyennes de la zone (sur la base du taux moyen de résidences secondaires par exemple).

S'agissant des locaux onéreux à rendre raccordables, Orange est favorable à l'introduction d'un tarif spécifique au moment de la commande de pose de point de branchement optique (ci-après PBO), comme c'est désormais la pratique pour certains territoires dans le cadre des AMEL (appel à manifestation d'engagements locaux). L'encadrement envisagé pour les volumes de locaux concernés par cette tarification spécifique (entre 4 et 8 % de la zone de cofinancement) est adapté. Le seuil de 5000 € à partir duquel un local pourrait faire l'objet de cette tarification spécifique reste néanmoins trop élevé, même s'il est déjà pratiqué dans certains territoires.

### **Raccordement des immeubles et lotissements neufs.**

Orange a rappelé, en réponse à la question 15 sur le projet d'analyse de marché 3a, les principes de son programme ZLIN (Zones Logements Immeubles Neufs) qui vise à ne pas raccorder à la boucle locale cuivre certains immeubles neufs équipés en FttH, et ainsi éviter des investissements non pertinents dans la perspective de la migration à terme vers la fibre.

Orange partage les préoccupations de l'Arcep s'agissant de la difficulté de prise en compte de l'immobilier neuf dans les zones de déploiements FttH, par l'ensemble des OI. Orange appelle ainsi de ses vœux la mise en œuvre par les OI de mécanisme de détection des projets de construction de sorte à ce que les futurs occupants puissent bénéficier d'offres commerciales sur fibre dès leur emménagement.

L'Arcep propose d'encadrer avec des délais le raccordement des immeubles et des lotissements neufs. Orange adhère à la proposition de raccordement dans un délai de 3 mois suivant la signalisation par le promoteur ou la collectivité locale, sous réserve que les infrastructures d'accueil en domaine privé soient disponibles, mais reste peu confiant sur l'efficacité du principe retenu. En effet, depuis le début de son programme ZLIN, Orange a acquis l'expérience des pratiques du monde de l'immobilier et a constaté que les promoteurs n'étaient pas sensibilisés aux contraintes et aux exigences des déploiements des réseaux FttH, notamment la prise en compte des délais réglementaires.

C'est pourquoi plutôt qu'un principe de délai de raccordement en réactif à une demande d'un promoteur, Orange demande la création d'une obligation pour l'OI de raccorder un immeuble neuf à une date permettant la souscription de services commerciaux par les habitants dès leur emménagement, i.e. à la date de livraison de l'immeuble (DLPI). Une telle obligation supposera la mise en place par l'OI d'un mécanisme de détection et d'anticipation des projets immobiliers (rendu



possible par la mise à disposition par le Ministère de la transition écologique des informations sur les permis de construire). Il conviendra aussi que l'OI donne de la visibilité sur les perspectives de raccordement à la DPLI, notamment dans le cadre des informations échangées dans le fichier IPE, de sorte à ce qu'Orange puisse s'appuyer sur les informations fournies pour ne pas mettre en œuvre d'inutiles travaux de raccordement en cuivre des immeubles neufs concernés.

Par ailleurs, les dispositions envisagées dans le projet de l'Arcep s'agissant de l'encadrement des délais de raccordement des immeubles neufs n'apparaissent applicables qu'une fois l'obligation de complétude en vigueur pour le PM donné, l'OI n'étant jusqu'à cette échéance qu'invité à raccorder les logements concernés « *dans un calendrier similaire à celui de ses déploiements sur les immeubles environnants* ».

Orange estime que cette disposition est insuffisante, compte tenu de son ambition de ne plus raccorder au réseau cuivre les immeubles neufs, et demande à ce que l'Arcep renforce les contraintes pesant sur les OI s'agissant du raccordement des immeubles neufs à leurs réseaux FttH, hors cas de difficultés exceptionnelles, dès lors que le PM est ouvert commercialement (voire ouvert commercialement depuis plus d'un an).

Il est en effet raisonnable de considérer, dans la perspective de migration à court terme d'une telle zone vers la fibre, que le raccordement des immeubles neufs relève désormais de la responsabilité de l'OI, de sorte à ce qu'Orange n'ait pas à mobiliser inutilement des ressources pour étendre son réseau de boucle locale cuivre pour une période d'utilisation nécessairement très courte. Il s'agirait là d'un non-sens économique et environnemental.

#### **Raccordement des immeubles et lotissements additionnels ou écartés.**

Le délai de 6 mois proposé par l'Arcep pour rendre raccordable, au sein d'une zone arrière de PM ayant atteint le délai de complétude, un logement ou local à usage professionnel qui n'aurait pas été raccordé à la fibre en raison notamment d'un refus passé paraît raisonnable. Ce délai est cohérent avec les délais communément admis pour mener les travaux dans la zone arrière du PM afin d'adapter le réseau fibre optique le cas échéant (pose d'un PBO supplémentaire par exemple), afin de raccorder l'immeuble concerné.

La possibilité d'un tel raccordement reste toutefois conditionnée à l'accord du propriétaire ou syndic de l'immeuble concerné.

#### **Commandes sans adresse**

Le délai de 3 mois proposé par l'Arcep pour rendre raccordable un logement ne faisant pas l'objet d'une identification normalisée dans le fichier d'échanges d'informations entre opérateurs n'est pas suffisant pour permettre la prise en compte de l'ensemble des situations rencontrées. Le traitement de ces commandes va faire appel aux deux dispositifs abordés par l'Arcep dans sa consultation, à savoir le processus de correction des données manquantes dans les fichiers IPE et le raccordement des immeubles additionnels.

Comme exprimé ci-dessus et en fonction des situations rencontrées, le délai de raccordement des logements sans adresse ne saurait être inférieur à 6 mois notamment pour les situations qui impliqueraient des travaux pour adapter le réseau fibre optique afin de raccorder l'immeuble concerné. Il convient également de prendre en compte les situations ne permettant pas la conduite de ces travaux, notamment le refus d'autorisations.

### **Processus de signalement et de correction des données manquantes ou erronées dans le fichier des informations préalables enrichies**

Orange accueille favorablement l'obligation pour chaque OI de proposer un dispositif de signalement et de correction des données manquantes ou erronées dans ses fichiers IPE (informations préalables enrichies).

Orange a d'ores et déjà intégré dans ses offres d'accès un tel processus de signalement unitaire à la disposition des OC dans le cadre de la signalisation d'anomalies, avec ouverture de tickets.

Orange a par ailleurs fait évoluer le processus existant, afin de pouvoir utiliser le même canal de signalisation pour traiter des volumes plus importants de demandes. Orange a présenté en juillet 2019 aux opérateurs du marché Entreprise cette évolution, qui permet de traiter jusqu'à 500 immeubles manquants ou erronés par ticket. Ce dispositif propre à Orange et conforme à celui décrit ici par l'Arcep fait l'objet d'une expérimentation menée avec l'opérateur Kosc depuis fin 2019, afin d'évaluer les délais nécessaires à ces traitements de masse. Sans préjuger des résultats de ces expérimentations, Orange considère néanmoins que les délais envisagés par l'Arcep pour le traitement de ces situations sont beaucoup trop ambitieux. Orange invite ainsi l'Arcep à revoir ces délais, notamment à l'aune des conclusions de l'expérimentation.

Dans le même temps, le groupe de travail Interop'Fibre en charge des adresses a débuté des travaux en vue de normaliser les échanges pour le traitement de ces signalements. Orange est favorable à travailler en concertation avec les autres opérateurs sur le sujet et a présenté dans cette instance le processus décrit ci-dessus en cours d'expérimentation. Orange estime que les principes retenus par Orange pour proposer cette évolution pourront constituer le socle du dispositif qui sera normalisé entre les opérateurs.

## **3 Garanties de non-discrimination opérationnelle et technique**

L'Autorité invite les acteurs à faire part de leurs remarques sur les dispositions et recommandations envisagées en partie 3 pour garantir la non-discrimination opérationnelle et technique en suivant l'ordre des sujets présentés dans la partie.

À titre liminaire, Orange note que l'Arcep s'attache avant tout dans cette partie à renforcer les garanties de non-discrimination pour les OI verticalement intégrés. De telles garanties doivent être étendues à l'ensemble des OI proposant à la fois des offres de gros FttH passives et des offres de gros activées, avec et sans qualité de service renforcée. Orange demande ainsi à l'Arcep d'adopter les mesures nécessaires de sorte qu'un OI proposant à la fois des offres de gros FttH passives et des offres de gros activées soit tenu à assurer un traitement non-discriminatoire entre ces niveaux d'offres, notamment s'agissant des dates de commercialisation, de l'éligibilité, des niveaux de qualité de service et des tarifs.

### **Renforcement des garanties de non-discrimination en matière de systèmes d'information pour les opérateurs verticalement intégrés**

Orange a fait évoluer au cours du cycle d'analyse de marché actuel ses processus industriels en matière de systèmes d'information. Ces évolutions ont concerné notamment les domaines de l'éligibilité FttH (alimentation sur la base des mêmes flux IPE), du contrôle des commandes (mise en œuvre d'un module commun de contrôle), du passage en outils communs des outils d'aide à la commande (TAO) et de mutation de route optique en autonomie (e-mutation).

En tant qu'OC, Orange constate aujourd'hui des dysfonctionnements chez certains OI, s'agissant des outils mis à disposition, et souhaite à ce titre pouvoir bénéficier des mêmes fonctionnalités. Orange accueille ainsi favorablement l'ajout de ces dispositions dans le cadre de régulation symétrique du FttH, de sorte à ce que les autres OI aient à appliquer les mêmes mesures que celles mises en œuvre par Orange en tant qu'OI.

Comme évoqué précédemment, Orange estime toutefois que le dispositif envisagé ne peut être limité qu'aux seuls opérateurs verticalement intégrés, et doit ainsi être étendu aux OI proposant à la fois des offres de gros FttH passives et des offres de gros FttH activées, notamment dans le cadre de RIP.

### **Renforcement des garanties en matière de circulation des informations**

S'agissant du respect des obligations prévues à l'article D. 99-6 du CPCE, Orange estime qu'il n'est pas nécessaire que l'Arcep ajoute des dispositions spécifiques dans son projet de décision de régulation symétrique, dans la mesure où l'Arcep dispose déjà par ailleurs de moyens pour s'assurer du respect par les opérateurs des obligations dudit article.

### **Adduction des PM intérieurs en ZTD**

En tant qu'OC, Orange rencontre ponctuellement des difficultés de raccordement aux PM intérieurs (PMI) des OI tiers en ZTD, et constate que la résolution de ces problèmes n'est pas industrialisée et ne permet pas de garantir le niveau d'efficacité attendu.

Orange accueille favorablement la disposition de l'Arcep visant à généraliser à l'ensemble des OI exploitant des PMI les solutions mises en œuvre par Orange dans le traitement des difficultés d'adduction aux PMI par les OC. L'introduction d'un gel de commercialisation, au plus tard 6 mois après la signalisation d'une difficulté, est nécessaire afin de garantir une équité de traitement pour l'ensemble des opérateurs. Un suivi de l'ensemble des cas signalés, des actions associées ainsi que du déclenchement du gel éventuel de commercialisation est à mettre en place par les OI concernés pour une bonne maîtrise de la situation opérationnelle.

### **Délais de livraison des différentes composantes de l'accès en ZMD**

S'agissant de la qualité de la livraison des liens NRO-PM, Orange a mis en place en 2018 pour répondre aux demandes des opérateurs, d'une part, le report de la mise en service commerciale du PM en cas de retard de livraison du lien NRO-PM et, d'autre part, la synchronisation de la mise à disposition du PM avec celle du lien NRO-PM dans le cas des commandes anticipées.

Orange a également développé pour répondre aux demandes des opérateurs la commande massive de liens NRO-PM, permettant à un OC de pouvoir commander l'ensemble des liens NRO-PM en une seule fois au niveau d'une zone donnée. Ce dispositif n'a toujours pas été utilisé à date.

Enfin, Orange communique aux OC des informations anticipées sur les NRO avec un délai de prévenance, afin de leur permettre de venir s'héberger aux NRO et de raccorder les PM avant leur mise en service commerciale. Ce délai de prévenance est de 9 mois entre la première publication du NRO et la première mise à disposition de PM. Orange bloque ainsi tout PM qui pourrait être mis à disposition avant ce délai.

Orange est le seul opérateur à avoir mis en place ces dispositifs, qui permet de garantir un traitement non-discriminatoire entre opérateurs. En tant qu'OC, Orange rencontre en revanche de réelles difficultés chez certains OI pour être présent dès l'ouverture des PM, malgré l'anticipation des raccordements. Orange demande ainsi à l'Arcep que l'ensemble des OI puissent être amenés à mettre en place au titre du cadre de régulation symétrique de tels dispositifs de report de mise en service commerciale en cas de retard dans la livraison des liens NRO-PM pour tout nouveau PM mis à disposition.

L'expérience d'Orange montre en revanche que la mise en œuvre de systèmes de synchronisation est très compliquée opérationnellement, notamment lorsque les prestations sont fournies au titre de contrats, de processus de production et de systèmes d'informations différents. Cela exige aussi de suivre le passage des commandes des OC dans les délais très cadrés, permettant d'engager les reports. C'est pour cela qu'Orange a renoncé à développer un dispositif de synchronisation des

prestations de fourniture d'hébergement au NRO et de livraison des liens NRO-PM, et a privilégié un système de communication avec délai de prévenance des informations NRO de sorte à permettre aux OC d'être opérationnels à la mise en service commerciale des PM.

#### **Demande raisonnable d'hébergement au niveau du PM et du point de raccordement distant mutualisé (ci-après PRDM)**

Orange accueille favorablement le rappel de l'Arcep s'agissant des obligations d'hébergement d'équipements passifs ou actifs au PM et au NRO, siège du répartiteur de transport optique (ci-après RTO) qui correspond fonctionnellement au PRDM.

S'agissant des équipements passifs, il est indispensable que les OC puissent installer leur terminaison de câble connectée au niveau du PM ou du RTO, sur une tête optique ou un plateau optique, de manière à disposer de conditions d'exploitation homogènes sur l'ensemble de leurs réseaux mutualisés. Orange constate ainsi que certains OI ne proposent pas ces dispositions, malgré les recueils d'ingénierie publiés par le Comité d'experts fibre et les textes réglementaires en vigueur.

L'Autorité introduit un nouveau principe de consultation pour les PM et les NRO, afin de recueillir les souhaits des OC s'agissant de l'hébergement de leurs équipements passifs ou actifs. Orange rappelle à l'Arcep qu'une consultation est déjà menée auprès des OC s'agissant de l'hébergement d'équipements actifs au niveau de l'armoire PM, à laquelle aucun OC n'a jamais répondu positivement à ce jour. Orange considère également inutile de consulter les OC sur l'hébergement d'équipements passifs au PM ou au NRO, compte tenu des règles d'ingénierie actuellement mises en œuvre par les opérateurs et reprises dans les recueils du comité d'experts, qui précisent la place devant être laissée pour les équipements des OC aussi bien au niveau du PM que du RTO. Par ailleurs, Orange avait mis en place un recueil des besoins des OC à l'ouverture des NRO dans les NRA d'Orange. Ce dispositif a été très peu utilisé par les OC et n'a eu aucune incidence sur le nombre d'emplacements d'équipements actifs prévus à l'ouverture du NRO. Ainsi, Orange estime également inutile de devoir consulter les OC sur l'hébergement d'équipements actifs au NRO.

#### **Localisation du PM, le cas échéant, du PRDM à proximité des réseaux de collecte existants**

Orange déplore que certains OI ne respectent pas les dispositions de l'article 4 de la décision n° 2010-1312 lors de l'implantation de leur PM ou NRO – à savoir à proximité immédiate du segment de transport du réseau d'infrastructures de génie civil d'Orange ou d'une infrastructure de génie civil alternative équivalente –, ce qui rend inaccessibles en pratique les PM et NRO concernés, d'autant plus quand l'OI ne propose pas d'offre de génie civil satisfaisante.

S'agissant de son propre réseau FttH en ZMD, Orange a privilégié l'installation de ses NRO dans les NRA de son réseau de boucle locale cuivre, qui s'avéraient être déjà tous opticalisés et dégroupés par au moins un opérateur alternatif grâce à l'offre LFO. En pratique, la totalité des NRO du réseau FttH d'Orange en ZMD sont aujourd'hui raccordés par au moins un OC tiers.

Orange estime à ce titre que l'élément déterminant pour favoriser la venue des OC tiers aux NRO est de positionner les NRO dans les NRA, voire à proximité immédiate, car cela facilite grandement la venue sur le FttH des opérateurs déjà présents au titre du DSL. Orange propose à cet effet une offre d'hébergement des RTO au sein de ses NRA à destination des OI.

En tout état de cause, dans l'hypothèse où l'OI maintient son projet d'installer un NRO loin de toute infrastructure de génie civil d'Orange, en déployant ses propres infrastructures de génie civil, il convient que l'OI puisse y donner accès dans des conditions opérationnelles, techniques et économiques satisfaisantes. Orange demande à ce titre de pouvoir disposer systématiquement de la part de tout OI d'une offre d'accès à son génie civil, de manière concomitante à son offre d'accès FttH. Orange renvoie à cet effet au dernier point abordé en réponse au projet de décision d'analyse de marché des infrastructures de génie civil.

Orange demande en outre à l'Arcep de considérer l'absence d'infrastructures de génie civil accessibles dans des conditions satisfaisantes comme motif de report de la mise en service commerciale des NRO et PM.

#### 4 Adaptation des modalités d'accès aux lignes FttH pour les locaux non résidentiels

---

En préalable aux questions posées ci-dessus, Orange souhaite réagir à l'exposé de l'Autorité sur le déclenchement du SAV dans le cas des accès avec un premier niveau de qualité de service (ci-après QoS) renforcée.

Le cadre réglementaire du déploiement de la boucle locale optique mutualisée a imposé le principe d'un accès au PM par les OC et la possibilité de mettre en place leurs propres équipements de couplage optique avant d'accéder à la partie mutualisée. Ce principe a structuré les prestations proposées par les OI dans leurs offres de gros en séparant, notamment, la ligne FttH en aval du PM et la partie lien NRO-PM pour le cas des PM inférieurs à 1000 logements en ZMD. De ce fait, l'organisation de la maintenance des accès est structurée avec des principes de localisation des pannes constatées, de dépose de ticket sur la prestation concernée et de traitement par l'OI avec des équipes adaptées au segment de réseau à rétablir. Ce principe se conjugue avec la possibilité offerte, et utilisée par tous les OC, de réaliser la maintenance des câblages clients finals pour conserver une maîtrise de la relation entretenue avec leurs clients.

En conséquence, comme le précise l'Arcep, « le processus mis en œuvre par les OI de demander de signaler la panne sur le segment NRO-PM ou aval PM ne semble pas déraisonnable ». Orange considère que ce principe de prélocalisation est non seulement raisonnable mais aussi nécessaire pour garantir l'efficacité des interventions de l'OI – ce dernier ne disposant pas de moyens de supervision des équipements – et une perspective de rétablissement plus rapide pour le client. Au demeurant, dans l'hypothèse où l'OI aurait à réaliser un tel test de prélocalisation, il lui faudrait alors dépêcher un technicien équipé d'un réflectomètre – ce qui, d'une part, est coûteux et, d'autre part, suppose un déplacement complémentaire – alors que l'OC est en mesure de prélocaliser le défaut bien plus aisément, soit à partir de ses équipements actifs, soit par simple corrélation des pannes sur son arbre PON.

Sur la base de ce principe, pour les accès passifs avec l'option d'un premier niveau de QoS renforcée, dont Orange rappelle [...], Orange estime que le cas de figure exposé par l'Arcep d'un opérateur n'ayant qu'un seul accès sur un PM ce qui ne lui permettrait pas de faire d'analyse statistique pour déterminer sur quel segment NRO-PM ou Aval PM déposer sa signalisation, n'existe pas.

De plus l'analyse des défauts constatés sur le réseau mutualisé FttH montre qu'environ [...] % des problèmes rencontrés se situent sur un domaine sur lequel l'OC est soit en responsabilité (son coupleur au PM, la jarretière au PM ou la desserte interne client) soit en capacité d'intervenir (le segment PBO-PTO). Cette constatation milite pour un renforcement de la pratique d'une intervention initiale des OC en relation avec leur client sur la partie aval PM (PM compris car souvent à proximité) pour permettre une durée d'incident la plus faible possible.

Enfin, le cas d'un OC qui n'aurait qu'un seul accès actif en aval d'un PM donné n'étant à ce jour pas du tout rencontré sur les réseaux déployés et restant très peu probable au regard des pratiques des opérateurs commercialisant des accès passifs (avec QoS renforcée), une obligation conduisant à une modification des principes et processus de maintenance mis en œuvre par l'OI ne serait ni raisonnable, ni proportionnée. Orange est notamment opposé au principe du SAV « de bout en bout » qui imposerait des interventions des techniciens d'Orange sur des éléments de réseaux, non connus, non exploités, non décrits dans le SI d'Orange et pour lesquels la responsabilité est clairement portée par les OC.

**question 3.** a. Est-il nécessaire, selon vous, d'identifier des cas d'exemptions du respect de la GTR pour ce premier niveau de qualité de service renforcée ? Si oui, quels sont les cas d'exemptions pertinents ?

S'agissant des possibilités d'exemption du respect de la GTR, il est reconnu que certaines circonstances, indépendantes de la volonté de l'OI peuvent avoir des impacts sur la durée du rétablissement d'un incident et donc le conduire à ne pas respecter son engagement. De plus afin de permettre la tenue de cet engagement l'OI doit s'appuyer sur l'ensemble des éléments transmis par l'OC pour mobiliser les ressources compétentes dans le rétablissement du segment de réseau défectueux. Une signalisation avec des éléments erronés désengagera l'OI du respect de la GTR du fait de l'inefficacité des interventions induite par une mauvaise qualification ou localisation du défaut signalé par l'OC.

Orange, qui propose déjà cette option de premier niveau de qualité de service, précise dans son offre que la GTR 10h HO ne peut être assurée dans les cas de figure suivants :

- en cas de qualification erronée de la nature du défaut
- en cas de mauvaise prélocalisation du défaut par l'opérateur
- si l'incident est la cause de dégradations causées par un tiers ou par l'OC
- lorsque le défaut se situe au niveau du compartiment opérateur
- lorsque l'opérateur utilise une fibre dédiée non préconnectorisée
- si Orange est empêché dans ses actions par des faits relevant de la force majeure
- lorsqu'Orange doit obtenir l'autorisation d'un tiers préalablement à son intervention sur la ligne FttH (par exemple : contraintes réglementaires d'intervention en domaine public, autorisation d'un propriétaire privé, etc...).

b. Est-il légitime, selon vous, que les opérateurs d'infrastructures imposent aux opérateurs commerciaux des pénalités ? Dans quels cas ?

Orange considère légitime, nécessaire et proportionné le principe de pénalité de l'OI vers l'OC, dès lors que ce dernier aura mobilisé des ressources de l'OI sans raison à la suite d'un manquement aux conditions de l'offre.

Par exemple, une pénalité est présente dans l'offre pour les cas de demandes de déplacement d'un technicien qui sont injustifiées et conduisent à une intervention inutile.

De même, la dépose d'une signalisation sur une ligne FttH ou un lien NRO-PM qui se révèle, à la suite d'une vérification réalisée par Orange, être en état normal de fonctionnement génère un engorgement inutile des moyens de traitement des défauts d'Orange. Afin de réduire l'occurrence de ce type d'erreur, l'existence d'une pénalité pour « signalisation à tort » incite les opérateurs à ne pas déposer de signalisation pour un accès ne présentant pas d'incident.

Le niveau des pénalités proposées par Orange est proportionné à l'importance, notamment temporelle, des manquements aux conditions de l'offre de référence observés.

**question 4.** a. Est-il nécessaire, selon vous, d'identifier des cas d'exemptions du respect de la GTR pour ce second niveau de qualité de service renforcée ? Si oui, quels sont les cas d'exemptions pertinents ?

Orange considère que les cas ci-dessous doivent donner lieu à l'exemption du respect de la GTR :

- l'interruption de l'offre résulte d'une modification de l'offre demandée par l'opérateur ;
- l'interruption de l'offre résulte d'un cas de force majeure ;
- l'interruption de l'offre est du fait d'un tiers ;
- le rétablissement est conditionné par la réalisation de travaux de Génie Civil du réseau nécessitant une autorisation de tiers ;



- l'interruption de l'offre résulte du fait de l'opérateur et en particulier du non-respect de ses obligations ou d'un mauvais fonctionnement de la desserte interne sous sa responsabilité.

Par ailleurs, de nombreuses circonstances externes à Orange peuvent également retarder l'intervention sur une GTR en particulier en cas de mise en danger du technicien (notamment foudre/vents violents/incendies/zones sensibles) ou d'entrave à la circulation du technicien (notamment inondation/glisement de terrain/enneigement) ou en cas d'attente d'autorisation administrative pour engager des moyens d'interventions sur une adresse.

Orange rappelle également que pour les offres de gros passives FttH avec adaptation, en cas d'absence de pré localisation ou de pré localisation erronée fournie par l'opérateur tiers, un délai supplémentaire de 2 heures est ajouté à la GTR de 4 heures dans la mesure où Orange doit effectuer une pré localisation du défaut à la place de l'opérateur (en se déplaçant sur le site client et/ou le NRO, avant éventuellement qu'un autre technicien intervienne sur la boucle locale).

b. Est-il légitime, selon vous, que les opérateurs d'infrastructures imposent aux opérateurs commerciaux des pénalités ? Dans quels cas ?

Orange considère légitime de facturer une prestation pour Intervention A Tort (IAT) en SAV dans les cas suivants :

- défaut constaté au niveau de l'installation privée du client final, de son réseau, ou dû à son environnement ou son installation électrique, y compris équipement client final mis hors tension,
- défaut matériel ou logiciel survenu sur le terminal de l'opérateur,
- erreur de manipulation du client final ou de l'opérateur,
- pas de défaut constaté sur le réseau de l'OI.

Le montant de la pénalité doit permettre de couvrir le coût inhérent au déplacement du technicien réalisé à tort, et inciter l'opérateur à faire un diagnostic avant d'ouvrir un ticket chez l'OI.

**question 5.** a. Selon vous, certaines de ces adaptations semblent-elles impérativement nécessaires pour fournir le second niveau de qualité de service renforcée ?

Orange considère que les adaptations mentionnées sont nécessaires afin d'assurer des offres avec GTR 4 heures HO et HNO.

En effet, les PBO et les PM du réseau FttH sont des nœuds de fragilité du réseau car objet de multiples interventions ; tous les OC ont également la possibilité d'intervenir au niveau de ces points pour la construction et la mise en service du raccordement client d'une part, et pour le SAV de ce raccordement final d'autre part. Les interventions sur ces points sont particulièrement sensibles :

- au niveau du PBO, les travaux sont réalisés sur la fibre optique nue avec un risque important de dommages aux fibres adjacentes ;
- au niveau du PM, de mauvaises manipulations peuvent impacter les cordons optiques adjacents.

Orange a fait le choix de déployer une architecture adaptée, le FttE, pour assurer le second niveau de qualité de service renforcée sur son réseau de boucle locale optique mutualisée via la fourniture de lignes en point-à-point du NRO jusqu'au client Entreprise. Le FttE se distingue du FttH à deux niveaux du réseau, ce qui permet une sécurisation accrue : (i) des points de branchement spécifiques au FttE, les PBE, distincts des PBO et (ii) un module dédié sécurisé au niveau de l'armoire PM pour la mise en place des jarretières.

Un tel choix d'architecture est plus robuste face aux problèmes classiques rencontrés au niveau des réseaux FttH consécutifs aux interventions multiples (jarretière débranchée au niveau du PM, soudure cassée au niveau du PBO), et permet une efficacité opérationnelle lors des interventions SAV (le technicien peut intervenir rapidement en SAV car les ressources du FttE sont spécifiquement identifiées : module dédié dans l'armoire, PBE dédié, repérage des fibres facilité).



b. Au contraire, certaines semblent-elles poser problème ? Pourquoi ?

Orange n'identifie aucune difficulté inhérente à la mise en place de ces adaptations.

- question 6.**
- a. Il est demandé aux opérateurs d'infrastructures de renseigner les modalités qu'ils envisagent pour proposer du cofinancement sur ces offres.
  - b. Il est demandé aux opérateurs cofinanceurs sur l'infrastructure FttH de renseigner leur intérêt à pouvoir utiliser leur droit sur les offres avec adaptation de l'architecture de la boucle locale optique mutualisée.
  - c. Il est demandé aux opérateurs tournés spécifiquement vers le marché entreprises leur appétence pour le cofinancement et les modalités qu'ils en attendent.
  - d. Les cas de figure b. et c. permettent d'envisager deux modalités éventuellement différentes pour le cofinancement des offres avec adaptation de l'architecture de la boucle locale optique mutualisée. Est-ce qu'il vous semble pertinent que ces deux possibilités soient proposées aux opérateurs commerciaux ? Si non, quelles sont les difficultés que vous identifiez afin de les faire coexister ?

Orange a fait le choix de déployer depuis 2016 l'architecture FttE sur son réseau de boucle locale optique mutualisée en ZMD et dans les poches de basse densité des ZTD. Orange a également mis en place, dès 2019, un programme de reprise pour les PM déployés non encore éligibles au FttE.

Fin 2020, la majeure partie des PM déployés seront éligibles aux offres FttE, en dehors du programme de reprise en cours. Orange ne considère donc pas légitime d'envisager *a posteriori* des modalités de cofinancement sur un réseau déjà largement déployé. En outre, le mode de déploiement du FttE – caractérisé par la pose du PBE à la demande, lorsqu'il y a la commande d'un client Entreprise souhaitant une telle prestation – ne suit pas la logique du déploiement global du FttH, et y appliquer un cofinancement n'aurait pas de sens.

En tout état de cause, les coûts spécifiques liés à la mise en œuvre de l'architecture FttE sont identifiés comme tels dans la comptabilité d'Orange, et ne sont donc pas intégrés dans les coûts liés au déploiement du réseau FttH. Compte tenu du fait que les tarifs des offres de cofinancement FttH d'Orange sont établis sur la base des coûts liés au seul déploiement du réseau FttH, les OC ayant acquis des droits d'usage sur le réseau FttH d'Orange ne peuvent donc en aucune manière accéder au travers de ces droits d'usage aux ressources dédiées au FttE.

Dans l'hypothèse où Orange serait néanmoins amené à devoir proposer des modalités d'accès à ses offres FttE sous forme de cofinancement, ce qu'Orange conteste, cela ferait alors l'objet de droits d'accès spécifiques pour le FttE, sans lien avec les droits d'accès pour le FttH. Les conditions d'accès seraient les mêmes pour tout OC, qu'il s'agisse d'un OC déjà présent en cofinancement au titre du FttH, ou qu'il s'agisse d'un OC adressant spécifiquement le marché Entreprise.

- question 7.**
- a. Selon vous, est-ce que la solution mise en œuvre par Orange pourrait convenir pour répondre aux besoins de prévisibilité des opérateurs commerciaux pour le second niveau de qualité de service ?

Orange a fait le choix de mener son programme de reprise en mode « réactif » à compter de 2020, afin de donner de la prévisibilité aux OC. Orange est ainsi en mesure de s'engager sur un séquençement par trimestre pour l'ouverture commerciale des offres FttE, avec un préavis allant de 3 mois à 1 an ainsi que sur un volume de PM traités plus important.

- b. Existe-t-il, selon vous, une ou des autres solutions pour donner de la prévisibilité sur les programmes de reprise ?

Le mode « réactif » apparaît à Orange comme la meilleure solution pour garantir de la prévisibilité aux OC. La transparence relative au déploiement des offres à qualité de service renforcée avec GTR 4h doit s'appliquer à l'ensemble des OI.

- question 8.**
- a. Quelles sont les spécificités des offres à qualité de service renforcée avec adaptation d'architecture qui justifieraient, selon vous, de considérer qu'une demande de raccordement final par l'opérateur commercial ne serait pas raisonnable, par exception au cas général établi dans la décision n°2015-0776 ?
  - b. *A contrario*, dans le cas où les demandes de raccordement final par l'opérateur commercial seraient considérées comme raisonnables quels processus opérationnels permettraient selon vous d'apporter des garanties fortes quant à un mode STOC préservant la robustesse du réseau renforcé ?
  - c. Dans le cas où les demandes de raccordement final par l'opérateur commercial seraient considérées comme raisonnables, quelles adaptations de la décision de l'Arcep n°2015-0776 vous semblent nécessaires pour permettre le raccordement en mode STOC pour les offres avec adaptation d'architecture répondant au second niveau de qualité de service renforcée ?

Le mode STOC a montré son utilité pour les réseaux FttH, compte tenu de l'importance des volumes de production d'accès sur le marché généraliste, en permettant à tout OC de bénéficier d'une infrastructure entièrement mutualisée et ouverte au niveau des PM et PB, facilitant la gestion par l'OC à la fois de la relation avec son client et du pilotage de ses intervenants.

Les offres à qualité de service renforcée avec adaptation d'architecture de type FttE ont en fait été conçues afin d'apporter une solution technique et opérationnelle satisfaisante en venant précisément limiter les interventions au niveau des PM et PB – considérés comme des points de fragilité du réseau consécutivement aux interventions multiples – de manière à pouvoir adresser à partir de la boucle locale optique mutualisée la clientèle Entreprise, très exigeante s'agissant de la qualité de service.

S'agissant de l'architecture FttE déployée par Orange, la mise en place du mode STOC supposerait ainsi la possibilité pour l'OC, une fois le PBE déployé par Orange, d'intervenir en tant que sous-traitant d'Orange pour (i) la réalisation du raccordement entre le PBE et le local de l'entreprise, (ii) l'intervention au PBE et (iii) le brassage au PM au niveau du module dédié sécurisé. Un tel schéma viendrait remettre en cause toute la logique du FttE – consistant à limiter drastiquement les interventions multiples des OC au PM et au PBE – et partant les choix techniques et la stratégie d'Orange s'agissant de la fourniture des offres avec GTR 4h à destination de la clientèle Entreprise.

La mise en place du mode STOC pour le FttE conduirait *de facto* à ce que l'OC prenne en charge la première intervention SAV sur le segment PBE-PTO, ce qui réduirait l'engagement de qualité de service d'Orange au tronçon NRO-PBE ou PM-PBE (pour l'offre au PM).

- question 9.**
- a. Quels sont les obstacles techniques et informatiques que vous identifiez pour mettre en œuvre les modalités de création/résiliation et de reprise de ligne ?
  - b. Comment résoudre, le cas échéant, ces difficultés ?

Orange confirme qu'à date seules les migrations par création / résiliation sont disponibles dans les offres FttH à qualité de service renforcée de niveau 2 d'Orange (GTR 4h). Le caractère raisonnable de la reprise de ligne ne peut être apprécié avant une analyse plus fine des besoins du marché et d'une étude d'impact par les OI, en particulier sur les aspects SI.

Orange soutient la proposition de l'Arcep sur le raccordement multifibre pour les offres avec GTR 4h avec adaptation d'architecture afin de faciliter les migrations par création / résiliation.

**question 10.** a. Selon vous, quels seraient les obstacles à la mise en œuvre d'une telle offre ?

b. Quels sont les moyens nécessaires pour les résoudre ?

Orange avait souhaité pouvoir proposer plusieurs accès FttH dans un même local, en réponse à une attente, certes limitée en volume mais réelle, sur le marché Entreprise. Orange accueille favorablement l'analyse de l'Autorité considérant comme raisonnable ce besoin de multi-accès sur le réseau FttH. Orange OI a fait évoluer ses offres pour rendre possible la création de plusieurs accès au sein d'un même local au niveau des zones où il a déployé son réseau FttH. Orange considère que la réussite d'une telle offre de détail est conditionnée par sa disponibilité sur l'ensemble du territoire, c'est pourquoi Orange accueille favorablement la demande de l'Autorité formulée vers les OI.

La possibilité de commander plusieurs lignes FttH dans un même local au niveau des réseaux des OI tiers doit toutefois continuer à être étudiée, pour garantir l'efficacité des processus et l'intégration dans le SI des opérateurs.

**question 11.** a. Selon vous, est-il nécessaire de rendre possible la double adduction sur les réseaux FttH ?

b. Dans ce cas, suffit-il que l'OI permette à l'OC de le faire en mode STOC ou bien faut-il aussi qu'il propose une solution en mode OI ?

c. Quel serait le premier point de défaillance unique le plus adapté pour réaliser une double adduction ?

d. Selon vous, est-il pertinent de rallier un lien PM-PBO d'une autre ZAPM pour réaliser la double adduction ? Quels sont les obstacles que vous identifiez ?

e. Envisagez-vous d'autres solutions pour réaliser la double adduction sur les réseaux FttH mutualisés ?

Le réseau FttH d'Orange est fondé sur une architecture arborescente passive, allant du NRO jusqu'à la PTO avec des éléments de réseaux intermédiaires – PM, PA (point d'aboutement), PB (PBO ou PBE) – appelés points fonctionnels, ayant des zones de gestions propres (zone d'influence, zone d'éligibilité) et une capacité prédéfinie.

Cette architecture conduit à associer au départ chaque immeuble ou adresse à un unique point fonctionnel à travers une relation de filiation (un PB n'est rattaché qu'à un seul PA, un PA n'est rattaché qu'à un seul PM, un PM n'est rattaché qu'à un seul NRO). La constitution du SI et des IPE d'Orange est ainsi fondée sur le principe de cette correspondance unique, avec toutefois la possibilité d'autoriser des mutations de PB pour des besoins de production ou de SAV.

La topologie du réseau FttH d'Orange, avec une ligne optique non redondée desservant chaque client final depuis le PM, ne permet donc pas, par construction, de sécurisation via un double cheminement (mis à part dans le cas où l'OC opérerait pour desservir un client Entreprise avec une ligne FttH et une ligne FttE en parallèle).

En tant qu'OI, Orange n'est en mesure de gérer l'affectation d'une seconde route optique pour une adresse ou un local donné qu'à partir des mêmes NRO, PM, PA et PB que pour le premier accès, l'immeuble étant associé à ces points fonctionnels. L'attribution de route automatique n'est donc pas liée au mode de raccordement (par l'OI ou l'OC), et le mode STOC ne résoudrait en rien la problématique.

La double adduction conduirait à remettre en cause le modèle décrit ci-dessus, à savoir l'attribution automatique de route pour un client situé dans un immeuble donné et le plan schéma directeur permettant l'exploitation capacitaire du réseau FttH.

Les besoins de topologie avec double parcours ou avec des accès redondés offrant un haut niveau de sécurisation sont en fait assurés par le réseau de boucle locale optique dédiée (FttO) qui peut être déployé à la demande pour desservir un site donné. Ces besoins restent toutefois réservés aux sites entreprise les plus critiques, par exemple les data centers.

En tout état de cause, la seule solution envisageable permettant de répondre aux besoins de double-adduction sans remettre en cause l'architecture et la gestion des réseaux FttH consisterait, pour un site donné, à établir une première ligne en point-à-point sur la base du réseau FttH avec adaptation (type FttE), puis à faire établir une seconde ligne FttO en parallèle pour le même site, qui sera alors nécessairement construite à partir d'un réseau complètement indépendant du réseau FttH.

**question 12.** Selon vous, est-il pertinent de prévoir que les offres à qualité de service renforcée d'un opérateur d'infrastructure permettent à un opérateur commercial de raccorder des stations de base mobile ?

Orange considère qu'il n'est pas pertinent que l'Arcep impose une obligation générique de raccordement des stations de base mobile par les offres à qualité de service renforcée.

Au cas par cas, ce type de raccordement pourrait être proposé avec une valorisation adaptée en tenant compte de la disponibilité effective des ressources, afin de s'assurer que ces besoins de raccordement des sites mobiles ne préemptent pas les ressources.

L'Autorité invite les acteurs à faire part de leurs remarques sur les dispositions et recommandations envisagées par l'Autorité en partie 4 pour adapter les modalités d'accès aux lignes FttH pour les locaux non résidentiels en suivant l'ordre des sujets présentés dans la partie. ?

#### **Liens NRO-PM en location**

Dans sa consultation, l'Arcep estime raisonnable que les OI étudient les demandes d'OC qui souhaiteraient privilégier une modalité de location des liens NRO-PM par rapport au principe de tarification existant en cofinancement (avec un paiement initial important et un récurrent limité).

L'analyse de la situation actuelle, notamment la forte appétence des OC pour l'offre de liens NRO-PM proposée par Orange ainsi que les taux de pénétration atteints par les OC sur les zones concernées, montre que les conditions tarifaires n'ont pas constitué un frein au développement d'un niveau de concurrence élevé sur le marché généraliste.

S'agissant des opérateurs spécialisés sur le segment Entreprise, Orange s'interroge sur le besoin d'un cumul de solutions à leur disposition pour venir desservir en passif leurs clients depuis le NRO. En particulier, la proposition de l'Arcep d'une modalité de location des liens NRO-PM serait de nature à remettre en cause le besoin d'une offre passive adaptée à destination du marché entreprise telle qu'Orange a l'obligation d'en fournir une au titre du marché 3a.

#### **Développement d'interfaces conjointes pour les produits sur réseaux FttH**

L'Arcep estime souhaitable que les OI proposant à la fois des offres FttH et des offres avec adaptation de type FttE développent des interfaces conjointes permettant de gérer l'éligibilité, la prise de commande, la livraison et le SAV.

S'agissant de l'éligibilité, il a été demandé en multilatéral aux OI d'étudier, dans le cadre des travaux du groupe Interop'Fibre, la possibilité d'indiquer les informations d'éligibilité aux offres avec adaptation de type FttE dans les fichiers IPE.

Orange accueille en revanche avec beaucoup de réserve les demandes de l'Arcep relatives à l'harmonisation des processus de commandes entre FttH et FttE, étant donné que toutes les chaînes

de commandes et les SI de description de réseau pour ces deux offres ont été développés et fonctionnent aujourd'hui de manière indépendante.

## 5 Qualité de service sur les réseaux FttH

L'Autorité invite les acteurs à faire part de leurs remarques sur les dispositions envisagées par l'Autorité en partie 5 pour assurer la qualité de service sur les réseaux FttH en suivant l'ordre des sujets présentés dans la partie.

**Orange considère prématuré le principe de définir des niveaux de qualité de service pertinents dans le contexte actuel de déploiement massif du réseau FttH.**

Le contexte actuel de déploiement des réseaux FttH, avec une accélération de la production du nombre de locaux rendus raccordables sur l'ensemble du territoire et de la production d'accès, implique une activité importante au niveau du réseau, avec beaucoup d'interventions tant sur les équipements et infrastructures que sur les câbles de fibre optique.

Cette activité intense de déploiement et de brassage a pour conséquence de générer des instabilités sur le réseau, ainsi que des tensions au niveau des entreprises sous-traitantes, sollicitées à la fois pour la construction du réseau et pour la production et la maintenance des accès. Il convient ainsi de noter, s'agissant du réseau FttH d'Orange, que la production des accès suppose aujourd'hui le déploiement du câblage client final (CCF) et la pose de la PTO dans [...] % des commandes, ce qui induit une sollicitation accrue au niveau des PM et des PBO, sans comparaison avec ce qu'on observe sur la boucle locale cuivre.

Indépendamment des aspects liés à l'activité sur le réseau, la capacité à mesurer des indicateurs de performance fiables et comparables entre opérateurs dépend de la disponibilité de processus et de flux normalisés. Pour le rétablissement des accès, les opérateurs fonctionnent actuellement avec le protocole SAV normalisé 2.1 qui ne permet pas de dissocier précisément les durées imputables à l'OI de celles générées par l'OC (pas de notion de gel lors d'attente d'information de l'OC pour permettre l'intervention de l'OI, pas de clôture contradictoire entre l'OI et l'OC ce qui permet à l'OI de clôturer un incident qui ne serait pas réellement rétabli). La maintenance des liens est effectuée au travers de processus et protocoles propriétaires interdisant la mise en place de KPI comparables entre OI.

Le protocole SAV 3.0 spécifié par le Groupe Interop'Fibre est un préalable indispensable à la mise en place d'indicateurs de qualité de service sur le domaine du SAV des accès FttH avec ou sans QoS renforcée.

**Orange propose la mise en œuvre d'un observatoire pour une analyse de la situation et la détermination de niveaux pertinents de QoS.**

L'existence sur le réseau FttH d'un mode de production des raccordements sous-traité aux OC (mode STOC), la possibilité qui leur est donnée d'assurer la maintenance du CCF, mais surtout la possibilité pour les OC de réaliser des opérations de brassage au niveau du PM ne permettent pas la détermination de niveaux objectifs d'engagement de qualité de service de la part de l'OI comparables à ceux en place pour le réseau de boucle locale cuivre, compte tenu des responsabilités partagées.

Les interventions de maintenance sur le réseau FttH réalisées par l'OI (opération au niveau des câbles de fibre optique entre le NRO et le PM ou en aval PM, réparation d'une armoire PM, remplacement d'une colonne montante etc.) sont ainsi nettement plus complexes et plus longues que les interventions réalisées directement par l'OC, quand les dispositions contractuelles le permettent, et ne peuvent à ce titre relever d'un même encadrement des délais de réalisation.

Les particularités de l'exploitation et de la maintenance des réseaux de boucle locale fibre par rapport au réseau de boucle locale cuivre, liées aux différences de responsabilités et de procédures entre OI et OC, nécessitent de mener des réflexions avec l'ensemble des opérateurs sur les meilleures approches pour objectiver la qualité de service et les actions nécessaires à chacun des acteurs dans

l'exploitation du réseau FttH. La mise en place d'un observatoire pourrait à ce titre être une solution adéquate.

**Orange s'oppose à l'introduction de seuils chiffrés dans le cadre des obligations de qualité de service pour les offres de gros sur les réseaux de boucle locale optique.**

La position d'Orange s'agissant de la volonté de l'Arcep d'introduire des seuils chiffrés de qualité de service pour la livraison et le SAV des produits de gros généralistes cuivre et Entreprise – et rappelée au point de synthèse « Fixation de niveaux de qualité de service sur les marchés de gros » de la section « Les enjeux du nouveau cycle d'analyses des marchés » – vaut également pour les offres de gros sur les réseaux de boucle locale optique.

Orange considère que le législateur n'a pas autorisé l'Arcep à fixer en tant que tels des seuils de qualité de service pour les offres de gros sur les réseaux de boucle locale optique. À supposer que l'Arcep soit en mesure de fixer des seuils chiffrés de qualité de service à respecter, et de justifier du caractère proportionné d'une telle mesure, ce qu'Orange conteste, Orange constate qu'aucune analyse n'a été menée par l'Arcep permettant de déterminer ce que serait un niveau « raisonnable » de qualité de service.

En particulier, Orange s'oppose à la mise en œuvre d'indicateurs dont la tenue ne serait pas exclusivement du ressort de l'OI. C'est le cas notamment de l'indicateur envisagé par l'Arcep de taux d'échec d'accès à la boucle locale, dont l'objectif serait de mesurer le nombre de commandes refusées ou non produites sur le réseau de l'OI pour l'ensemble des OC. À l'instar de ce qui est observé par Orange sur le réseau cuivre, un tel indicateur serait largement dépendant de la qualité des commandes passées par l'OC, et il serait injuste d'objectiver l'OI sur le respect d'un niveau donné pour cet indicateur.

**question 13.** Une évaluation du respect des seuils de qualité de service à une maille géographique plus fine vous semble-t-elle pertinente ? Si oui, quelle maille géographique vous apparaît appropriée ?

Orange ne comprend par le besoin d'une évaluation à une maille infranationale (que ce soit les zones rurales, le département, la commune etc.) qui aurait pour effet de complexifier le pilotage, de multiplier les indicateurs à produire et de mobiliser encore plus de ressources, et ce pour des résultats de moins en moins représentatifs, compte tenu de la taille de l'échantillon mesuré. En effet, la variabilité des indicateurs calculés serait alors telle que les valeurs observées seraient potentiellement non valides et qu'aucune analyse sérieuse ne pourrait en être déduite.

**question 14.** Quelle est votre appréciation d'un principe d'évaluation globale de la qualité de service par typologie d'indicateurs ?

Dans la perspective à moyen terme d'un contrôle de la qualité de service pour les offres de gros d'accès aux réseaux de boucle locale optique, Orange est favorable à une méthode fondée sur la détermination d'indicateurs composites au niveau national par domaines d'activités, tels que la production ou la maintenance des accès, et regroupant les produits de gros (avec ou sans QoS renforcée). Une telle méthode aurait le mérite d'appréhender plus globalement la qualité de service au niveau national, et de permettre, par effet de lissage, de limiter l'impact d'événements ponctuels non révélateurs de la performance réelle de l'OI sur la maintenance de son réseau fibre. D'une manière générale, la qualité de service doit être évaluée au niveau national, sur le périmètre le plus large possible, avec une périodicité qui intègre les impacts de la saisonnalité sur l'environnement des réseaux de boucle locale optique, de manière à mesurer le strict reflet de l'activité de l'OI concerné.



- question 15.** a. Selon vous, est-il pertinent d'instaurer un mécanisme d'entrée en vigueur progressive pour les offres avec qualité de service renforcée, à l'image du dispositif prévu pour les indicateurs communs à l'ensemble des offres ?
- b. Selon vous, les seuils planchers pour la production et le service après-vente des accès avec qualité de service renforcée sont-ils assez élevés pour garantir la qualité de service de ces accès ?

Orange, comme exprimé plus haut, considère prématuré l'introduction d'indicateurs sur l'ensemble des offres de gros compte tenu des activités de déploiements du réseau FttH et de la migration massive des accès cuivre vers le réseau optique. Les mécanismes proposés, même s'ils ont du sens en termes de progressivité, ne peuvent s'entendre que dès lors qu'une stabilité minimale du réseau sera constatée.

S'agissant des accès avec qualité de service renforcée, Orange fait le constat d'un périmètre insuffisant pour que de tels indicateurs puissent être significatifs et représentatifs du niveau de qualité de service assuré par l'OI concerné. C'est par exemple le cas de l'offre FttH avec option GTR 10 heures HO d'Orange pour laquelle le parc s'élève à moins de 10 accès à date, ce qui ne permettrait pas d'établir des indicateurs représentatifs.

L'entrée en vigueur de tels indicateurs devra non seulement être progressive, mais surtout devra être conditionnée à un volume minimal d'accès concernés par l'indicateur.

En tout état de cause, Orange estime qu'il est trop tôt pour se prononcer à ce stade sur les seuils proposés par l'Autorité, car on ne dispose pas du recul nécessaire pour l'évaluation de leur pertinence. Orange rappelle ainsi sa proposition de mettre en œuvre un observatoire visant à déterminer les niveaux pertinents de QoS qui pourront être retenus à terme.

- question 16.** a. Estimez-vous nécessaire de prévoir de nouvelles obligations visant à remédier aux difficultés d'exploitation sur les réseaux FttH ?
- b. Selon vous, quelles formes pourraient prendre, le cas échéant, ces nouvelles obligations ?

Orange considère que les échanges conduits dans un cadre multilatéral sous l'égide de l'Arcep doivent se poursuivre afin de faire émerger une position commune entre les opérateurs s'agissant des actions à mettre en œuvre. À ce stade, le plan d'actions défini entre les opérateurs sur les règles de bon usage, sur les seuils de détection des dégradations et sur le processus de remise en état des PM doit être implémenté afin d'en analyser les apports. En parallèle, les évolutions du cadre d'intervention de l'OC pour la réalisation du câblage client final (en mode STOC) et leur déclinaison dans les contrats de sous-traitance sont planifiées pour 2020.

Au regard de la mobilisation de la communauté des opérateurs et de leur volonté de faire progresser ce sujet, l'introduction de nouvelles obligations n'est pas souhaitée par Orange.

- question 17.** a. Estimez-vous nécessaire d'envisager des obligations relatives aux processus de mutualisation des réseaux FttH ?

S'agissant de l'implémentation des nouvelles versions des protocoles déterminés par le groupe Interop'Fibre, il convient de rappeler que les objectifs de mise en œuvre dans des délais déterminés s'imposent aux OI mais également aux OC, qui doivent faire en sorte d'aligner leurs plannings sur ceux des OI afin de permettre à ces derniers de concentrer leurs phases de tests bilatéraux. Orange veille ainsi à mettre en œuvre les protocoles Interop'Fibre de manière la plus simultanée possible, en tant qu'OC et OI.



Orange ne voit pas de raison à ce titre de remettre en cause *a posteriori* les objectifs d'implémentation de 6 ou 12 mois fixés par le comité d'orientation. Il est à noter que ces objectifs n'intègrent pas les délais des tests bilatéraux, nécessaires avant de passer en production. Orange a ainsi veillé auprès de ses équipes à intégrer ces objectifs en tant que contrainte dès le stade d'étude.

Pour autant, des tensions ont pu être observées depuis fin 2018 en lien avec la complexité de mise en œuvre de certains nouveaux protocoles (e-mutation) et la simultanéité de validation de protocoles qui entraînent des difficultés de mises en œuvre de ces évolutions (au niveau de l'intégration dans les roadmaps, compte tenu de la disponibilité limitée de ressources de traitement).

b. Selon vous, quelles formes pourraient prendre, le cas échéant, ces nouvelles obligations ?

Orange souhaite cependant, ainsi que l'Arcep le préconise, l'implémentation d'une réelle obligation – et non un simple objectif – qui s'imposerait à tous les opérateurs s'agissant de la mise en œuvre de l'exhaustivité des protocoles dans un délai cadré, qui ne devienne pas excessif.

Ces nouvelles obligations devraient adresser à la fois les délais d'implémentation et la prise en compte de l'ensemble des dispositions du protocole spécifié.

S'agissant des délais de mise en œuvre de nouveaux protocoles, la dynamique d'adaptation aux besoins du marché pourrait se trouver renforcée par l'introduction d'un délai maximum s'appliquant non pas à la date de validation Interop'Fibre mais à la date de la première mise en œuvre par un opérateur. Un tel délai serait de nature à inciter les opérateurs à mieux synchroniser leurs plannings et donc à réduire la période de mise en œuvre globale par tous les acteurs.

S'agissant de l'exhaustivité des mises en œuvre, la documentation décrivant un nouveau protocole ou une évolution de protocole pourrait être complétée par une fiche synthétisant le périmètre fonctionnel du protocole (liste des flux, fonctions, cas d'usage, etc.), rédigée sous forme de tableau. Tout opérateur annonçant la mise en œuvre d'un protocole serait tenu de communiquer simultanément cette synthèse complétée par ses soins et permettant au groupe Interop'Fibre, voire à l'Arcep, de prendre note de la bonne mise en œuvre par la communauté des opérateurs, ou à défaut d'obtenir clarifications et délais complémentaires de la part d'un opérateur en retard.

## 6 Précisions sur les modalités de l'accès des opérateurs cofinanceurs aux réseaux mutualisés en fibre optique jusqu'à l'abonné

L'Autorité invite les acteurs à faire part de leurs remarques sur les recommandations envisagées par l'Autorité en partie 6 pour préciser les modalités de l'accès des opérateurs cofinanceurs en suivant l'ordre des sujets présentés dans la partie.

### Droit d'usage d'une durée d'au moins 40 ans

Orange accueille favorablement la proposition de l'Arcep d'harmoniser la durée de droit d'usage (à une durée d'au moins 40 ans) tant en zone d'initiative privée qu'en zone d'initiative publique.

Suite à la décision de règlement de différend n° 2018-0569-RDPI, Orange a ainsi fait évoluer son contrat d'accès aux lignes FttH en ZMD afin de permettre à tout OC ayant souscrit des droits d'usage en cofinancement de pouvoir demander, une fois ces derniers échus, de disposer de droits d'usage pour 20 années supplémentaires.

### Pérennité des droits d'usage en cas de cession de tout ou partie d'un réseau FttH

Orange reste réservée sur la proposition de l'Arcep consistant, en cas de cession de réseau FttH, à faire peser sur l'OI une obligation de résultat s'agissant de la reprise de la totalité des droits d'usage des OC par le nouvel OI. Un tel système supposerait en effet que l'ensemble des OI adaptent leurs contrats en conséquence, afin de ne pas avoir de différences de traitement entre OI.

À ce stade, Orange a fait évoluer son contrat en indiquant qu'il s'engagerait, en cas de cession, à tout mettre en œuvre pour que le nouvel OI accepte une clause de reprise des engagements d'Orange envers les OC présents. Dans le cas particulier où le cessionnaire est une entité sur laquelle Orange exerce un contrôle, Orange prévoit néanmoins de conditionner la cession à la reprise par le cessionnaire des droits des OC. Orange estime que ces dispositions sont suffisantes pour apporter les garanties nécessaires aux OC en cas de cession de réseau FttH.

## 7 Précision des obligations comptables

L'Autorité invite les acteurs à faire part de leurs remarques sur les dispositions envisagées par l'Autorité en partie 7 pour préciser les obligations comptables en suivant l'ordre des sujets présentés dans la partie.

La réponse d'Orange sur ce sujet s'articule en deux temps :

- dans un premier temps, Orange rappelle les principales critiques concernant les dispositions envisagées par l'Arcep en matière d'obligations comptables, en particulier le niveau de détail du projet de restitutions comptables des coûts FttH, qui va bien au-delà du besoin invoqué au titre du contrôle des obligations tarifaires ;
- dans un second temps, Orange répond point par point en reprenant l'ordre des points de l'annexe 2 « Restitutions comptables FttH » du document mis en consultation publique.

-----

### Principales critiques concernant les dispositions envisagées par l'Arcep en matière d'obligations comptables

#### Rappel sur les modèles tarifaires FttH

Orange estime nécessaire de rappeler, à titre liminaire, les principes de ses modèles tarifaires, établis pour l'évaluation et le contrôle des principaux tarifs des offres d'accès aux lignes FttH d'Orange.

Ces modèles tarifaires reprennent la structure et la logique du modèle « aval PM en ZMD » publié par l'Arcep en octobre 2015 : les tarifs sont fixés de manière à équilibrer les flux de coûts et de revenus sur la totalité de la durée du projet. Il s'agit donc ici de modèles intertemporels, avec une partie « constatée » et une partie « prévisionnelle ».

Pour la partie « constatée », les modèles tarifaires s'appuient sur :

- des données qui sont directement issues de la comptabilité :
  - o il s'agit en pratique uniquement des dépenses d'investissement constatées pour le déploiement du réseau FttH (i.e. CAPEX), y compris pour le génie civil construit spécifiquement pour les besoins du FttH ;
- des données qui sont issues de la comptabilité réglementaire :
  - o les dépenses d'exploitation/maintenance constatées, i.e. les coûts directs d'exploitation/maintenance ;
  - o les taux de coûts indirects, coûts communs et coûts commerciaux, qui sont appliqués aux coûts d'investissements et aux coûts directs d'exploitation ;
- des données qui permettent de construire des chiffres d'affaires et des cofinancements constatés (à partir des besoins pour ce qui concerne les activités de détail d'Orange) :
  - o pour les modèles PM-PBO, il s'agit des parcs de locaux programmés/raccordables, des taux de cofinancement effectifs par zone et des parcs d'accès en service ;
  - o pour le modèle NRO-PM, il s'agit des parcs de liens NRO-PM en service ;
- des données d'unités d'œuvre qui permettent de modéliser les coûts d'accès aux infrastructures existantes (génie civil et bâtiments) :
  - o pour la modélisation du recours à l'offre régulée GC BLO, il s'agit du nombre d'accès aval PM et du volume de câbles amont PM ;

- pour la modélisation du recours à l'offre régulée d'hébergement, il s'agit des informations sur les NRO ;
- des paramètres financiers (WACC, etc.).

Pour la partie « prévisionnelle », les modèles tarifaires s'appuient sur :

- des hypothèses de coûts unitaires de déploiement et d'exploitation/maintenance ;
- des hypothèses de trajectoires de parcs (locaux programmés/raccordables, accès en service, liens NRO-PM en service, etc.) et de cofinancement ;
- des hypothèses d'unités d'œuvre pour le recours aux offres régulées ;
- des hypothèses de paramètres financiers.

### **Adéquation entre le projet de nomenclature et l'objectif affiché**

Compte tenu des éléments rappelés précédemment, Orange s'interroge sur la proportionnalité entre, d'une part, l'objectif affiché par l'Arcep « *de contrôle [...] de la tarification de l'accès aux infrastructures FttH [...], dont les tarifs doivent [...] être raisonnables, et respecter les principes de non-discrimination, d'objectivité, de pertinence et de transparence* » et, d'autre part, le projet de nomenclature.

Orange observe que plusieurs éléments du projet de nomenclature de l'Arcep ne sont pas utilisés dans les modèles tarifaires, et ne contribuent donc pas à l'objectif affiché par l'Arcep.

À titre d'exemple, ne rentrent pas dans le périmètre des éléments nécessaires au contrôle tarifaire, compte tenu des modèles tarifaires en vigueur :

- l'ensemble des données sur le patrimoine brut et les valeurs comptables ;
- les éléments de bouclage avec l'ensemble des CAPEX d'Orange y compris les données hors FttH Orange ;
- des niveaux de détails trop fins pour certains éléments, qu'il s'agisse des CAPEX ou des chiffres d'affaires ;
- les flux liés aux droits de suite (qui n'ont pour effet que de vérifier qu'Orange assure bien son rôle de collecte/redistribution prévu dans les contrats).

Orange invite ainsi l'Arcep à mieux définir son projet de nomenclature en cohérence avec les objectifs réglementaires poursuivis.

### **Complexité du projet de nomenclature**

Orange constate que la mise en place et la tenue d'une comptabilité réglementaire, dans le contexte d'un opérateur d'envergure nationale et multi-activités (activités mobile, activités fixe sur cuivre et sur fibre) nécessitent un travail d'analyse conséquent, tant en termes de données comptables que de données techniques extraites des différents systèmes d'information. Ces données représentent en effet un prérequis nécessaire à une allocation fine des coûts qui sont pour beaucoup mutualisés entre de très nombreuses activités.

Orange est par ailleurs tenu à mettre en œuvre une comptabilité réglementaire dont les modalités sont décrites dans la décision n° 06-1007 au titre de la régulation asymétrique. Orange observe que cette comptabilité réglementaire lui permet d'ores et déjà d'alimenter les modèles tarifaires pour les offres de gros d'accès aux lignes FttH d'Orange.

Aussi, dans l'hypothèse où un projet de nomenclature aussi fin est appliqué à l'ensemble des OI compte tenu du cadre de régulation symétrique, cela pose la question de la capacité, pour les OI tiers qui ne disposeraient pas déjà d'une telle comptabilité réglementaire (*a priori* la majorité des cas), de mettre en œuvre un tel système pour s'adapter le cas échéant à un format de restitution aussi complexe.

En conséquence, Orange invite l'Arcep à circonscrire son projet de nomenclature à un format simple et allégé, qui s'appuierait principalement sur les données issues de la comptabilité existante des OI.

Cela éviterait aux OI de devoir mettre en place une comptabilité analytique parallèle lourde et limiterait ainsi le risque de créer une différence de traitement entre Orange et les autres OI.

Il ne serait en outre ni raisonnable ni proportionné d'imposer à l'ensemble des OI, en vue d'opérer un contrôle tarifaire au titre de la régulation symétrique encadrant les déploiements de réseaux FttH, un système de comptabilisation des coûts aussi complexe que celui mis en place au titre de la régulation asymétrique.

### **Maille de restitution**

Orange invite l'Arcep à adapter son projet de nomenclature aux capacités d'extraction comptable des OI. Une analyse trop fine ou trop détaillée risquerait de créer des biais si, pour satisfaire le niveau d'exigence attendu, les données perdaient de leur fiabilité.

La comptabilité sociale d'Orange dispose de données de chiffre d'affaires, de CAPEX et de patrimoine relativement agrégées, qui ne permettent pas, à titre d'exemple, de faire des restitutions distinctes entre poches de basse densité et poches de haute densité pour ce qui concerne les ZTD. Les applications comptables auxiliaires permettent néanmoins quelquefois des analyses plus fines que la comptabilité sociale, sans toutefois permettre de satisfaire le niveau de détail attendu.

De plus, certaines données demandées relevant des systèmes d'information réseau ne sont pas disponibles. [...]

### **Disponibilités de certaines données**

Concernant les modalités de restitution et la maille temporelle, Orange émet une réserve sur la fourniture de certaines données anciennes compte tenu de l'évolution du périmètre d'Orange SA dans le temps ([...]) et des impacts des changements de systèmes d'informations comptables sur la gestion de ces historiques.

De plus, certains éléments à restituer, issus du modèle de coûts réglementaires audité, ne seront pas disponibles à la fin du [...] mois suivant la fin de l'exercice comptable, comme le demande l'Arcep. Ils ne pourront ainsi être fournis qu'à l'issue de cet audit, et dans les délais qui s'appliquent à ces restitutions, c'est-à-dire au milieu du mois [...]. Il est ainsi préférable que l'ensemble des restitutions puissent être remises à une date compatible avec l'audit du modèle de coûts réglementaires.

### **Périmètre des opérateurs concernés**

Orange note que l'Arcep distingue, d'une part, l'obligation de tenir à jour les restitutions comptables des coûts FttH, qui s'applique à tous les OI et, d'autre part, l'obligation de publication de ces restitutions comptables à l'Arcep, qui ne concerne que les OI « *exploitant plus de [X] lignes* ».

Orange conteste cette approche qui conduit à un traitement différencié entre OI, ce qui serait inacceptable, et estime que l'Arcep risque en fixant un tel seuil de passer à côté des vrais problèmes s'agissant des pratiques tarifaires des OI tiers, qui concernent avant tout les RIP.

### **Conclusion**

Plus globalement, Orange doute de la capacité des OI tiers à être en mesure de restituer les informations demandées par l'Arcep dans son projet de nomenclature. En l'état actuel le projet de nomenclature ne permettra pas à l'Arcep de contrôler les grilles tarifaires des OI tiers.

La bonne mise en œuvre du contrôle tarifaire supposerait en effet, d'une part, de cibler les éléments demandés sur ce qui relève des modèles tarifaires et, d'autre part, de s'assurer que tous les OI seront en mesure de fournir les données demandées.

Orange estime ainsi que l'Arcep devrait en premier lieu interroger les OI sur leurs modèles tarifaires. Les récentes hausses tarifaires pratiquées par certains opérateurs (...) sans justification solide laissent Orange sceptique quant au bon usage du modèle tarifaire publié par l'Arcep en octobre 2015.

-----  
**Réponse détaillée d'Orange en reprenant l'ordre des points de l'annexe 2 « Restitutions comptables FttH » du document mis en consultation publique.**

### **Structure des restitutions : principes**

#### **Précisions sur la maille des restitutions par segment et par zone**

[...]

Orange demande à l'Arcep de ne distinguer que deux zones de restitutions comptables : les communes de ZTD, d'une part, et les communes de ZMD, d'autre part.

Orange note d'ailleurs à ce titre que la distinction entre poches de basse densité de ZTD et poches de haute densité de ZTD n'est pas pertinente pour le contrôle tarifaire, puisque le cofinancement en ZTD est établi à la maille de la commune, incluant ces deux sous-zones.

#### **Périmètre des raccordements « câblage client final »**

Orange invite l'Arcep à tenir compte des spécificités propres aux raccordements « câblage client final » (ci-après CCF) dans le projet de nomenclature.

L'OI est propriétaire de l'ensemble des raccordements CCF sur le périmètre de son réseau FttH, en assume la responsabilité et l'exploitation, quel que soit le mode de construction du raccordement (par l'OI : mode OI, ou par l'OC : mode STOC). Néanmoins, dans le cadre des offres de cofinancement, les OC immobilisent les droits d'usage des raccordements CCF mis à leur disposition. Ainsi, le patrimoine net des raccordements CCF d'Orange se limite aux seuls raccordements d'Orange en tant qu'OC, client de l'offre passive.

[...]

Compte tenu de ces éléments, Orange suggère de ne pas inclure les raccordements CCF dans le périmètre des restitutions comptables de l'OI, à tout le moins s'agissant des raccordements CCF construits en mode STOC, étant entendu que les tarifs pratiqués relèvent alors de l'OC.

### **Onglet Informations générales**

Orange utilise deux systèmes comptables, l'un en normes françaises et l'autre en normes IFRS, afin de répondre aux besoins de communication financière et de comparabilité internationale.

Le module comptable qui gère les immobilisations permet soit la gestion d'actifs existant dans les deux normes (françaises et IFRS), soit la gestion d'actifs n'existant qu'en normes françaises, soit la gestion d'actifs n'existant qu'en normes IFRS. Pour la grande majorité, les actifs sont gérés dans les deux normes.

Tous les actifs FttH sont gérés en iso-norme et répondent à la définition d'un actif contrôlé conjointement. À ce titre, ils entrent dans le champ d'application de la norme IFRS 11 « Partenariats » et font l'objet d'un retraitement pur IFRS de minoration de CAPEX (en french, le retraitement est un désinvestissement).

Orange s'interroge sur la comparabilité des résultats si les opérateurs ont adopté des normes comptables ou des interprétations de ces normes différentes. Orange doute d'une possible consolidation des données de tous les opérateurs, compte-tenu de l'hétérogénéité des traitements

comptables (par exemple : durée de vie des actifs, filialisation de certains acteurs, traitement des minorations de CAPEX etc.).

### Onglet Dépenses d'investissement (CAPEX)

Orange distingue dans sa comptabilité les coûts suivant deux segments :

- le segment de distribution optique (PM-PBO) intègre tous les coûts de déploiement du réseau FttH allant du PM (en incluant les coûts d'installation du PM) aux PBO (en incluant les coûts d'installation des PBO) ;
- le segment de transport optique (NRO-PM) intègre tous les coûts de déploiement du réseau FttH allant du RTO (en incluant les coûts d'installation du RTO dans le NRO) aux PM (en excluant les coûts d'installation des PM).

Ainsi, Orange n'isole pas les investissements du segment « hébergement au NRO ».

[...]

L'onglet CAPEX suscite de nombreuses interrogations et remarques de la part d'Orange.

À titre liminaire, Orange rappelle qu'aucun enregistrement comptable n'est en « flux de trésorerie ». En effet, conformément aux principes comptables qui s'imposent à toutes les entreprises, la comptabilité est tenue en service fait (i.e. lorsque les travaux sont finis) et non en trésorerie (entrée/sortie de liquidités).

### Suivi des dépenses comptables et patrimoine

Orange suit dans sa comptabilité, de façon distincte :

- les dépenses d'investissement (servant au suivi financier des CAPEX),
- le patrimoine (entrées / sorties des immobilisations par type d'actifs ou sous-catégorie).

Les données globales sont cohérentes, puisque provenant d'une même source comptable, mais les axes d'analyse diffèrent selon les suivis :

- les investissements du déploiement FttH peuvent être distingués par catégorie et par projet, ce qui permet par exemple d'obtenir les coûts des travaux de génie civil déclenchés spécifiquement par le déploiement du réseau FttH, alors que les actifs de génie civil immobilisés ne peuvent être connus que globalement ;
- certaines natures de dépenses peuvent être distinguées dans le suivi des investissements (par exemple le matériel et la sous-traitance) alors qu'elles ne peuvent l'être dans le patrimoine ;
- certaines dépenses liées au FttH génèrent une immobilisation sur des sous-catégories de patrimoine qui regroupent d'autres immobilisations non liées au FttH (génie civil, poteaux, répartiteurs optiques).

Sur la base de ces éléments, il n'est donc pas possible d'envisager de bouclage entre les dépenses d'investissement (CAPEX) et le patrimoine.

S'agissant des actifs liés au FttH issus de la comptabilité d'Orange :

- [...]

Pour les « actifs spécifiques » (FttE et BRAM) :

- [...]

### Sur les coûts indirects et communs

En premier lieu, il convient de préciser que le patrimoine intègre l'ensemble des coûts d'investissement liés au déploiement et que ceux-ci contiennent donc des « coûts supports immobilisés » :

- [...]

Ces coûts dits de « support » font partie intégrante des CAPEX et il n'est pas possible de les isoler dans la comptabilité d'Orange.

Par ailleurs, dans les modèles tarifaires d'Orange, des coûts indirects, des coûts commerciaux et des coûts communs sont ajoutés aux CAPEX par application de taux calculés à partir des restitutions du modèle de coûts réglementaires. Les coûts indirects peuvent être de natures différentes : charges de patrimoine, de personnel ou externes. Ces coûts ne contiennent pas, par construction, les coûts supports immobilisés compris dans les charges de patrimoine de réseau direct.

[...]

Néanmoins, ces coûts, qu'ils soient indirects ou communs, ne sont pas isolables dans la comptabilité d'Orange. Ils proviennent de la comptabilité réglementaire imposée par la réglementation asymétrique. Orange demande ainsi à l'Arcep d'adapter son projet de nomenclature en conséquence.

### **Onglet Opérations d'acquisition et de cession**

Orange considère que les éléments demandés par l'Arcep dans son projet de nomenclature s'agissant des opérations d'acquisition et de cession ne sont pas réalisables.

Orange estime qu'il est possible de restituer le périmètre cédé, la date et le prix de la cession, ainsi que les valeurs comptables brute et nette au moment de la cession. Pour autant, la cession s'effectue à un prix de marché qui n'a pas forcément de lien avec son coût, ni avec un coût unitaire multiplié par des unités d'œuvre.

Aussi, des indicateurs techniques simplifiés décrivant le périmètre (par exemple : le nombre de prises raccordables et adressables ou le nombre de PM) pourront être fournis, mais il ne sera pas toujours possible de restituer les longueurs de fibre ou de génie civil.

### **Onglet Valeurs comptables**

Orange considère que les éléments demandés par l'Arcep dans son projet de nomenclature s'agissant des valeurs comptables ne sont pas nécessaires au contrôle tarifaire :

- les transferts d'actifs ne semblent pas correspondre à une réalité opérationnelle tangible ;
- les minorations de patrimoine dues aux cofinancements ne sont pas intégrées ;
- ces contrôles bilanciaux sont déjà réalisés par les commissaires aux comptes.

### **Onglet Patrimoine par ancienneté**

Orange rappelle que, pour les raisons explicitées précédemment, les dépenses d'investissement et le patrimoine ne sont pas réconciliables. Il ne pourra donc pas y avoir de bouclage entre CAPEX et patrimoine.

La vision du patrimoine sera ainsi évaluée :

- [...]

### **Onglet Dépenses d'exploitation (OPEX)**

Les OPEX spécifiques au réseau FttH d'Orange ne sont pas identifiables directement comme une catégorie comptable dans la comptabilité sociale d'Orange, [...].

[...]

Dans les modèles tarifaires, les OPEX provenant de la comptabilité réglementaire sont distingués entre :

- les coûts d'exploitation/maintenance liés à l'intervention réseau, imputables aux éléments de réseau hors raccordement CCF,
- les coûts d'exploitation/maintenance liés à l'intervention client, imputables aux raccordements CCF.





À noter que les OPEX imputables à des éléments de réseau ne sont pas uniquement composés des coûts d'exploitation directs. Ils comprennent également :

- [...]

#### OPEX de location de génie civil

Les coûts d'accès aux infrastructures de génie civil existantes d'Orange pour le déploiement du réseau FttH d'Orange sont évalués dans les modèles tarifaires sur la base des tarifs en vigueur de l'offre de gros GC BLO. Ces coûts ne sont pas enregistrés comptablement, ni en chiffre d'affaires ni en OPEX, et ne peuvent pas faire l'objet d'une restitution comptable au titre des déploiements FttH. Seuls les coûts correspondant à la construction d'infrastructures de génie civil spécifiquement pour le déploiement des réseaux FttH ont ainsi vocation à rentrer dans cette restitution comptable.

[...]

#### OPEX attribuables aux offres

Les OPEX du domaine de l'intervention client ne sont pas distingués par offre, hormis quelques exceptions :

- [...]

#### Onglet Revenus

##### Chiffre d'affaires externe

La comptabilité sociale distingue uniquement le chiffre d'affaires (externe) des offres d'accès FttH entre ZTD et ZMD.

Le chiffre d'affaires, comptabilisé en normes IFRS, est constitué des prestations récurrentes et d'une part des cofinancements (après retraitement de minoration de CAPEX).

Les cofinancements comprennent ainsi :

- [...]

La restitution proposée par l'Autorité nomme de manière inappropriée « chiffre d'affaires retraité » les montants financiers reçus par Orange en cofinancement, provenant des OC tiers.

L'utilisation des applications de facturation permet d'obtenir des restitutions selon les axes demandés, à savoir (i) par offre – cofinancement ou location à la ligne –, (ii) par segment de réseau, (iii) en distinguant récurrent et non récurrent. [...]

[...]

##### Restitution par offre

Certaines offres intègrent plusieurs segments de réseau, voire un périmètre plus large que la ligne FttH. C'est le cas des offres activées ou des offres spécifiques FttE.

Dans ce cas, il n'est pas possible comme le demande l'Autorité de distinguer le chiffre d'affaires facturé globalement par segment de réseau FttH.

##### Reconstitution du chiffre d'affaires interne

[...]

##### Restitutions des unités d'œuvre

Pour les offres de mutualisation en cofinancement, la structure tarifaire est généralement trop complexe pour trouver une unité d'œuvre pertinente, relative au chiffre d'affaires facturé.



### Onglet Droits de suite

Les droits de suite, définis dans l'offre d'accès FttH, désignent la rémunération versée par Orange aux OC déjà présents lors du cofinancement par un autre OC (nouvelle arrivée ou augmentation du cofinancement).

C'est un mécanisme de reversement au bénéfice des OC participants préalablement au cofinancement. Il y a deux aspects dans les droits de suite :

- la contribution aux droits de suite collectée par l'OI auprès des OC cofinanceurs *a posteriori* ;
- le reversement, aux OC cofinanceurs préalablement présents, des droits de suite collectés.

En ZMD, ce mécanisme intervient dans les cas suivants :

- collecte lors d'un nouveau cofinancement *a posteriori* (contribution aux droits de suite égal à 15 % du prix forfaitaire du cofinancement *ab initio* par local couvert et raccordable) ;
- collecte lors d'une augmentation du niveau de cofinancement (même principe que ci-dessus).

En ZTD, ce mécanisme intervient dans les cas suivants :

- collecte dans le cas où un nouvel OC signe un accord local de cofinancement *a posteriori* sur une commune où des OC sont déjà présents ;
- cas de souscription de l'offre d'accès à la ligne FttH : reversement d'une partie du prix de location à la ligne aux opérateurs cofinanceurs ayant participé au cofinancement *ab initio* ou *a posteriori* sur la commune ;
- droits de suite « contribution offre de gros » (cas des fibres inutilisées au PM).

### Onglet Unités d'œuvre du réseau

Orange attire ainsi l'attention de l'Arcep sur les éléments suivants.

(1) De nombreuses unités d'œuvre pertinentes peuvent déjà être évaluées à partir des fichiers IPE, à titre d'exemple :

- le nombre de PM
- le nombre de locaux programmés
- le nombre de locaux raccordables
- etc.

(2) 

(3) 

(4) 

(5) 

### Onglet Usages du réseau

Orange rappelle que le contrôle des allocations de génie civil est déjà réalisé en application de la décision n° 2017-1488. En tout état de cause, il sera impossible de distinguer les câbles ou les conduites de génie civil spécifiquement déployés pour le réseau FttH parmi l'ensemble des conduites de génie civil et donc d'identifier leurs différents usages.

S'agissant des restitutions concernant les clés d'allocations des coûts des câbles en fonction des offres, l'Arcep envisage dans son projet de nomenclature de demander des informations très détaillées, avec des coûts par segment et par offre en fonction des nombres de fibres occupées.

Orange s'interroge sur la pertinence d'un tel niveau d'informations eu égard aux objectifs poursuivis, étant donné que ces éléments ne sont pas pris en compte dans les modèles tarifaires.

Il convient à cet effet de rappeler la logique des modèles tarifaires mis en œuvre, consistant à déterminer soit le coût moyen d'une prise raccordable (PM-PBO), soit le coût moyen d'une fibre optique mise à disposition sur le segment NRO-PM, et à équilibrer ces coûts avec les revenus sur la période concernée.

### **Onglet Clés d'allocation**

Les clés d'allocation autres que celles reposant sur des usages (abordées au point précédent) sont à restituer en fonction des pratiques propres à chaque opérateur et ne peuvent à ce titre être normalisées par l'Autorité.

À titre d'exemple, le calcul des OPEX attribuables aux éléments de réseau FttH est établi à partir de plusieurs clés d'allocation successives dans le modèle de coûts réglementaires. Il sera en pratique très complexe de restituer ces éléments dans le format proposé. De plus, il ne serait pas légitime, dans le cadre du projet de nomenclature, de restituer des charges qui ne seraient pas attribuables au réseau FttH d'Orange OI.

### **Fichier Compte de bouclage**

Orange ne comprend pas le besoin de l'Autorité de disposer, dans le contexte de ces restitutions, d'un compte de bouclage reprenant l'ensemble très vaste des CAPEX et OPEX.

Ces données restituées en partie dans le cadre des observatoires ou des communications financières sont hors du cadre de l'obligation de comptabilisation des coûts sur le périmètre de la boucle locale optique. Les montants globaux sont en particulier validés par les commissaires aux comptes.

\*\*\* \*\*

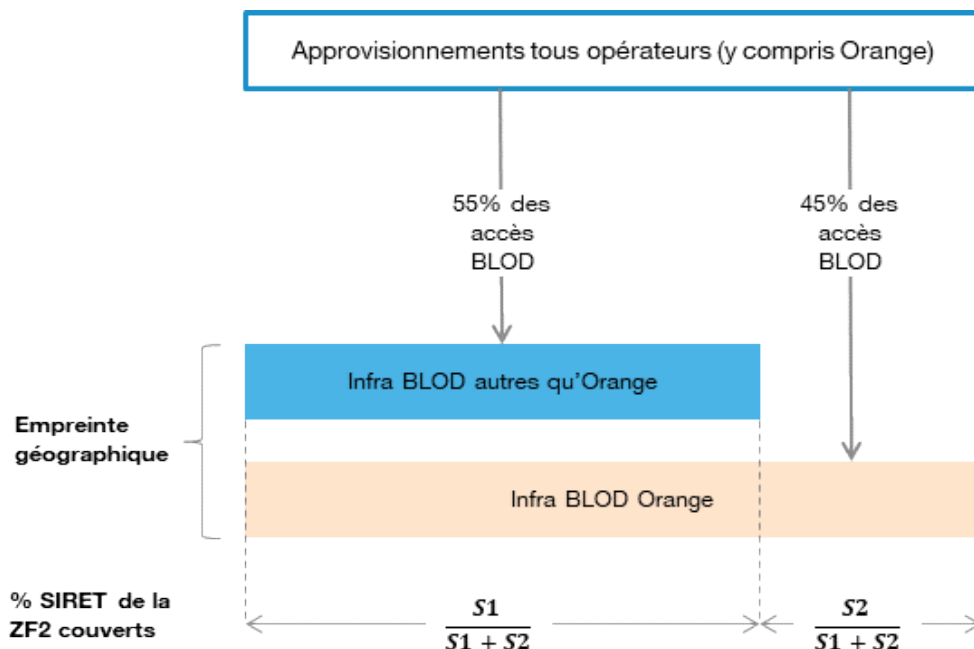
\*\*\* \*\*



## Annexe 1. Étude [...]

---

## Annexe 2. Calcul du poids en SIRET de la zone de recouvrement entre BLOD Orange et BLOD autres qu'Orange



On note :

- ZF2\_1 : la zone dans laquelle on trouve à la fois les infrastructures BLOD d'Orange et les infrastructures BLOD des opérateurs tiers ;
- ZF2\_2 : la zone dans laquelle on trouve uniquement l'infrastructure BLOD d'Orange.
- P1 : taux de pénétration en SIRET des accès BLOD de la zone ZF2\_1
- P2 : taux de pénétration en SIRET des accès BLOD de la zone ZF2\_2
- S1 : nombre de SIRET de la zone ZF2\_1
- S2 : nombre de SIRET de la zone ZF2\_2
- N1 : nombre d'accès BLOD de la zone ZF2\_1
- N2 : nombre d'accès BLOD de la zone ZF2\_2
- N : nombre d'accès BLOD de la zone BLOD Orange total ;  $N = N1 + N2$
- $\Delta_p$  : pourcentage de pénétration supplémentaire entre la zone ZF2\_2 et la zone ZF2\_1 ;  
 $P1 = (1 + \Delta_p) \times P2$
- $\alpha$  : part de marché infrastructure d'Orange en zone ZF2\_1

On peut établir :

- d'une part :

$$N1 = P1 \times S1 = (1 + \Delta_p) \times P2 \times S1$$

$$N2 = P2 \times S2$$

- d'autre part :

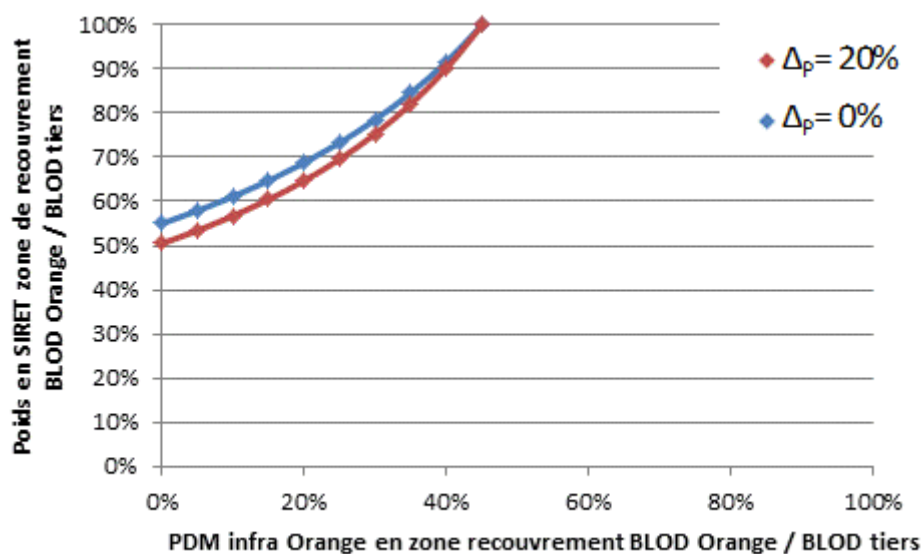
$$\alpha \times N1 + N2 = 45 \% \times N$$

$$(1 - \alpha) \times N1 = 55 \% \times N$$

Le poids en SIRET de la zone de recouvrement entre BLOD Orange et BLOD autre qu'Orange est obtenu par la formule suivante :

$$\frac{S1}{S1 + S2} = \frac{\frac{N1}{1 + \Delta_p}}{\frac{N1}{1 + \Delta_p} + N2} = \frac{55 \%}{55 \% + (1 + \Delta_p) \times (45 \% - \alpha)}$$

Le graphique ci-dessous établit le poids de la zone de recouvrement entre BLOD Orange et BLOD autre qu'Orange (ZF2\_1) en fonction de la part de marché infrastructure d'Orange dans cette zone ZF2\_1 selon deux hypothèses pour  $\Delta_p$  :



\*\*\* \*\*

\*\*\* \*\*